

# **ASSEMBLEE DE CORSE**

**3 EME SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2023**

**REUNION DES 29 ET 30 JUIN 2023**

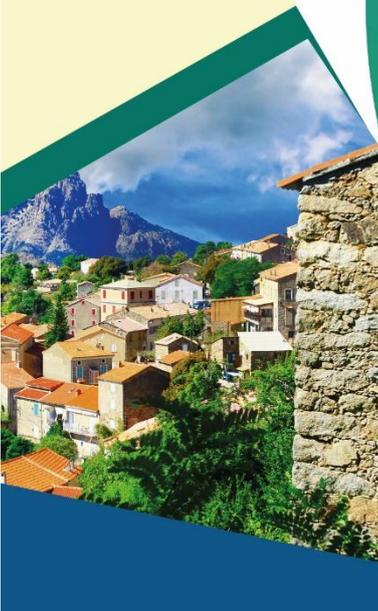
**RAPPORT DE MONSIEUR  
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**APPROVU DI U CONTU AMMINISTRATIVU DI A  
CULLETTIVITÀ DI CORSICA PÈ U 2022**

**APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2022 DE LA  
COLLECTIVITÉ DE CORSE**

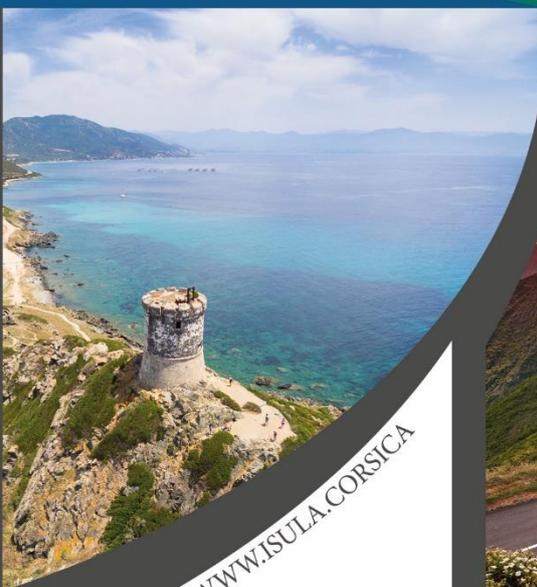
**RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

Le rapport est en annexe.

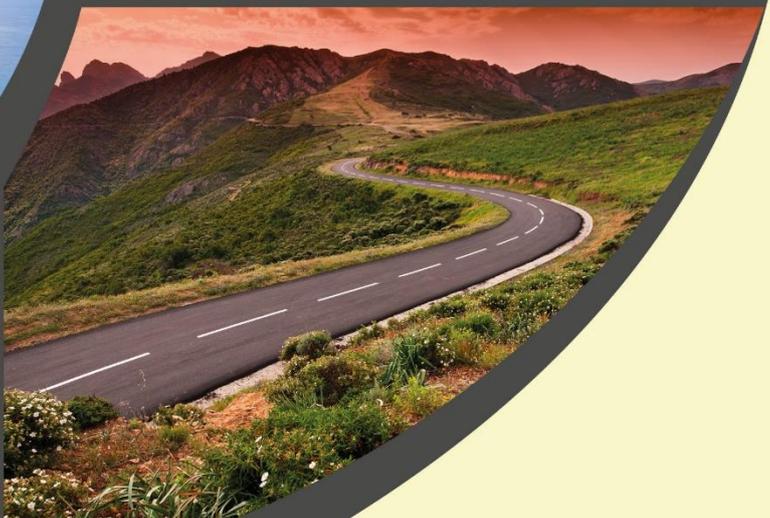


**2022**

**Contu Amministrativu  
Compte Administratif**



[WWW.ISULA.CORSICA](http://WWW.ISULA.CORSICA)



<b>INTRODUCTION GENERALE</b> .....	<b>3</b>
<b>LE COMPTE ADMINISTRATIF EN QUELQUES CHIFFRES</b> .....	<b>4</b>
<b>PARTIE 1 : CONSTITUTION DES RESULTATS COMPTABLES 2022</b> .....	<b>9</b>
1. UN RESULTAT DE FONCTIONNEMENT .....	9
2. UN SOLDE D'EXECUTION EN SECTION D'INVESTISSEMENT .....	11
3. UN RESULTAT CUMULE DE 20,832 M€ .....	12
<b>PARTIE 2 : SITUATION FINANCIERE DE LA COLLECTIVITE CONFORME A LA TRAJECTOIRE FINANCIERE ADOPTEE PAR L'ASSEMBLEE</b> .....	<b>14</b>
1. LES DEPENSES .....	14
1.1. <i>Des dépenses réelles de fonctionnement</i> .....	16
1.2. <i>Les dépenses réelles d'investissement</i> .....	24
2. LES RECETTES.....	30
2.1. <i>Les recettes réelles de fonctionnement</i> .....	31
2.2. <i>Les recettes d'investissement</i> .....	42
2.3. <i>Les restes à recouvrer au 31/12/2022</i> .....	47
3. LA SITUATION FINANCIERE .....	48
3.1. <i>La constitution de l'épargne</i> .....	49
3.2. <i>Le financement des investissements 2022</i> .....	53
3.3. <i>L'incidence des neutralisations sur les résultats cumulés</i> .....	54
<b>PARTIE 3 : BILAN DE LA GESTION PLURIANNUELLE AU 31/12/2022</b> .....	<b>56</b>
1. LE BILAN DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT .....	57
2. LE BILAN DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME .....	60
3. TABLEAU SYNTHETIQUE DES AUTORISATIONS PLURIANNUELLES .....	63
4. LE BILAN DE LA DECISION DE TOILETTAGE EFFECTUEE EN 2022 .....	65
<b>PARTIE 4 : PRESENTATION PAR CHAPITRE FONCTIONNEL</b> .....	<b>66</b>
1. SERVICES GENERAUX : .....	69
2. GESTION DES FONDS EUROPEENS : .....	70
3. SECURITE : .....	71
4. ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE : .....	72
5. CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE ET SPORT : .....	73
6. SANTE ET ACTION SOCIALE (HORS APA ET RSA) : .....	74
7. APA : .....	76
8. RSA : .....	77
9. AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT : .....	78
10. ACTION ECONOMIQUE : .....	80
11. ENVIRONNEMENT : .....	81
12. TRANSPORTS : .....	82
<b>PARTIE 5 : ETAT DE LA DETTE</b> .....	<b>84</b>
1. LA GESTION DE LA DETTE ET DE LA TRESORERIE 2022.....	84
2. L'ENCOURS DE DETTE .....	84
3. LA STRUCTURE DE LA DETTE .....	86
4. L'EVOLUTION DE LA CHARGE DE LA DETTE .....	87
5. L'EVOLUTION DE LA DETTE DE LA COLLECTIVITE DEPUIS 2016 .....	89
<b>PARTIE 6 : PRESENTATION SYNTHETIQUE DU BILAN COMPTABLE</b> .....	<b>91</b>
1. DESCRIPTIF DE L'ACTIF .....	93
1.1. <i>Actif immobilisé</i> .....	94
1.2. <i>Actif circulant</i> .....	95
2. DESCRIPTION DU PASSIF .....	95
2.1. <i>Capitaux permanents</i> .....	95
2.2. <i>Provisions</i> .....	97
2.3. <i>Dettes non financières</i> .....	97
2.4. <i>Ligne de trésorerie</i> .....	97
<b>CONCLUSION</b> .....	<b>98</b>
<b>ANNEXES</b> .....	<b>99</b>

## INTRODUCTION GENERALE

*Le compte administratif 2022 s'inscrit dans un cadre réglementaire prévu au titre des dispositions des articles L1612-12 et suivants, ainsi qu'à l'article L4422-15 du code général des collectivités locales.*

*Le vote du compte administratif, précédé par celui du compte de gestion du payeur de Corse, constitue l'arrêté des comptes de la collectivité. Il permet de dégager le résultat de fonctionnement, le solde d'exécution de la section d'investissement ainsi que les restes à réaliser des deux sections.*

*C'est ainsi l'occasion pour la Collectivité de Corse d'arrêter les résultats comptables de l'exercice mais également de rendre plus largement compte de sa situation financière.*

*Tout comme en 2021 et dans une démarche de transparence et de cohérence de l'action publique, l'Exécutif a fait le choix de présenter le rapport financier du compte administratif en corolaire du rapport d'activité des services qui détaille, pour l'année 2022, le bilan des politiques publiques. Ce dernier est articulé autour de sept axes qui recouvrent ceux des documents budgétaires, permettant ainsi à l'Assemblée de disposer d'une lecture croisée et d'une vision globale de l'activité et de la santé financière de la Collectivité.*

**\*\*\***

## LE COMPTE ADMINISTRATIF EN QUELQUES CHIFFRES

Le budget 2022 a été voté dans un contexte de crise économique sans précédent auquel s'est ajoutée les condamnations prononcées à l'encontre de la Collectivité de Corse au profit de la Corsica Ferries (101 M€ pour les deux contentieux) obligeant la Collectivité de Corse à trouver des équilibres financiers beaucoup plus contraints que par le passé.

Les principaux chiffres du CA 2022 se déclinent de la manière suivante :

✚ Un Résultat cumulé de 20,832M€.

✚ Une capacité de désendettement de 4,10 années retraitée des effets de la condamnation CFF. Elle est de 7 ans en intégrant CFF.

✚ Un taux d'épargne retraité de CFF qui s'établit à 19,6%. Il est de 11,5% en prenant en compte CFF.

✚ Un niveau de dépenses sectorielles d'investissement de 341M€ soit une hausse +7.57%.

✚ Un niveau de dépenses réelles de fonctionnement (hors CFF et complément DCT) de 978 M€ soit une évolution maîtrisée de +2,8% par rapport à 2021.

✚ Une dette au 31/12/2022 de 997,868 M€

✚ Taux de réalisation :  
En fonctionnement : 97,67 % / En investissement : 94,20 %



**1,497 Md€**  
Les dépenses réelles  
du CA 2022



**4 281**  
Les effectifs de la  
CDC au 31 décembre 2022



**997,868 M€**  
Le dette de la CDC au 31 décembre  
2022



**+5,2 %**  
L'évolution de l'inflation  
entre 2021 et 2022



**4 020 €**  
Le montant des dépenses  
par habitant (dépenses réelles  
ventilées)



**142,5 M€**  
Le montant de l'épargne  
brute au CA 2022 (242 retraitée)



**502 M€**  
Le montant des dépenses au titre  
des **transports** du CA 2022



**Evolution 2021 / 2022**  
**+17,02%** les dépenses réelles de  
fonctionnement  
**+11,87%** les recettes réelles de  
fonctionnement



**341 M€** de dépenses  
structurantes d'investissement,  
dont **43%** sous maîtrise d'ouvrage



**41 M€**  
Mobilisés au titre de la culture, de la  
vie sociale, de la jeunesse, des sports  
et des loisirs



**79 M€**  
Le montant des dépenses en faveur  
de l'aménagement des territoires



**69 M€**  
Mobilisés en faveur de  
l'environnement et de la transition  
énergétique



**84 M€** injectés en faveur de  
l'action économique

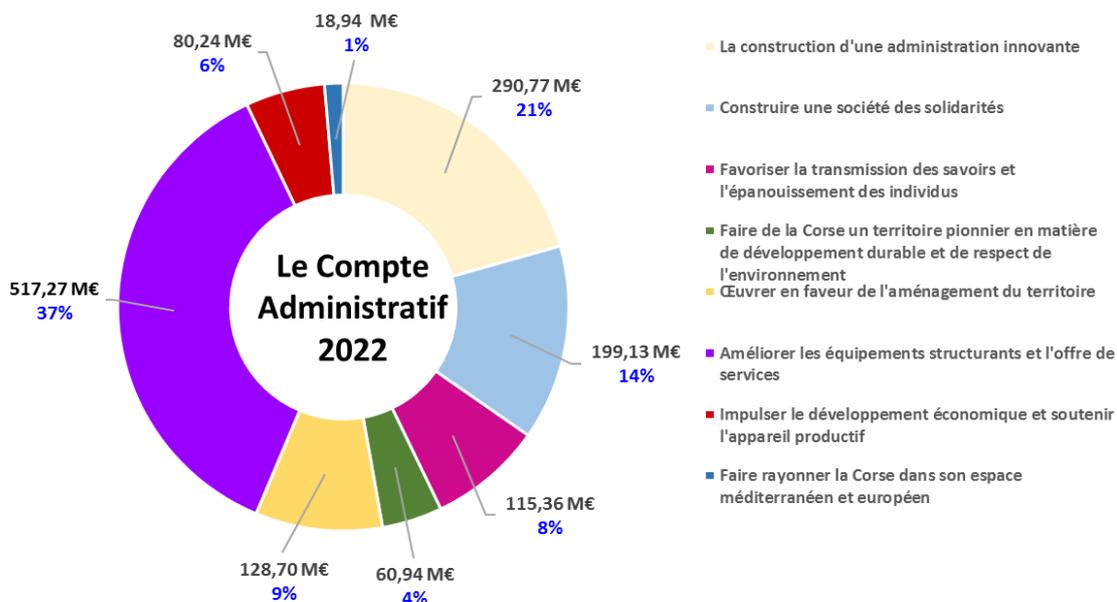


**613 €**  
Le montant de la politique  
sociale par habitant du CA 2022,  
laquelle représente **215 M€**



**99 M€**  
Mobilisés au titre de l'enseignement  
et la formation professionnelle

## Les dépenses 2022 (Investissement & Fonctionnement) par axes stratégiques



**La construction d'une administration innovante**  
 290,77 M€  
 21%

**Construire une société des solidarités**  
 199,13 M€  
 14%

**Favoriser la transmission des savoirs et l'épanouissement des individus**  
 115,36 M€  
 8%

**Œuvrer en faveur de l'aménagement du territoire**  
 128,70 M€  
 9%

**Faire de la Corse un territoire pionnier en matière de développement durable et de respect de l'environnement**  
 60,94 M€  
 4%

**Impulser le développement économique et soutenir l'appareil productif**  
 80,24 M€  
 6%

**Améliorer les équipements structurants et l'offre de services**  
 517,27 M€  
 37%

**Faire rayonner la Corse dans son espace méditerranéen et européen**  
 18,94 M€  
 1%

Le budget 2022 a été voté dans un contexte macroéconomique encore extrêmement incertain, sur lequel pèse une inflation record.

Ce budget a également dû intégrer les crédits nécessaires au paiement de l'amende d'un montant de 100 M d'euros à la compagnie Corsica Ferries au titre de la condamnation héritée de la DSP 2007-2013 prononcée à l'encontre de la Collectivité de Corse, l'obligeant à trouver des équilibres financiers toujours plus contraints que par le passé.

La réflexion budgétaire, menée dans ce contexte exceptionnel, a consisté à déterminer le point d'équilibre entre la mobilisation de crédits pour faire face à cette dépense exceptionnelle et la sécurisation des ratios et équilibres financiers, en dépit de ressources fiscales sensibles aux effets de la crise et de dépenses affectées par l'inflation.

Ces aléas n'ont toutefois pas obéré le choix politique de maintenir le cap, en poursuivant les engagements en faveur d'investissements stratégiques pour l'avenir de l'île.

Ce bilan financier revêt ainsi un caractère stratégique, puisqu'il marque la première année de plein exercice des responsabilités du Conseil Exécutif renouvelé en juin 2021.

Il est ainsi l'occasion de présenter les résultats des choix stratégiques votés à l'occasion du budget 2022, retranscrivant les orientations politiques qui guideront l'action publique de la Collectivité, au cours des prochaines années. Bien qu'un certain nombre de signaux positifs semblaient dessiner, début 2022, une amélioration sensible de la conjoncture, l'augmentation de la pauvreté et de la précarité au cours des deux dernières années, et la fragilisation du secteur économique largement endetté, ont fortement impacté la stratégie budgétaire de l'Exécutif.

Alors que la trajectoire budgétaire correspond aux ressources financières de droit commun dont dispose la Collectivité, les déclinaisons opérationnelle et pluriannuelle des politiques publiques permettant de faire face aux besoins des Corses ont mis en exergue la nécessité d'accroître la capacité à investir de la Collectivité de Corse.

Ainsi, le budget 2022 et les exercices budgétaires de l'année ont traduit la volonté d'affecter toute la capacité budgétaire de la Collectivité aux investissements et à l'accompagnement des acteurs économiques et des populations fragiles. Le niveau d'investissement dont a besoin le territoire est bien supérieur à ce que les trois ex-collectivités réalisaient (289M€ en moyenne). La progression des investissements réalisés par la collectivité sera l'un des gages de la réussite de la Collectivité de Corse. La reprise des résultats lors du vote budget supplémentaire a également été affectée aux financements des politiques sectorielles.

Les taux de réalisation, qui atteignent tant en section de fonctionnement qu'en section d'investissement des niveaux d'exécution exceptionnels (respectivement 97,67 % et 94,20 %), démontrent non seulement une sincérité des crédits portés au budget, mais aussi le niveau des besoins à satisfaire.

Ces réalisations confortent le constat posé par l'Exécutif lors du débat d'orientation budgétaire 2022, d'un budget sous-dimensionné au regard, des besoins en investissement pour permettre d'une part le rattrapage infrastructurel inachevé au terme du PEI, et pour d'autre part réaliser les investissements nécessaires en réponse aux enjeux climatiques, environnementaux et sociaux.

Malgré les bons résultats du CA 2022, la Collectivité, sera à droit constant soumise à l'inéluctable effet ciseau dû à la stagnation de ses recettes, qui au fil des années s'assimilent davantage à des dotations via les mécanismes de fiscalité reversée et qui ne suffisent pas à couvrir l'évolution mécanique de certaines dépenses incompressibles. Alors que les régions bénéficient de la dynamique de la TVA qui constitue en moyenne plus de 50% de leurs recettes, la Collectivité, de son côté, engrange une dynamique sur seulement 20% de ses recettes constituées par de la TVA reversée.

Le rapport financier de l'exercice 2022 met en évidence l'atteinte de l'objectif qu'avait fixé l'Exécutif en termes d'investissement, avec un montant historique réalisé de 386 M€, dont 341 M€ de dépenses sectorielles. Les dépenses réelles d'investissement ont enregistré une évolution de +5,02 % (+18,467 M€) par rapport à 2021.

Malgré le contexte inflationniste, la Collectivité a su contenir ses dépenses de fonctionnement, qui présentent une augmentation de 2.9% une fois retraitée du montant de la condamnation de Corsica Ferries et du reversement à l'OTC des 33M€ de dotation complémentaire exceptionnelle.

L'épargne brute s'établit comptablement à 142,538 M€ fin 2022, en baisse de -26,18 % par rapport à 2021. Cependant, retraitée des aléas (CFF et Dotation complémentaire exceptionnelle), la Collectivité augmente, sous l'effet conjugué de la hausse de la fiscalité et de la maîtrise de ses dépenses, son épargne qui s'établit à 243,126 M€.

Affichant des réalisations conformes à ses prévisions et aux trajectoires financières présentées à l'Assemblée de Corse, la Collectivité démontre sa capacité de gestion et de projection en matière d'investissement. Retraités des aléas CFF et DCT exceptionnels, les deux principaux ratios de solvabilité de la Collectivité de Corse se situent dans la moyenne des régions et départements, reconnus comme en excellente santé en 2021-2022.

Ainsi pour maintenir son cap et réussir le projet de transformation de son modèle, elle devra innover en faisant appel à des solutions alternatives pour améliorer son efficacité et se réformer structurellement pour maintenir la qualité du service public et le niveau de ses interventions.

La Collectivité devra continuer à maîtriser ses dépenses de fonctionnement, cependant à l'issue de ce CA 2022, le constat sur l'urgence de renforcer ses capacités financières constitue plus que jamais un enjeu des discussions sur l'évolution du statut de la Corse.

## PARTIE 1 : CONSTITUTION DES RESULTATS COMPTABLES 2022

L'analyse financière d'un compte administratif ne peut s'entendre que neutralisée de l'ensemble des aléas exceptionnels. Il s'agit de mesurer les ressources récurrentes dont pourra disposer la structure étudiée.

C'est ce qui la différencie de l'analyse comptable, reflet des écritures passées selon les réglementations en vigueur. L'exceptionnalité de l'exercice 2022 réside dans le paiement de la condamnation de 100M€ au titre du contentieux CFF portant sur la DSP 2007-2013 d'une part et d'autre part dans l'attribution de 33M€ de dotation complémentaire exceptionnelle perçus et reversés à l'OTC sur l'exercice.

La référence à des résultats retraités sera présente tout au long du rapport.

A la clôture de l'exercice, le vote du compte administratif et du compte de gestion constitue l'arrêté des comptes de la Collectivité de Corse.

Cet arrêté permet de dégager :

- le résultat proprement dit (section de fonctionnement) ;
- le solde d'exécution de la section d'investissement ;
- les restes à réaliser des deux sections.

### 1. Un résultat de fonctionnement

L'instruction M57 précise que le résultat de la section de fonctionnement est constitué par le cumul :

- du résultat de l'exercice (cumul des titres émis et des annulations de mandats – cumul des mandats émis et des annulations de titres),
- du résultat reporté.

Les mouvements de dépenses et de recettes par chapitre font apparaître un niveau de recettes de 1 392,7 M€ et un niveau de dépenses de 1 270,3 M€.

Section de fonctionnement	Dépenses	Recettes
930 Services généraux	228 940 001,51	4 733 206,92
930-5 Gestion des fonds européens	139 703,09	522 587,49
931 Sécurité	53 675 236,84	1 106 376,00
932 Enseignement, formation pro apprentissage	80 290 824,87	14 352 805,44
933 Culture vie soc jeunesse sport loisirs	25 584 731,40	4 479 361,32
934 Santé et action sociale (hors APA RSA)	96 424 226,95	13 856 486,26
934-3 APA	73 338 444,62	28 289 410,25
934-4 RSA / régularisations RMI	44 990 938,18	35 819 463,40
935 Aménagement des territoires et habitat	9 880 215,67	2 271 989,04
936 Action économique	37 401 904,72	598 213,51
937 Environnement	35 900 286,78	7 425 797,82
938 Transports	383 766 207,45	35 038 582,14
940 Impositions directes		38 462 540,00
941 Autres impôts et taxes	9 340 617,09	731 383 812,38
942 Dotations et participations	3 466 086,00	321 394 870,02
943 Opérations financières	21 427 921,02	7 999 531,73
944 Frais de fonctionnement groupes élus	628 824,44	
945 Provisions et autres opérations mixtes	6 430 689,72	30 291 133,36
<b>TOTAL Mouvements réels</b>	<b>1 111 626 860,35</b>	<b>1 278 026 167,08</b>
946 Transfert entre sections	158 679 915,74	114 720 112,27
<b>TOTAL Mouvements d'ordre</b>	<b>158 679 915,74</b>	<b>114 720 112,27</b>
<b>TOTAL général fonctionnement</b>	<b>1 270 306 776,09</b>	<b>1 392 746 279,35</b>
<b>RESULTAT exercice</b>		<b>122 439 503,26</b>

Le résultat de l'exercice en section de fonctionnement s'établit à 122 439 503,26 €, contre 145 989 136,95 € en 2021, soit une diminution de -16,13 %.

Evolution du résultat :

	2018	2019	2020	2021	2022	2022 CFF*
RESULTAT SECTION DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE	152 676 791,01	174 272 433,33	60 415 309,44	145 989 136,95	122 439 503,26	223 027 335,32
Evolution N/N-1		14,14%	-65,33%	141,64%	-16,13%	52,77%
RESULTAT SECTION DE FONCTIONNEMENT CUMULE	195 939 144,63	214 444 046,30	89 644 021,01	176 066 241,29	139 661 513,69	240 249 345,75
Evolution N/N-1		9,44%	-58,20%	96,41%	-20,68%	36,45%

Avec l'excédent reporté d'un montant de 17 222 010,43 €, le résultat de la section de fonctionnement cumulé s'élève à 139 661 513,69 € en baisse de -20,68 % par rapport à l'exercice précédent (pour mémoire 176,066 M€ en 2021 et 89,644 M€ en 2020).

\*Le montant de la condamnation prononcée à l'encontre de la Collectivité de Corse au profit de la Corsica Ferries (100,587 M€) impacte directement ces 2 résultats qui connaissent une augmentation significative après retraitements

## 2. Un solde d'exécution en section d'investissement

L'instruction comptable M57 précise que le solde d'exécution est constitué par le cumul :

- de la différence entre le montant des émissions de titres et des annulations de mandats, et le montant des mandats et des annulations de titres de l'exercice ;
- du résultat reporté.

Ce solde d'exécution, complété des restes à réaliser en recettes et en dépenses, fait ressortir :

- un besoin de financement, si les dépenses sont supérieures aux recettes ;
- un excédent de financement, si les recettes sont supérieures aux dépenses.

Les mouvements de dépenses et de recettes par chapitre font apparaître un niveau de recettes de 562,833 M€ et un niveau de dépenses de 522,818 M€.

Section d'investissement	Dépenses	Recettes
900 Services généraux	15 015 863,29	1 807 091,90
900-5 Gestion des fonds européens	18 284 985,57	8 411 032,31
901 Sécurité	6 150 093,20	266 618,91
902 Enseignement, formation pro apprentissage	19 171 178,16	5 773 623,00
903 Culture vie soc jeunesse sport loisirs	15 053 438,21	1 919 742,92
904 Santé et action sociale (hors APA RSA)	398 733,91	28 863,42
904-4 RSA / régularisations RMI	0,00	0,00
905 Aménagement des territoires et habitat	69 252 795,98	7 225 095,46
906 Action économique	46 472 681,09	12 542 383,65
907 Environnement	32 766 992,47	4 333 755,33
908 Transports	118 465 670,51	51 898 180,46
921 Taxes non affectées	0,00	0,00
922 Dotations et participations (y compris 1068)	0,00	186 701 582,61
923 Opérations financières	45 024 527,96	101 204 158,00
<b>TOTAL Mouvements réels</b>	<b>386 056 960,35</b>	<b>382 112 127,97</b>
925 Opérations patrimoniales	22 041 175,97	22 041 175,97
926 Transfert entre sections	114 720 112,27	158 679 915,74
<b>TOTAL Mouvements d'ordre</b>	<b>136 761 288,24</b>	<b>180 721 091,71</b>
<b>TOTAL général investissement</b>	<b>522 818 248,59</b>	<b>562 833 219,68</b>
<b>RESULTAT exercice</b>		<b>40 014 971,09</b>

Le résultat de l'exercice en section d'investissement, après imputation en recettes des réserves comptabilisées au compte 1068 (158,679 M€), est excédentaire et s'établit à **+40 014 971,09 € avec un emprunt porté à 101 204 158 €**.

Pour mémoire, le résultat de l'exercice 2021 s'élevait à -99 277 314,19 €.

Evolution du résultat :

	2018	2019	2020	2021	2022	2022 CFF*
RESULTAT SECTION D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE	-30 889 566,12	1 061 542,22	125 674 236,62	-99 277 314,19	40 014 971,09	10 014 971,09
Evolution N/N-1		-103,44%	11738,84%	-179,00%	-140,31%	-74,97%
RESULTAT SECTION D'INVESTISSEMENT CUMULE	-186 217 531,66	-185 155 989,44	-59 566 916,67	-158 844 230,86	-118 829 259,77	-148 829 259,77
Evolution N/N-1		-0,57%	-67,83%	166,67%	-25,19%	-6,30%

En 2022, le solde d'exécution de la section d'investissement fait ressortir un besoin de financement de -118 829 259,77 €, en diminution par rapport au CA 2021 (PM : -158 844 230,86 €).

\*Le montant de la subvention versée par l'Etat en contrepartie de la condamnation prononcée à l'encontre de la Collectivité de Corse au profit de la Corsica Ferries (30 M€ en 2022) impacte directement ces 2 résultats.

### 3. Un résultat cumulé de 20,832 M€

La décomposition des résultats est la suivante :

<b>Résultat cumulé</b>	
Résultat exercice section de fonctionnement	122 439 503,26
Résultat reporté	17 222 010,43
<b>Résultat de fonctionnement (a)</b>	<b>139 661 513,69</b>
<hr/>	
Résultat exercice section d'investissement	40 014 971,09
Résultat reporté	- 158 844 230,86
<b>Solde d'exécution (b)</b>	<b>-118 829 259,77</b>
<hr/>	
Résultat Compte de gestion (a)+(b)	20 832 253,92
Solde Restes à réaliser (Recettes-Dépenses)	-
<hr/>	
<b>Résultat cumulé compte administratif (a)+(b)+(c)</b>	<b>20 832 253,92</b>

Ces résultats sont conformes à ceux du compte de gestion établi par le Payeur régional.

Lors du vote du budget supplémentaire, l'Assemblée de Corse sera amenée à se prononcer sur l'affectation du résultat de 2022, soit 139 661 513,69 €.

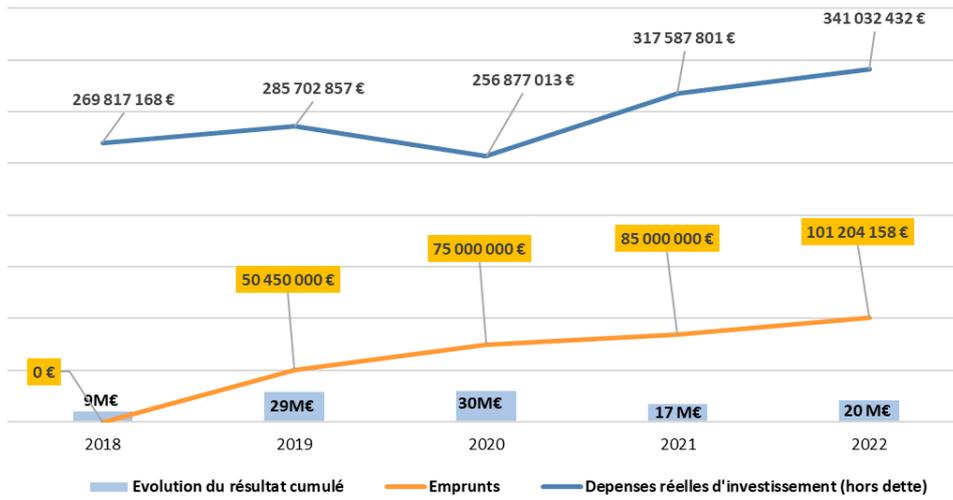
Il viendra couvrir prioritairement le besoin de financement de -118 829 259,77 € en section d'investissement.

**Le solde de 20 832 253,92 € pourra être affecté selon la décision de l'Assemblée en excédent de fonctionnement reportés ou en dotation complémentaire à la section d'investissement (compte 1068).**

\*Les mouvements financiers relatifs à la condamnation prononcée à l'encontre de la Collectivité de Corse au profit de la Corsica Ferries (30 M€ en recettes d'investissement et 100,587 M€ en dépenses de fonctionnement) ont directement impacté le résultat cumulé.

	2018	2019	2020	2021	2022	2022 CFF
Résultat cumulé	9 721 612,97	29 288 056,86	30 077 104,34	17 222 010,43	20 832 253,92	91 420 085,98

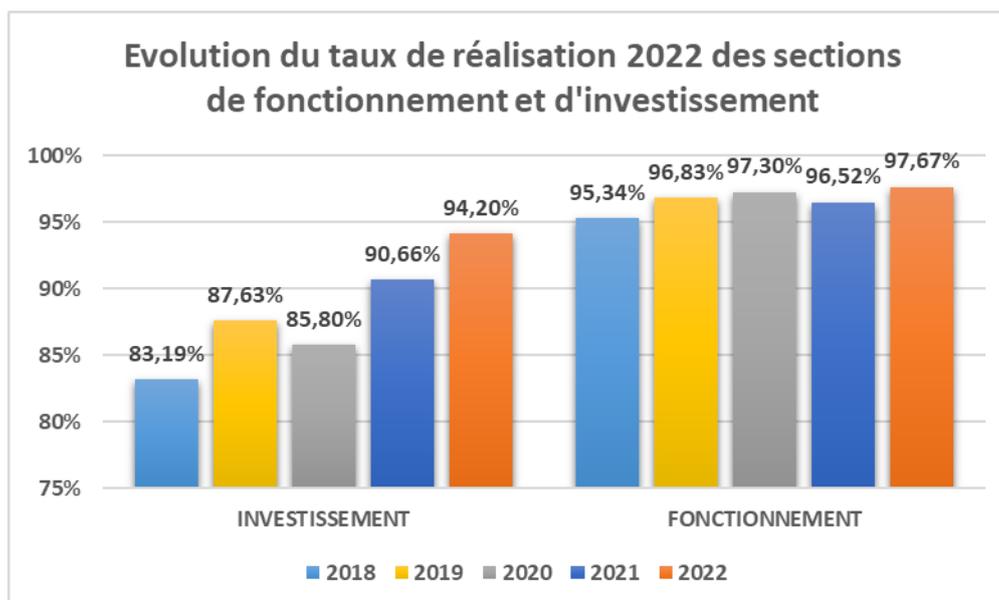
### Evolution du résultat cumulé 2018-2022



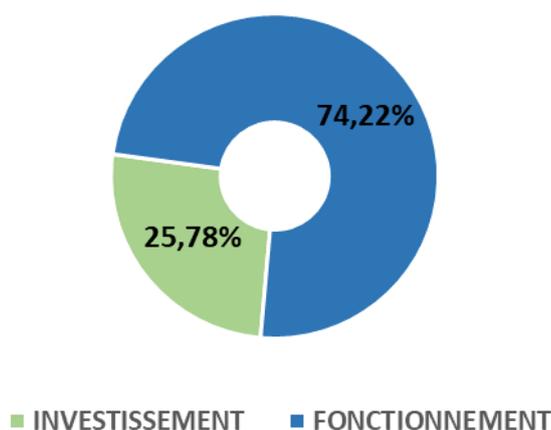
## PARTIE 2 : SITUATION FINANCIERE DE LA COLLECTIVITE CONFORME A LA TRAJECTOIRE FINANCIERE ADOPTEE PAR L'ASSEMBLEE

### 1. Les dépenses

Les **taux de réalisation** en sections de fonctionnement et d'investissement atteignent respectivement **97,67 % et 94,20 %** et démontrent comme pour les précédents exercices une sincérité au niveau des crédits votés au budget mais aussi une réalité des besoins recensés sur le territoire.



Conséquence directe du montant de la pénalité payée (100M€ en fonctionnement), la structure des dépenses des deux sections évolue légèrement par rapport à celle de 2021 avec un taux global de dépenses de fonctionnement passant de 72,10% en 2021 à **74,22 %** en 2022 et un taux de dépenses d'investissement ramené à **25,78 %** en 2022, contre 27,90 % en 2021.



Les **dépenses réelles 2022** de la Collectivité de Corse s'élèvent ainsi à **1,497 Milliard d'euros** soit une hausse de **+13,67 %** par rapport à 2021 (1,317 Milliard d'euros).

Elles se décomposent ainsi :

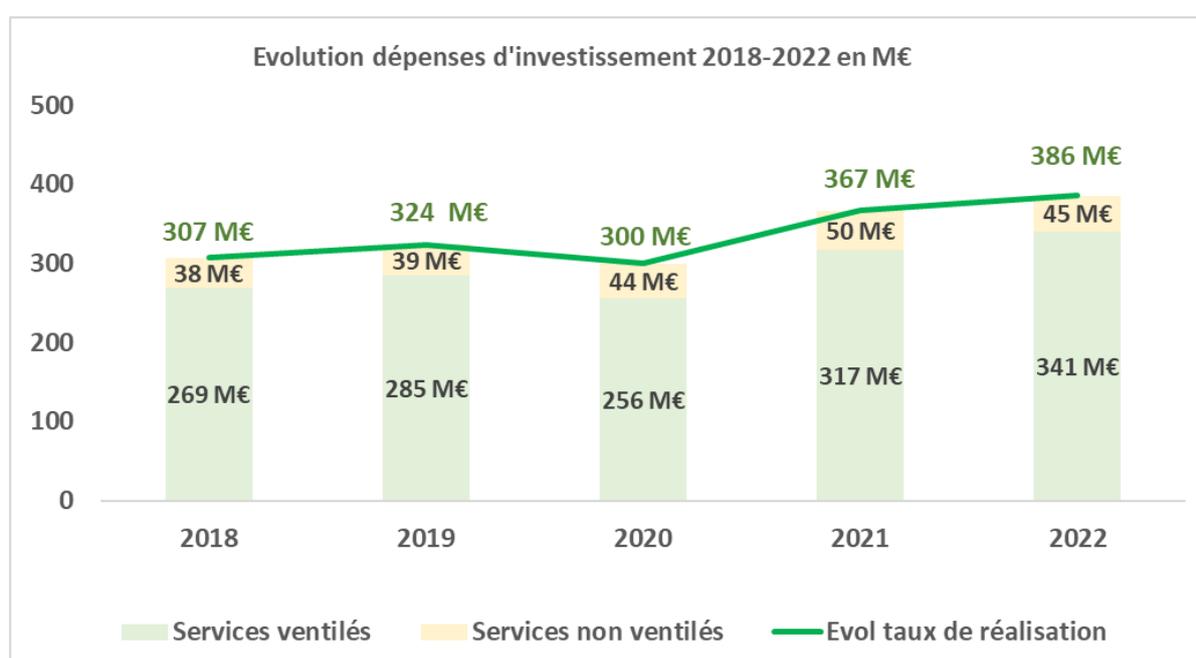
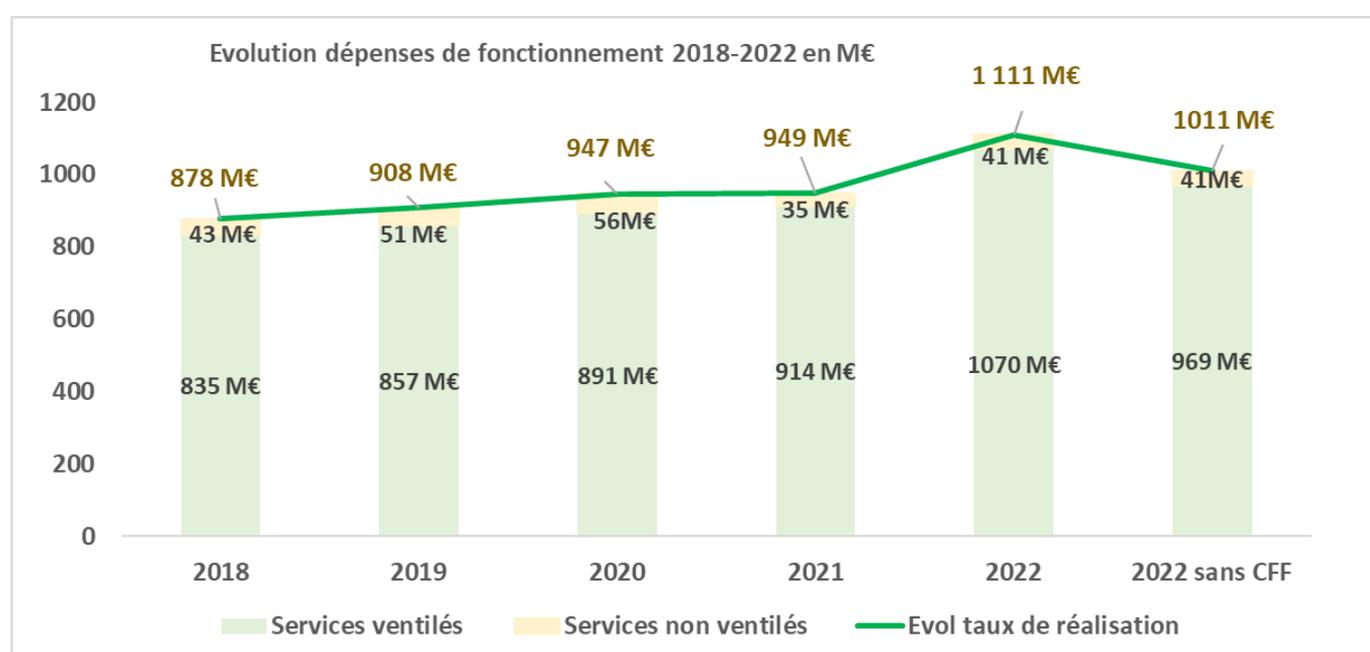
> 1 111 626 860,35 € en section de fonctionnement, soit +17,02 % par rapport à 2021 (949,928 M€).

On constate une augmentation des dépenses réelles ventilées de fonctionnement de +161,699 M€ par rapport à l'exercice 2021 dont 100,587 M€ de CFF et 33 M€ de dotation complémentaire exceptionnelle au titre de l'inflation reversée à l'OTC.

Après neutralisation de ces dépenses exceptionnelles, la hausse s'établit à 2,87% ; l'évolution des dépenses de fonctionnement a ainsi été maintenue à son niveau de 2021 malgré le contexte inflationniste.

> 386 056 960,35 € en section d'investissement, en hausse de +5,02 % (367,589 M€ en 2021).

L'analyse des dépenses 2022 permet de mettre en évidence une hausse des dépenses réelles ventilées d'investissement de +18,468 M€, avec 341,032 M€ de dépenses sectorielles soit une hausse de +7,38 % (+23,445 M€) par rapport à 2021, et de +32,76 % (+84,155 M€) par rapport à 2020.



## 1.1. Des dépenses réelles de fonctionnement

Après neutralisation des dépenses relatives à la condamnation Corsica Ferries (100,587 M€) et au reversement de la DCT complémentaire exceptionnelle au titre de l'inflation (33 M€), l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement aurait été de +2,87 % (+28 M€)

Chapitre nature	Réalisé CA 2020	Réalisé CA 2021	Réalisé CA 2022	Evol n - 1	Réalisé hors CFF	Evol n - 1
011 - Charges à caractère général (hors 016 et 017)	74 486 241,06	81 175 362,40	83 180 722,02	2,47%	83 180 722,02	2,47%
012 - Charges de personnel et frais assimilés (hors 016 et 017)	210 232 605,00	218 821 938,91	225 956 963,65	3,26%	225 956 963,65	3,26%
014 - Atténuations de produits	12 111 129,92	11 588 995,08	14 057 529,10	21,30%	14 057 529,10	21,30%
016 - APA	64 034 282,52	66 479 276,86	73 338 444,62	10,32%	73 338 444,62	10,32%
017 - RSA / Régularisations de RMI	45 968 946,80	47 778 230,43	44 990 938,18	-5,83%	44 990 938,18	-5,83%
65 - Autres charges de gestion courante (hors 016, 017 et 6586)	495 786 458,88	498 021 284,37	642 102 594,62	28,93%	541 514 762,56	8,73%
6586 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	782 310,71	609 265,89	628 824,44	3,21%	628 824,44	3,21%
66 - Charges financières	34 694 760,37	21 504 413,95	20 797 463,20	-3,29%	20 797 463,20	-3,29%
67 - Charges spécifiques (hors 016 et 017)	639 974,00	1 163 570,04	142 690,80	-87,74%	142 690,80	-87,74%
68 - Dotations aux provisions et dépréciations	9 224 963,00	2 785 641,96	6 430 689,72	130,85%	6 430 689,72	130,85%
<b>Total général</b>	<b>947 961 672,26</b>	<b>949 927 979,89</b>	<b>1 111 626 860,35</b>	<b>17,02%</b>	<b>1 011 039 028,29</b>	<b>6,43%</b>

La collectivité a réussi à contenir l'évolution de ses charges de fonctionnement malgré le contexte inflationniste et les coûts subis des dépenses sociales et de personnel (évolution du point d'indice) afin de concrétiser sa politique d'investissement.

### ➤ Les charges à caractère général :

Les charges à caractère général englobent les frais généraux afférents au fonctionnement des services de la collectivité mais contribuent également au financement d'actions sectorielles.

Elles connaissent une évolution contenue au regard du contexte inflationniste de **+2,47 %** pour s'établir à 83,181 M€, et se répartissent ainsi :

Chapitre par fonction	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Evol n - 1
930 - Services généraux	30 009 696,96	33 866 472,05	34 548 827,99	2,01%
931 - Sécurité	1 619 488,31	2 112 598,08	2 136 797,32	1,15%
932 - Enseignement, formation professionnelle, apprentissage	3 043 537,25	3 878 569,79	3 860 832,13	-0,46%
933 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	1 470 775,92	2 532 973,76	2 641 278,75	4,28%
934 - Santé et action sociale	6 218 626,20	2 221 654,17	2 520 155,32	13,44%
935 - Aménagement des territoires et habitat	454 161,95	350 979,92	407 127,05	16,00%
936 - Action économique	1 480 709,76	920 408,14	175 706,64	-80,91%
937 - Environnement	1 212 930,94	943 549,86	1 017 662,02	7,85%
938 - Transports	28 788 752,07	34 114 778,02	35 584 371,31	4,31%
943 - Opérations financières	187 561,70	233 378,61	287 963,49	23,39%
<b>Total général</b>	<b>74 486 241,06</b>	<b>81 175 362,40</b>	<b>83 180 722,02</b>	<b>2,47%</b>

On note une variation importante des dépenses dans les domaines de la santé et de l'action sociale (**934 : +13,44 %**) , de l'aménagement des territoires et de l'habitat (**935 : +16 %**), et de l'environnement (**937 : +7,85 %**), marqueurs des politiques prioritaires de l'Exécutif.

La variation est moindre dans les domaines des transports (**938 : + 4,31 %**) et de la culture, la vie sociale, la jeunesse, les sports et les loisirs (**933 : +4,28 %**) :

- **+0,298 M€** au chapitre 934 « **Santé et action sociale** » dont +0,149 M€ d'aides au titre de la Protection Maternelle et Infantile (PMI), + 0,106 M€ de prestations en faveur des personnes âgées et +0,037 M€ de dépenses liées au secteur médico social ;
- **+0,056 M€** au chapitre 935 « **Aménagement des territoires et habitat** », avec notamment +0,059 M€ consacrés au développement du SIG, outil fondamental de connaissance et de pilotage de l'action des Services ;
- **+0,074 M€** au chapitre 937 « **Environnement** » dont + 0,065 M€ de dépenses de carburants et +0,048 M€ de frais de fournitures de petit équipement ;
- **+1,469 M€** au chapitre 938 « **Transports** », dont + 0,874 M€ affectés aux transports scolaires notamment en milieu rural, et +0,406 M€ au transport des personnes handicapées ;
- **+0,108 M€** au chapitre 933 « **Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs** » dont +0,119 M€ dédiés à la culture, +0,102 M€ au patrimoine et à la restauration, et +0,047 M€ au volet sport,
- **+0,682 M€** de dépenses réalisées en 2022 au chapitre 930 « **Services Généraux** » dont :
  - +0,666 M€, avec +54 % de dépenses affectées au maintien et à la modernisation du système d'information (renouvellement licences Microsoft),
  - +0,358 M€ soit +10 % de frais supplémentaires relatifs aux déplacements et aux missions des agents qui s'expliquent en grande partie par la reprise des activités liée la fin des restrictions sanitaires en février 2022,
  - +0,116 M€ de dépenses de carburants (+29,76 %) sous l'effet de la reprise du commerce mondial après la crise COVID-19 et de la guerre en Ukraine,
  - +1,490 M€ de taxes foncières d'aéroports (+231,32 % - rattrapage 2019 à 2021) remboursées à la CdC par la Chambre de Commerce.

Une forte baisse des dépenses est enregistrée dans le secteur de **l'action économique (936 : -80,91 %)** soit -0,745 M€ du fait de la non-reconduction d'un accord cadre relatif à la sylviculture, l'entretien et la gestion patrimoniale des forêts territoriales de la Collectivité de Corse.

➤ **Les charges de personnel :**

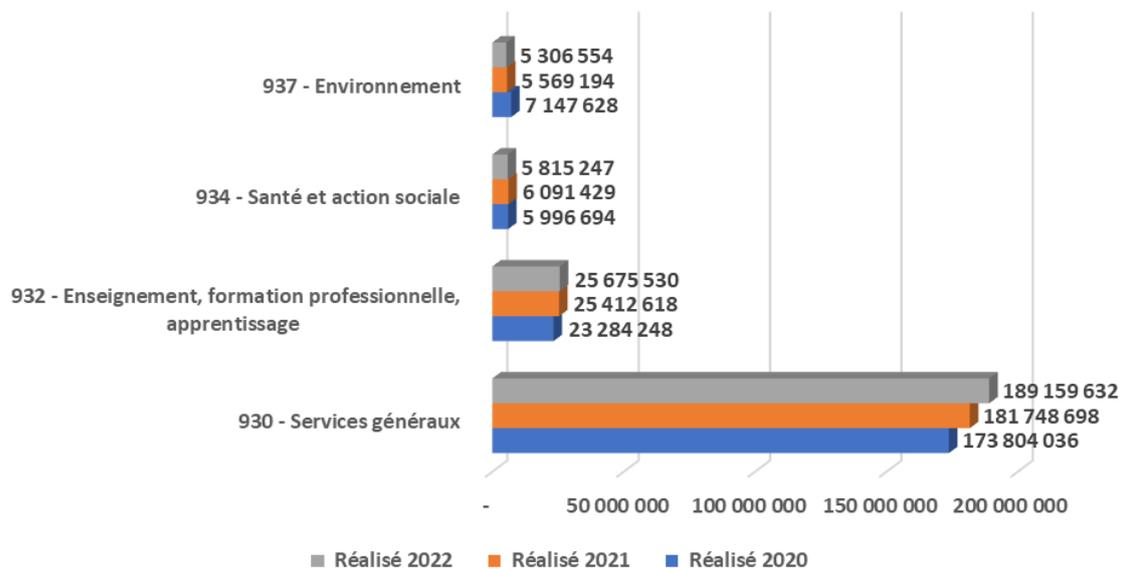
Conformément à la nomenclature comptable M57, les dépenses de personnel du chapitre 012 ne prennent pas en compte les dépenses de personnel imputées sur les chapitres 016 et 017 de l'APA et du RSA. Le retraitement de l'ensemble de ces dépenses sur l'ensemble des chapitres natures fait apparaître une évolution de l'ordre de **+2,88 %**.

- Les crédits inhérents aux dépenses de la masse salariale sont passés de 229,635 M€ en 2021 à 236,243 M€ pour l'année 2022, soit une augmentation de +6,608 M€.
- Au-delà de l'évolution de la masse salariale, dite classique, l'année 2022 a été marquée par la revalorisation du point d'indice à hauteur de +3,5 %, mesure prise par décret n°2022-994 du 7 juillet 2022, générant ainsi une augmentation d'environ +3,080 M€ du poste rémunération principale (+3,512 M€ toutes rémunérations confondues). L'ensemble des cotisations (URSSAF, retraite, ASSEDIC, FNAL et CNFPT) progresse parallèlement de +5,08 % avec +2,087 M€.
- On note également une progression des versements relatifs à la NBI avec une augmentation de +49,70 % (+0,525 M€).

Les **charges de personnel** s'élèvent à 225,957 M€ en 2022 contre 218,822 M€ en 2021, en hausse de **+3,26 %**

Chapitre par fonction	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Evol n - 1
930 - Services généraux	173 804 035,80	181 748 697,66	189 159 632,44	4,08%
932 - Enseignement, formation professionnelle, apprentissage	23 284 247,77	25 412 617,76	25 675 530,16	1,03%
934 - Santé et action sociale	5 996 693,73	6 091 429,47	5 815 247,17	-4,53%
937 - Environnement	7 147 627,70	5 569 194,02	5 306 553,88	-4,72%
<b>Total général</b>	<b>210 232 605,00</b>	<b>218 821 938,91</b>	<b>225 956 963,65</b>	<b>3,26%</b>

**Evolution 2020-2022 des dépenses de personnel 012 par chapitre fonctionnel  
(hors 016 et 017)**



Avant d'expliquer l'augmentation des charges de personnel (012), il doit être précisé que l'analyse par chapitre fonctionnel peut biaiser l'analyse financière de ces postes de dépense. En effet, la grande majorité des agents est rémunéré sur le chapitre 930. Le chapitre 932 correspond aux agents affectés au sein des Etablissements d'Enseignement. Le chapitre 934 fait apparaître les indemnités versés aux assistants familiaux, environ 70 en 2022. Enfin, le chapitre 937 retrace les rémunérations des agents affectés à la gestion des espaces naturels, étant précisé que celui-ci a fait l'objet de nombreux paramétrages, impactant la variation des effectifs rémunérés sur ce chapitre. Les chapitres « natures » 016 et 017 englobent respectivement les salaires des agents affectés aux missions APA et RSA.

Ainsi, il est important d'étudier les crédits inhérents aux dépenses de la masse salariale qui sont passés de 229,635 M€ en 2021 à 236,243 M€ pour l'année 2022, soit une augmentation de +6,608 M€.

Chapitre par fonction	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Evol n - 1
930 - Services généraux	173 804 035,80	181 748 697,66	189 159 632,44	4,08%
932 - Enseignement, formation professionnelle, apprentissage	23 284 247,77	25 412 617,76	25 675 530,16	1,03%
934 - Santé et action sociale	5 996 693,73	6 091 429,47	5 815 247,17	-4,53%
9343 - APA	7 309 179,83	6 803 235,18	6 188 220,36	-9,04%
9344 - RSA	4 023 635,12	4 009 458,63	4 097 773,71	2,20%
937 - Environnement	7 147 627,70	5 569 194,02	5 306 553,88	-4,72%
<b>Total général</b>	<b>221 565 419,95</b>	<b>229 634 632,72</b>	<b>236 242 957,72</b>	<b>2,88%</b>

Conformément à la nomenclature comptable M57, les dépenses de personnel du chapitre 012 ne prennent pas en compte les dépenses de personnel imputées sur les chapitres 016 et 017 de l'APA et du RSA. Le retraitement de l'ensemble de ces dépenses sur l'ensemble des chapitres natures fait apparaître une évolution de l'ordre de **+2,88 %**.

Au-delà de l'évolution de la masse salariale, dite classique, l'année 2022 a été marquée par la revalorisation du point d'indice à hauteur de +3,5 %, mesure prise par décret n°2022-994 du 7 juillet 2022, générant ainsi une augmentation d'environ +2M76 pour 6 mois sur l'année 2022 du poste rémunération principale (+3,512 M€ toutes rémunérations confondues). Cette mesure en faveur du pouvoir d'achat a été accompagnée du versement de la prime inflation pour un montant d'environ 140 000€.

Également on note une progression des versements relatifs à la NBI avec une augmentation d'environ 520 000€ eu égard à l'application du nouveau règlement d'attribution. Aussi, une revoyure des conditions d'attribution du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel a généré une augmentation de l'enveloppe budgétaire dédiée à hauteur de 200 000€. Par ailleurs, après avoir porté à son terme les différents projets en matière d'action sociale, une campagne de rappels concernant les médailles du travail dites « a prova » a généré un versement de 250 000€.

Il conviendra enfin de rappeler que les dépenses de masse salariale connaissent une forte rigidité et une évolution dynamique et naturelle à la hausse. Ainsi, la variation de la masse salariale liée à la composition et l'évolution des effectifs est de +2M700€ en 2022. Cela est dû principalement aux évolutions réglementaires telles que les opérations d'avancement et de promotion, le Glissement Vieillesse Technicité ou encore la revalorisation des grilles indiciaires notamment de catégorie B.

### ➤ **Les allocations APA (016) et le RSA (017)**

Les deux chapitres susvisés comprennent les frais de personnels générés par les agents affectés au sein des services « APA » et « RSA ».

La crise économique consécutive à la crise sanitaire a entraîné un accroissement de la précarité en Corse touchant en particulier les jeunes, les personnes âgées et dépendantes, les personnes bénéficiant de petites retraites ainsi que les personnes en situation de handicap.

Face à cette situation, la Collectivité de Corse a affirmé sa qualité de chef de file de l'action sociale sur la région par un soutien renforcé en faveur de l'ensemble de ces publics. Ainsi globalement, les dépenses de la politique sociale sont passées de 557€/hab en 2021 à 613€/hab en 2022.

Les **chapitres 016 et 017** cumulent une partie des crédits dédiés à la mise en œuvre de la politique d'action sociale. Ces charges, pour un total de 118,344 M€, représentent 10,65 % des dépenses réelles ventilées de fonctionnement. Elles augmentent de **+3,56 %** par rapport au CA 2021, soit +4,072 M€.

**L'Allocation Personnalisée d'Autonomie (016 APA)** est attribuée sous conditions de ressources et de résidence, aux personnes âgées de plus de 60 ans en perte d'autonomie. Elle permet le maintien à domicile et la prise en charge du forfait dépendance en EHPAD et en unité de long séjour.

Au niveau de la Corse, compte tenu du vieillissement de la population, la tendance est à l'augmentation du nombre de bénéficiaires. Par ailleurs, les tarifs des établissements sont revalorisés chaque année afin d'intégrer l'évolution des charges liées au GVT et à l'inflation.

En 2022, le budget consacré à l'APA augmente de **+10,34 %** par rapport au CA 2021, soit +6,874 M€. Cette charge représente 6,60 % des dépenses réelles ventilées de fonctionnement.

	2018	2019	2020	2021	2022	2022/2021	Evol 22/18
<b>016 - APA</b>	<b>58 961 520,71</b>	<b>58 698 588,55</b>	<b>64 034 282,52</b>	<b>66 479 276,86</b>	<b>73 353 560,98</b>	<b>6 874 284,12</b>	<b>11,54%</b>
<b>Variation annuelle</b>		<b>-0,45%</b>	<b>9,09%</b>	<b>3,82%</b>	<b>10,34%</b>		
<i>dont charges à caractères générales</i>	566 194,82	342 979,74	300 303,26	288 706,39	358 804,79	70 098,40	-20,39%
<b>Variation annuelle</b>		<b>-39,42%</b>	<b>-12,44%</b>	<b>-3,86%</b>	<b>24,28%</b>		
<i>dont charges de personnel</i>	6 509 332,48	6 274 696,36	7 309 179,83	6 803 235,18	6 188 220,36	-615 014,82	-2,50%
<b>Variation annuelle</b>		<b>-3,60%</b>	<b>16,49%</b>	<b>-6,92%</b>	<b>-9,04%</b>		
<i>dont 651141 APA à domicile versée au service d'aide à domicile + APA 6511411 dotation qualité</i>	30 876 322,87	30 917 360,36	34 170 291,75	35 225 849,66	41 014 411,09	5 788 561,43	15,25%
<b>Variation annuelle</b>		<b>0,13%</b>	<b>10,52%</b>	<b>3,09%</b>	<b>16,43%</b>		
<i>dont 651142 APA à domicile versée aux bénéficiaires + 6511421 Confé des financeurs GIR 1 à 4</i>	11 144 342,85	11 259 504,73	11 939 114,14	13 550 979,57	14 860 362,59	1 309 383,02	15,47%
<b>Variation annuelle</b>		<b>1,03%</b>	<b>6,04%</b>	<b>13,50%</b>	<b>9,66%</b>		
<i>dont 651143 APA versée aux bénéficiaires en établissement</i>	63 412,13	62 917,72	59 202,12	50 893,42	56 827,45	5 934,03	-5,33%
<b>Variation annuelle</b>		<b>-0,78%</b>	<b>-5,91%</b>	<b>-14,03%</b>	<b>11,66%</b>		
<i>dont 651144 APA versée aux établissements</i>	9 797 550,50	9 826 116,18	10 256 191,42	10 543 254,60	10 873 543,63	330 289,03	5,35%
<b>Variation annuelle</b>		<b>0,29%</b>	<b>4,38%</b>	<b>2,80%</b>	<b>3,13%</b>		
<i>dont charges spécifiques</i>	4 365,06	15 013,46	0,00	16 358,04	1 391,07	-14 966,97	-43,55%
<b>Variation annuelle</b>		<b>243,95%</b>	<b>-100,00%</b>	<b>#DIV/0!</b>	<b>-91,50%</b>		

**Le Revenu de Solidarité Active (017 RSA)** assure aux personnes sans ressources un niveau minimum de revenu, variable selon la composition du foyer, mais également un accompagnement social et/ou professionnel afin de permettre leur réinsertion. Le nombre de bénéficiaires varie en fonction de l'activité économique. Celle-ci demeure liée à la saisonnalité et à l'emploi dont le principal indicateur est le taux de chômage.

En 2022, cette allocation qui représente 4,05 % des dépenses réelles ventilées de fonctionnement, connaît une régression de **-5,83 %**, soit -2,787 M€ par rapport à 2021, après avoir progressé durant la période de la crise COVID-19.

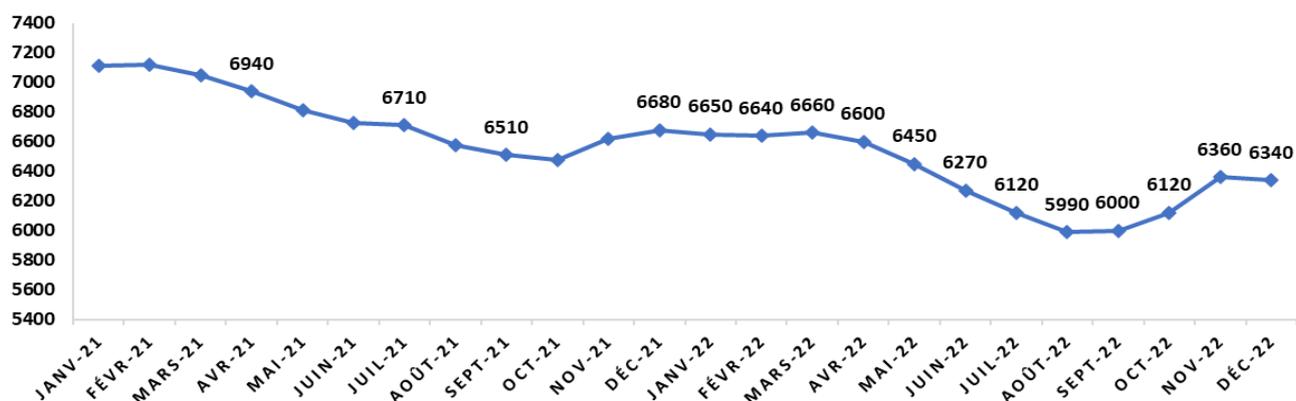
L'accentuation des actions de lutte contre la précarité a néanmoins permis d'assurer un accompagnement renforcé des personnes en situation de précarité.

	2018	2019	2020	2021	2022	2022/2021	Evol 22/18
<b>017- RSA / Régularisations de RMI</b>	<b>44 300 468,27</b>	<b>43 727 648,12</b>	<b>45 968 946,80</b>	<b>47 778 230,43</b>	<b>44 990 938,18</b>	<b>- 2 787 292,25</b>	<b>0,78%</b>
<b>Variation annuelle</b>		<b>-1,29%</b>	<b>5,13%</b>	<b>3,94%</b>	<b>-5,83%</b>		
<i>dont charges à caractères générales</i>	284 851,02	303 601,48	188 607,68	137 686,28	194 510,53	56 824,25	-17,37%
<b>Variation annuelle</b>		<b>6,58%</b>	<b>-37,88%</b>	<b>-27,00%</b>	<b>41,27%</b>		
<i>dont charges de personnel</i>	3 866 580,07	4 160 902,59	4 023 635,12	4 009 458,63	4 097 773,71	88 315,08	2,95%
<b>Variation annuelle</b>		<b>7,61%</b>	<b>-3,30%</b>	<b>-0,35%</b>	<b>2,20%</b>		
<i>dont autres charges de gestion courante</i>	3 486 961,56	2 853 131,41	2 526 596,10	3 308 930,33	3 397 746,01	88 815,68	-1,29%
<b>Variation annuelle</b>		<b>-18,18%</b>	<b>-11,44%</b>	<b>30,96%</b>	<b>2,68%</b>		
<i>dont 65171 RSA versement allocations forfaitaires</i>	32 564 967,95	32 204 557,03	35 133 742,53	36 121 512,70	33 525 676,93	- 2 595 835,77	1,46%
<b>Variation annuelle</b>		<b>-1,11%</b>	<b>9,10%</b>	<b>2,81%</b>	<b>-7,19%</b>		
<i>dont 65172 RSA - Versements pour allocations forfaitaires majorées</i>	4 086 367,65	4 205 006,72	4 090 576,43	4 153 905,76	3 755 891,80	- 398 013,96	-4,13%
<b>Variation annuelle</b>		<b>2,90%</b>	<b>-2,72%</b>	<b>1,55%</b>	<b>-9,58%</b>		
<i>dont charges spécifiques</i>	10 740,02	448,89	5 788,94	46 736,73	19 339,20	40 947,79	34,19%
<b>Variation annuelle</b>		<b>-95,82%</b>	<b>1189,61%</b>	<b>707,35%</b>	<b>-58,62%</b>		

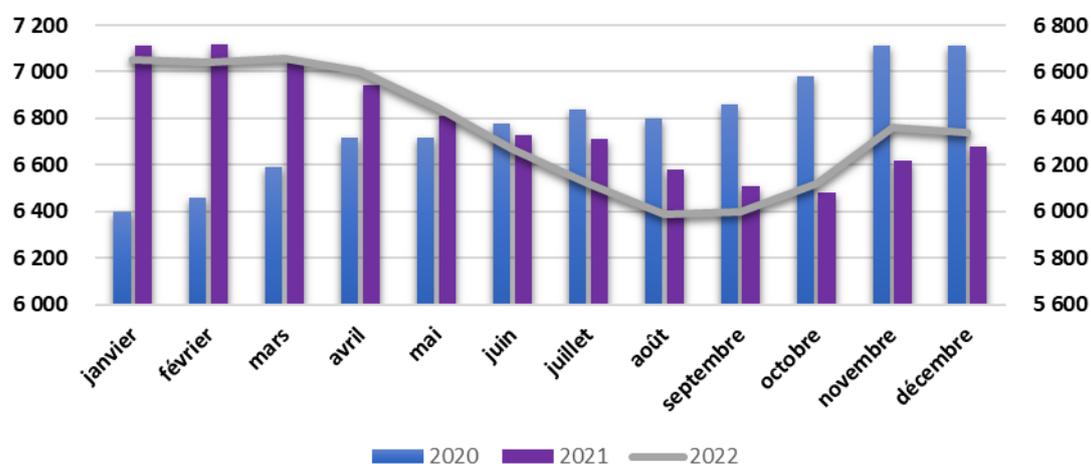
Au 31 décembre 2022, on dénombre en Corse 6 340 foyers allocataires du RSA. Sur un an, le nombre de foyers allocataires a diminué de **-5,09 %** (-6,48 % pour le Cismonte et -3,00 % pour le Pumonte) se rapprochant ainsi du

niveau d'avant-crise sanitaire. En général, une hausse saisonnière est particulièrement observée entre novembre et mars.

### NOMBRE D'ALLOCATAIRES RSA EN CORSE



### Evol RSA en Corse



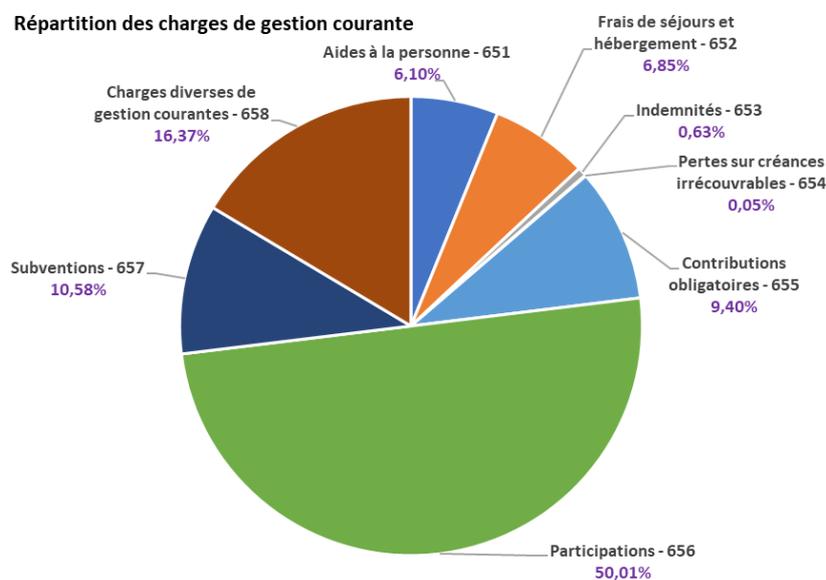
➤ Sous l'effet des dépenses exceptionnelles (100M€), les **charges de gestion courante** progressent de **+28,93 %** par rapport à 2021 pour s'établir à 642,087 M€. Au regard de leur volume, elles constituent l'un des postes de dépenses clés dont la maîtrise est primordiale pour pouvoir contenir l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et préserver un excédent brut suffisant pour financer le programme d'investissement de la CdC.

Comptes	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Evol n-1
Aides à la personne - 651	32 262 506,26	35 569 203,20	39 188 988,26	10,18%
Frais de séjours et hébergement - 652	48 908 493,11	46 837 744,92	44 001 455,95	-6,06%
Indemnités - 653	3 925 697,34	3 923 795,98	4 047 319,32	3,15%
Pertes sur créances irrécouvrables - 654	-	152 567,07	342 489,52	124,48%
Contributions obligatoires - 655	55 632 094,59	55 822 419,80	60 372 225,40	8,15%
Participations - 656	277 657 216,20	281 103 586,38	321 095 074,95	14,23%
Subventions - 657	71 206 048,14	68 401 632,20	67 911 669,28	-0,72%
Charges diverses de gestion courantes - 658	6 194 403,24	6 210 334,82	105 128 255,58	1592,80%
<b>Total charges de gestion courante</b>	<b>495 786 458,88</b>	<b>498 021 284,37</b>	<b>642 087 478,26</b>	<b>28,93%</b>

Après neutralisation de la condamnation Corsica Ferries France et de de la DCT exceptionnelle, le montant du poste « charges de gestion courante » aurait été de 508,499 M€, soit une variation de +2,10 % par rapport à 2021.

La variation 2022/2021 du compte 658, déduction faite du montant de la condamnation Corsica Ferries France, est de -1,669 M€ soit -26.89 % par rapport à 2021 ; celle du compte 656, déduction faite du montant de dotation complémentaire exceptionnelle de 33 M€, est de +6,991 M€ soit +2,49% par rapport à 2021.

En 2022, la structure des dépenses de gestion courante s'établit ainsi :



- **Les participations de la Collectivité**, qui représentent la part prépondérante des autres charges de gestion courante (50,01 %), s'établissent à 321,095 M€, soit une hausse de **+14,23 %** par rapport à 2021 (281,103 M€). Elles comprennent notamment la Dotation de Continuité Territoriale et les dotations allouées aux agences et offices. L'augmentation résulte du versement en 2022 d'une dotation complémentaire exceptionnelle (+33 M€) au titre de l'inflation.

Hors agences et offices, les participations les plus significatives concernent celles octroyées au Conservatoire de musique, danse et arts dramatiques de Corse Henri Tomasi (2,347 M€), au Syndicat Mixte de l'Abattage en Corse SMAC (4,974 M€) et à la SAEML des Chemins de fer de la Corse (24,833 M€).

- **Les subventions** correspondent au second poste de dépenses avec 67,912 M€ de crédits versés, enregistrant une légère diminution de **-0,72 %** par rapport à 2021 (68,401 M€).

La répartition de ces subventions est détaillée dans le tableau ci-dessous :

Chapitre fonctionnel	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Evol n-1
Services généraux 930	758 748,00	72 995,72	593 739,06	713,39%
Gestion des fonds européens 9305	38 457,13	99 687,70	139 703,09	40,14%
Sécurité 931	217 705,77	56 931,32	102 439,52	79,94%
Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 932	39 370 667,32	39 600 533,97	40 086 660,97	1,23%
Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 933	17 022 051,43	18 273 699,04	19 556 721,02	7,02%
Santé et action sociale 934	3 340 396,74	2 657 219,64	3 320 305,05	24,95%
Aménagement des territoires et habitat 935	6 723 052,10	3 056 649,49	2 840 704,52	-7,06%
Action économique 936	-	3 538 197,05	575 000,00	-83,75%
Environnement 937	3 513 601,29	688 904,59	409 089,46	-40,62%
Transports 938	221 368,36	356 813,68	286 656,59	-19,66%
<b>Total dépenses subventions d'investissement</b>	<b>71 206 048,14</b>	<b>68 401 632,20</b>	<b>67 911 019,28</b>	<b>-0,72%</b>

Sur la période 2021/2022, les variations les plus significatives à la hausse portent sur les chapitres fonctionnels 930, 931, 933 et 934, et sur les chapitres 936, 937 et 938 pour les variations à la baisse.

- Services généraux **930** (+0,521 M€)
  - Sécurité **931** (+0,045 M€)
  - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs **933** (+1,283 M€)
  - Santé et action sociale **934** (+0,664 M€)
  - Action économique **936** (-2,963 M€)
  - Environnement **937** (-0,280 M€)
  - Transports **938** (-0,070 M€)
- Les services généraux 930 (+0,521 M€) : La forte variation 2021/2022 (+713 %) résulte notamment :
    - o du renouvellement de la convention d'externalisation des activités à caractère culturel, sportif et de loisirs, passée avec le Comité des Œuvres Sociales (+0,250 M€),
    - o des conventionnements de la CdC avec l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse en vue de favoriser l'accompagnement des jeunes corses dans la mobilité internationale (+0,072 M€), et avec l'association France-Volontaire dans le cadre de projets de volontariat de solidarité internationale (+0,052 M€).
 En 2022, la CDC a également tenu à exprimer son soutien à l'Ukraine et au peuple ukrainien via une contribution de 0,100 M€ au fonds d'action extérieure des collectivités territoriales (FACECO) et avec l'octroi de subventions en faveur de différentes ONG et associations d'aide à l'Ukraine (+0,050 M€).
  - L'action économique 936 (-2,963 M€) : la baisse des dépenses constatée au sein de ce chapitre correspond en partie à la conclusion des dispositifs d'aides à l'investissement, à la fin des mesures économiques - Plan COVID-19 mises en œuvre dans le cadre du fonds de soutien Salvezza (-1,411 M€), et au choix politique de favoriser le développement des dispositifs d'ingénierie financière (cf chapitre nature 27).
  - La santé et l'action sociale 934 (+0,664 M€) : cette hausse de +24,95 % correspond à une augmentation des dépenses liées aux actions sanitaires et sociales, aux mesures d'insertion et de précarité, aux prestations PMI ainsi qu'au fonds de solidarité logement.
  - L'environnement 937 (-0,280 M€) : la baisse constatée est liée notamment à la non-reconduction de conventions de 2020 et 2021 soldées en 2022 : Réseau Canopée 2020, contribution 2021 à l'ARS dans le cadre du PRSE, et convention 2021 de délégation de gestion du domaine du conservatoire du littoral sur les communes de Bunifaziu, Figari, A Munacia d'Audde, Pianottulie Caldareddu et Portivechju.
- **Les contributions obligatoires**, dont la part représente près de 9,40 % des autres charges de gestion courante, sont en augmentation de **+8,15 %** et s'élèvent à 60,372 M€ (PM 2021 : 55,822 M€). Cette hausse de +4,550 M€ concerne essentiellement les participations au fonctionnement des SIS avec +3,981 M€ (47,457 M€ en 2021) et les dotations à destination des collèges et lycées +0,918 M€ (7,552 M€ en 2021).
  - **Les aides à la personne** (39,189 M€) progressent de **+10,18 %** soit +3,620 M€ (35,569 M€ en 2021). Cette augmentation résulte de l'augmentation du montant des prestations de compensation du handicap versées aux personnes âgées de plus de 20 ans (+2,994 M€), et des services d'aide et d'accompagnement à domicile des personnes âgées et handicapées (+1,220 M€).
  - **Les frais de séjours et hébergements** (44,001 M€) diminuent de **-6,06 %** par rapport à l'exercice précédent, avec un volume de -2,836 M€. Il s'agit essentiellement de dépenses à caractère social. Les réductions constatées portent principalement sur les prises en charge des frais de séjour en établissements pour les personnes âgées (-12,31 % soit -2,406 M€), et sur les frais de séjour en établissements et services en faveur des personnes handicapées (-7,23 % soit -0,947 M€).
  - **Les indemnités, frais de mission et de formation des élus** ainsi que les indemnités **et frais des membres du CESC** s'élèvent à 4,047 M€ et progressent de **+3,15 %** par rapport à 2021 (+0,123 M€).

- **Les charges diverses de gestion courante** qui généralement intègrent la prise en charge des déficits des budgets annexes augmentent très fortement en 2022 avec une variation de **+1 592,80 %**, et s'établissent à 105,128 M€ (PM 2021 : 6,210 M€). Cette hausse conséquente et exceptionnelle est directement liée à la condamnation de la Collectivité de Corse à verser 100,588 M€ d'indemnités et d'intérêts à la société Corsica Ferries France en réparation du préjudice résultant de l'exploitation du « service complémentaire » instauré par la délégation de service public de desserte maritime de la Corse pour la période 2007-2013. Après neutralisation, l'évolution 2022/2021 est de -1,669 M€ soit -26.89% par rapport à 2021.

➤ Les **charges financières inscrites au chapitre 66** réalisées à hauteur de 20,797 M€ pour l'exercice 2022 sont en diminution de **-3,29 %** par rapport à l'exercice 2021.

Comptes	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Evol n-1
<b>Intérêts réglés à échéance - 66111</b>	35 748 318,89	21 124 614,01	19 917 402,92	-5,71%
<b>Intérêts courus non échus - 66112</b>	- 1 898 620,24 -	527 549,26	184 649,62	-135,00%
<b>Autres charges financières - 6688</b>	845 061,72	907 349,20	695 410,66	-23,36%
<b>Total charges financières du chapitre 66</b>	<b>34 694 760,37</b>	<b>21 504 413,95</b>	<b>20 797 463,20</b>	<b>-3,29%</b>

Sur l'exercice 2022, l'évolution contractuelle des emprunts liée aux modes d'amortissement constant ou linéaire des emprunts et le mode de fixing des taux annuels applicables ont permis de retarder l'impact de la hausse des taux et de contenir l'évolution des charges financières.

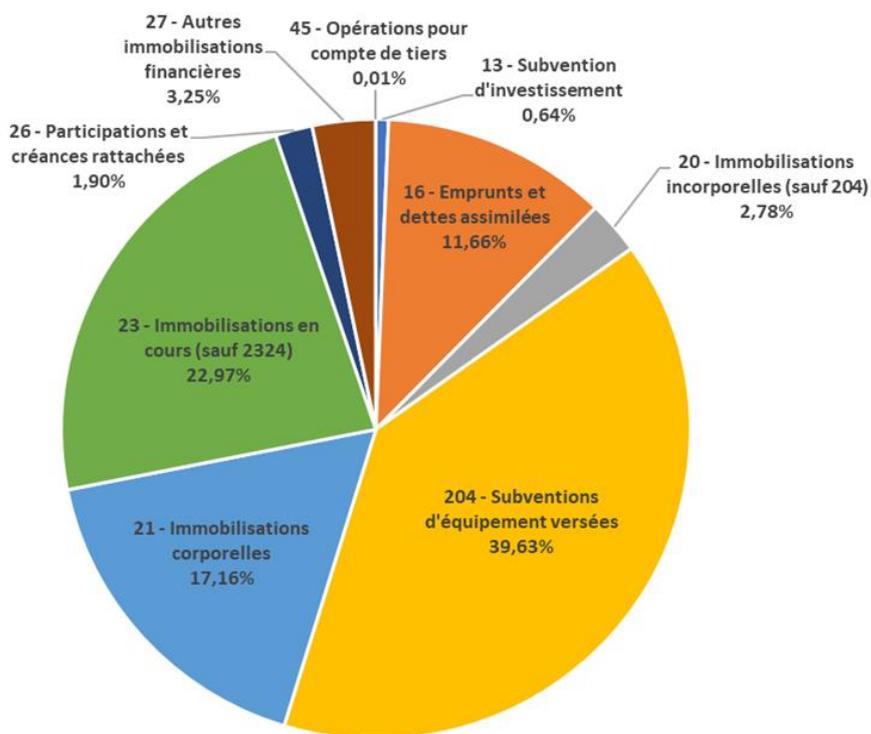
### 1.2 Les dépenses réelles d'investissement

Elles s'établissent à 386,057 M€ avec un taux de réalisation de plus de 94,20 %.

Chapitre nature	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Evol n-1
13 - Subvention d'investissement	548 279,30	3 327 637,57	2 475 537,30	-25,61%
16 - Emprunts et dettes assimilées	37 588 335,30	48 220 654,80	45 024 527,96	-6,63%
20 - Immobilisations incorporelles (sauf 204)	15 418 919,11	12 410 107,97	10 738 280,16	-13,47%
204 - Subventions d'équipement versées	127 467 417,61	150 053 235,85	152 996 023,10	1,96%
21 - Immobilisations corporelles	21 301 619,30	56 653 006,24	66 236 142,84	16,92%
23 - Immobilisations en cours (sauf 2324)	85 268 092,03	83 643 327,96	88 666 130,01	6,01%
26 - Participations et créances rattachées	1 450 000,00	6 100 000,00	7 350 000,00	20,49%
27 - Autres immobilisations financières	11 745 090,02	6 982 570,38	12 528 783,86	79,43%
45 - Opérations pour compte de tiers	92,45	198 781,45	41 535,12	-79,11%
<b>Total dépenses réelles d'investissement</b>	<b>300 787 845,12</b>	<b>367 589 322,22</b>	<b>386 056 960,35</b>	<b>5,02%</b>

Hors emprunt, les dépenses d'investissement 2022 représentent 341,032 M€ de dépenses réelles (PM : 319,369 M€ en 2021) soit une progression de **+ 6,78 %** sur un an. Ce taux en constante évolution traduit un choix politique largement exprimé lors des orientations budgétaires.

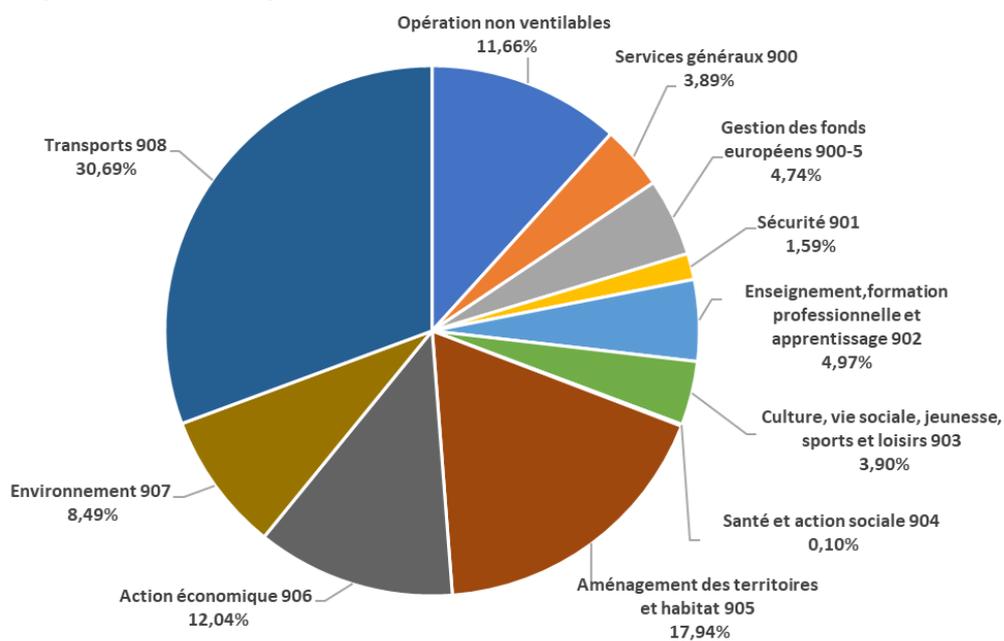
Les dépenses réelles d'investissement 2022 par nature sont ventilées comme suit :



Répartition des dépenses réalisées 2022 par chapitre nature

Les dépenses réelles d'investissement 2022 par chapitre fonction sont réparties de la manière suivante :

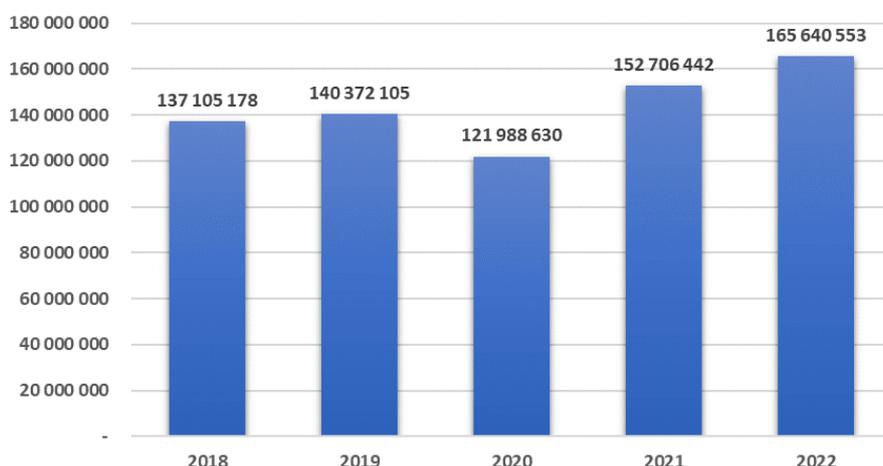
Répartition par chapitre fonctionnel des dépenses d'investissement réalisées en 2022



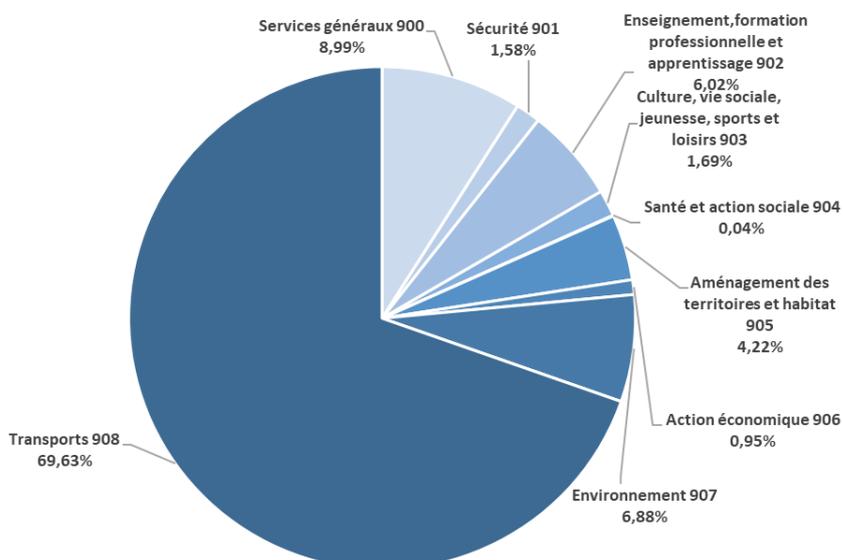
➤ Les **dépenses sous maîtrise d'ouvrage (Chapitres 20-21-23)** représentent en 2022 un volume global de 165 640 553,01 € soit 42,91 % des dépenses d'investissement. Elles sont en augmentation de +12,934 M€ par rapport à 2021 (152,706 M€), en hausse de **+8,47 %**.

Chapitre fonctionnel	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Evol n-1
Services généraux 900	8 301 707,52	14 276 227,45	14 897 324,23	4,35%
Sécurité 901	735 705,03	2 042 415,28	2 613 640,74	27,97%
Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 902	9 882 260,51	9 969 568,62	9 978 250,85	0,09%
Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 903	2 577 102,77	4 114 923,26	2 796 302,05	-32,04%
Santé et action sociale 904	-	-	69 025,00	
Aménagement des territoires et habitat 905	4 633 817,37	7 830 210,35	6 984 224,75	-10,80%
Action économique 906	191 821,65	1 641 273,42	1 571 501,50	-4,25%
Environnement 907	2 699 876,29	5 259 378,76	11 391 759,65	116,60%
Transports 908	92 966 339,30	107 572 445,03	115 338 524,24	7,22%
<b>Total dépenses d'investissement MO</b>	<b>121 988 630,44</b>	<b>152 706 442,17</b>	<b>165 640 553,01</b>	<b>8,47%</b>

Evolution des dépenses sous maîtrise d'ouvrage 2018-2022



Après une nette évolution des dépenses d'investissement enregistrée dans tous les secteurs d'activité en 2021, les progressions enregistrées notamment dans le secteur de l'environnement (907), puis dans les domaines de la sécurité (901) et des transports (908) concrétisent les choix budgétaires opérés par l'Exécutif.



La compétence « **Transports** » représente 69,63 % des dépenses réelles d'investissement sous maîtrise d'ouvrage avec un montant de 115,339 M€. Les dépenses mandatées au titre de la politique des transports enregistrent une hausse de **+7,22 %** par rapport à 2021, et de +24,06 % par rapport à 2020, soit +22,372 M€.

Les dépenses d'investissement réalisées dans ce secteur concernent essentiellement les voiries départementales et régionales ainsi que les infrastructures portuaires, aéroportuaires et ferroviaires.

Le chapitre « **Services généraux** » représente 8,99 % des dépenses réelles d'investissement sous maîtrise d'ouvrage. Le montant des dépenses réalisées qui s'élève à 14,897 M€ est en augmentation de **+4,35 %** par rapport à 2021 (PM : 14,276 M€). Elles concernent l'achat de matériels et de concessions dans le domaine de l'informatique, la réalisation de travaux et la maintenance sur les bâtiments de la CDC.

Les dépenses sous maîtrise d'ouvrage en faveur de la politique de l'**environnement** s'établissent en 2022 à 11,392 M€ et enregistrent une forte hausse depuis 2019 (+ 321,93 % par rapport à 2020) et **+ 116,60 %** par rapport à 2021. Elles financent des chantiers d'aménagements hydrauliques structurants conduits par l'OEHC ainsi que des travaux d'investissement dédiés aux Espaces Naturels Sensibles et à la protection des milieux aquatiques, visant à préserver la qualité des sites, des paysages et des milieux naturels.

Le secteur de la **sécurité** connaît également une hausse sensible de ses dépenses de maîtrise d'œuvre avec 2,614 M€, soit **+27,97 %** par rapport à 2021 (PM : 2,042 M€) qui s'explique notamment par des nouvelles acquisitions de matériel roulant de lutte contre les incendies en faveur des SIS (véhicules encadrants, camions anti-incendie et camion de transport d'engins équipé d'une grue).

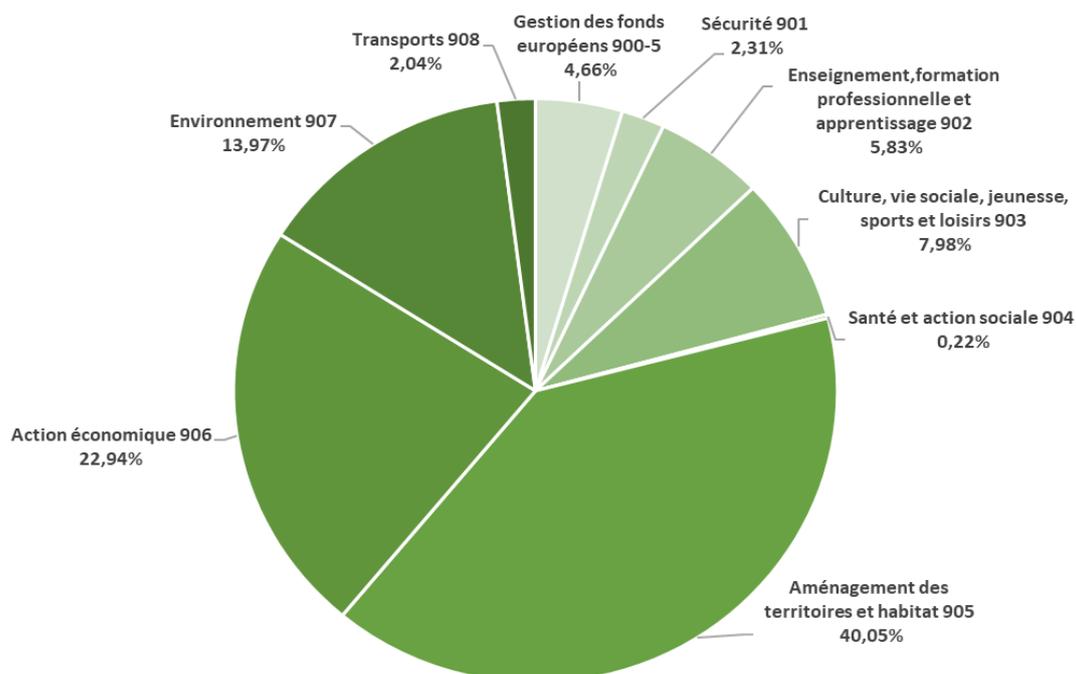
S'agissant de la compétence « **Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs** », on constate une diminution de **-32,04 %** (-1,319 M€) des dépenses portant sur les travaux de réhabilitation des musées et de restauration du patrimoine culturel.

Les dépenses affectées à la politique de l'**aménagement des territoires** qui représentent 6,984 M€ sont en diminution de **-10,80 %** après avoir connu une forte augmentation de +68,98% durant l'année 2021 (PM : 7,830 M€). Il s'agit principalement du financement des opérations consacrées au déploiement des réseaux de haut et très haut débit et de celles en faveur de l'inclusion numérique des territoires.

➤ **Les subventions d'équipements** versées aux tiers s'élèvent à 152 996 023,10 €, soit une variation de +1,96 % par rapport à 2021 (150,053 M€). Ces subventions contribuent à accroître l'investissement structurant du territoire, et sont complétées par des dispositifs d'ingénierie financière (avances remboursables, prêts garantis, etc.).

La ventilation par chapitre fonctionnel s'établit ainsi :

Chapitre fonctionnel	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Evol n-1
Gestion des fonds européens 900-5	8 924 797,19	14 991 040,04	7 128 055,63	-52,45%
Sécurité 901	1 942 776,00	5 399 623,04	3 536 452,46	-34,51%
Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 902	8 540 909,16	8 751 546,17	8 920 038,77	1,93%
Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 903	10 669 025,61	11 175 622,70	12 215 601,04	9,31%
Santé et action sociale 904	280 866,26	333 063,36	329 708,91	-1,01%
Aménagement des territoires et habitat 905	48 571 101,20	61 060 609,66	61 268 571,23	0,34%
Action économique 906	29 794 656,55	28 455 538,01	35 095 215,98	23,33%
Environnement 907	18 026 045,26	19 336 658,25	21 375 232,82	10,54%
Transports 908	717 240,38	549 534,62	3 127 146,26	469,05%
<b>Total dépenses subventions d'investissement</b>	<b>127 467 417,61</b>	<b>150 053 235,85</b>	<b>152 996 023,10</b>	<b>1,96%</b>



Répartition par chapitre fonctionnel des subventions d'investissement

La politique de **l'aménagement des territoires et habitat** (905) représente le premier poste de dépenses avec 40,05 % des subventions d'équipements allouées, soit 61,269 M€. Elles regroupent notamment les subventions versées aux communes et intercommunalités pour l'exercice de leurs compétences (voirie, éclairage public, bâtiments administratifs, réseaux divers, eau et assainissement, ...) pour un montant de 31,631 M€, le comité de Massif pour 2,983 M€, l'habitat logement & foncier pour 17,687 M€, et le Réseau Haut débit pour 8,232 M€.

La politique en faveur de **l'action économique** en quasi-totalité assurée par l'ODARC, l'ATC et l'ADEC représente un montant de subventionnement de 35,095 M€ (dont 18,944 M€ au titre du secteur agricole et 16,151 M€ au titre de l'action économique et touristique), soit une hausse **+23,33 %** par rapport à 2021.

Avec une progression de **+469,05 %** par rapport à 2021, les subventions d'investissement versées dans le secteur lié aux **Transports** représente 3,127 M€. La hausse des dépenses enregistrée concerne principalement des travaux de requalification de la Route Nationale 194 dans la traverse de Mezzavia (1,960 M€), ainsi que des aménagements réalisés sur l'aéroport de Calvi pour 1,040 M€ (Pélicandrome et parkings).

Les subventions d'équipements au titre de la compétence **environnement** représentent 13,97 % des subventions d'équipement, pour un montant de 21,375 M€. Elles contribuent notamment aux financements de la politique de l'eau (assainissement et soutien aux communes et intercommunalités, politique menée par l'OEHC), et des engagements en faveur du développement durable, du territoire et de la transition énergétique et écologique menés par l'AUE et l'OEC.

Le secteur de la **culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs** représente 7,98 % des dépenses réalisées sur ce chapitre soit 12,216 M€ dont 3,729 M€ au titre du patrimoine, 5,899 M€ de la culture et 2,577 M€ du sport.

Avec 7,128 M€ de dépenses réalisées, les **Fonds Européens** représentent 4,66 % des subventionnements de la CdC. Ils constituent le cofinancement des projets avec des crédits du FEDER. La baisse de **-52,45 %** correspond à la fin de gestion du programme opérationnel 2014-2020.

- Les **immobilisations financières** (chapitres 26 et 27) s'élèvent à 19,878 M€ en 2022 et se répartissent ainsi :
- 7,350 M€ de participations et créances rattachées à des participations (« Fonds Foncier Agricole » à l'installation et à l'amélioration des terres gérées par la SAFER, « Fondu paesu », « Fonds d'ingénierie financière » mis en œuvre par l'ADEC, « Fonds de garantie bancaire TPE/PME » géré par la CADEC, « Fonds de Prêts d'Honneurs Solidaire » géré par l'ADIE, « Fonds de Prêts d'Honneur TPE » géré par l'association CAPI).
  - 12,529 M€ dont 12,488 M€ concernent des dispositifs d'avances remboursables accordées par l'ADEC et l'ATC au profit des TPE/PME (3,445 M€), et dans le cadre du programme REACT EU et des Fonds Européens (9 M€).
- Les **emprunts et dettes assimilés** du chapitre 16 qui s'élèvent à 45,025 M€ en 2022, soit **-6,63 %** par rapport à l'exercice précédent, portent sur le remboursement du capital de la dette (44,844 M€) et la restitution d'une avance DMTO perçue en 2020 (0,180 M€).

<b>16 - Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>Evol 2022/2021 en %</b>
1641 - Emprunts en euros	42 670 172,01	44 844 527,96	5,10%
165 - Dépôts et cautionnements reçus	23 582,79	0,00	-100,00%
16871 - Etat et établissements nationaux	5 526 900,00	180 000,00	-96,74%
<b>Total</b>	<b>48 220 654,80</b>	<b>45 024 527,96</b>	<b>-6,63%</b>

La variation à la baisse de ce chapitre nature relatif aux emprunts (-6,63 %) provient de l'incidence d'un reversement exceptionnel de droits de mutation à titre onéreux réalisé en 2021 à hauteur 5,526 M€ comptabilisé sur l'article 16871.

L'article nature relatif aux emprunts (compte 1641) fait apparaître quant à lui une augmentation du montant du capital remboursé de +5,10 %, soit +2,174 M€, dont 1,422 M€ sont la conséquence directe du remboursement de capital relatif aux emprunts réalisés en 2021, et 0,567 M€ (soit 0,35 %) correspondent à l'évolution contractuelle liée au mode d'amortissement progressif de 49 emprunts.

## 2. Les recettes

En 2022, les recettes réelles de la Collectivité de Corse représentent 1,501 Md€ en augmentation de +15,07 % par rapport à 2021 (PM : 1,304 Md€).

Cependant, à périmètre équivalent à 2021, cette augmentation doit être retraitée des recettes exceptionnelles 2022 notamment en ce qui concerne la dotation complémentaire exceptionnelle de 33M€ concernant la DCT en section de fonctionnement et 30M€ au titre du PTIC CFF en investissement.

Retraité de ces montants l'évolution des recettes aurait été de +10,24%. Cette variation provient essentiellement de l'augmentation des recettes de fiscalité et plus précisément de la fiscalité indirecte qui affichent une évolution de +72,875 M€ (+11,07%) par rapport à 2021. Toutefois, une part de ces recettes (DMTO, Tabacs ...) est fluctuante sans lien direct avec l'inflation et son importance fragilise notre structure de recettes.

Elles se caractérisent par :

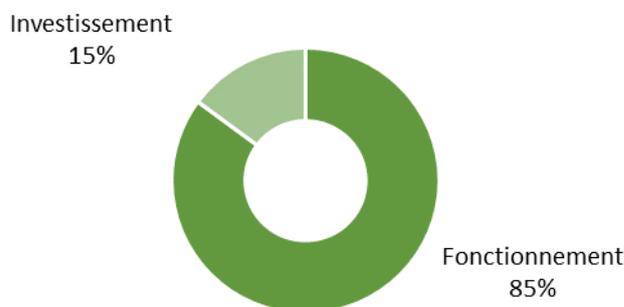
- une augmentation des recettes réelles de fonctionnement de +135,556 M€ soit une hausse de +11,87 % par rapport à 2021. **Retraitées des 33M€, l'augmentation serait de +8,98% soit + 102,555M€.**

- dans le même temps, une augmentation des recettes réelles d'investissement de +37,66 %, soit +61,076 M€ dont 30M€ sont directement imputable à la recette PTIC CFF de 30M€ dans le cadre du PTIC en compensation de la condamnation CFF.

Le retraitement des recettes exceptionnelles 2022 permet d'afficher une évolution de recette d'investissement de +19,16% soit +31,076M€.

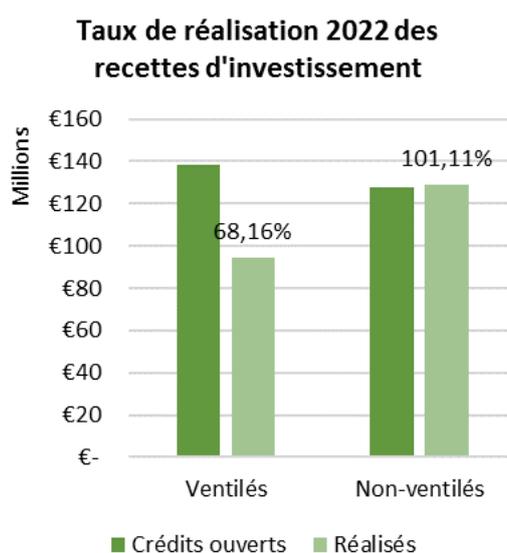
Le taux global de réalisation des recettes 2022 est de 98,07 % (dont 101 % pour la section de fonctionnement et 84 % pour la section d'investissement) contre 89 % en 2021.

Répartition des recettes réelles 2022



Évolution 2018-2022 des recettes réelles



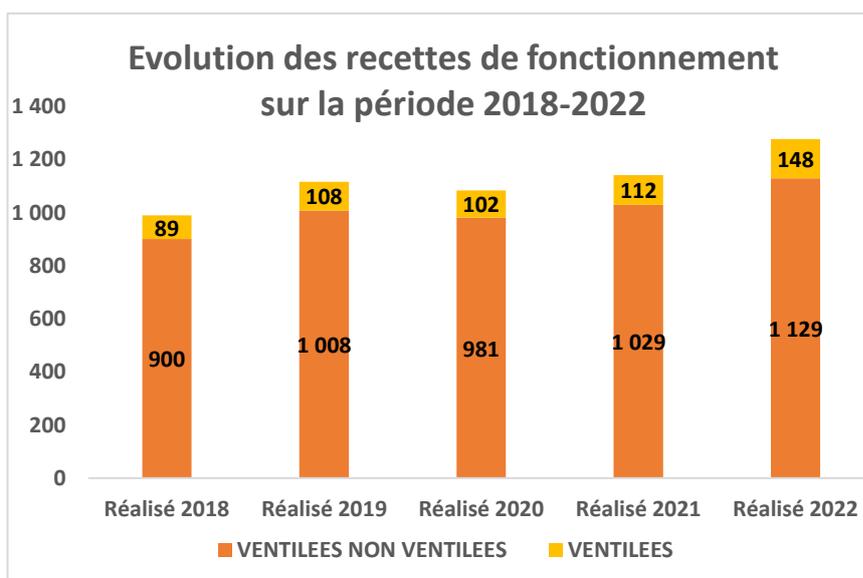


## 2.1 Les recettes réelles de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement 2022 affichent une hausse de +11,87 %, soit +135,556 M€, pour un montant titré de 1 278,026 M€ (PM 2021 : 1 142,470 M€). Cette évolution prend en compte les 33M€ exceptionnels de DCT. Retraitée de ce montant, elles affichent une hausse de 8,98% soit +102M€ provenant principalement de l'augmentation des recette fiscales (+99M€).

	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Evol 2022/2021 %	Réalisé 2022 hors DCT	Evol 2022/2021 hors DCT %
<b>RECETTES REELLES FONCTIONNEMENT</b>	<b>1 083 969 461 €</b>	<b>1 142 470 441 €</b>	<b>1 278 026 167 €</b>	<b>11,87%</b>	<b>1 245 026 167 €</b>	<b>8,98%</b>
VENTILEES	102 664 677 €	112 870 652 €	148 494 280 €	31,56%	115 494 280 €	2,32%
NON VENTILEES	981 304 785 €	1 029 599 789 €	1 129 531 887 €	9,71%	1 129 531 887 €	9,71%

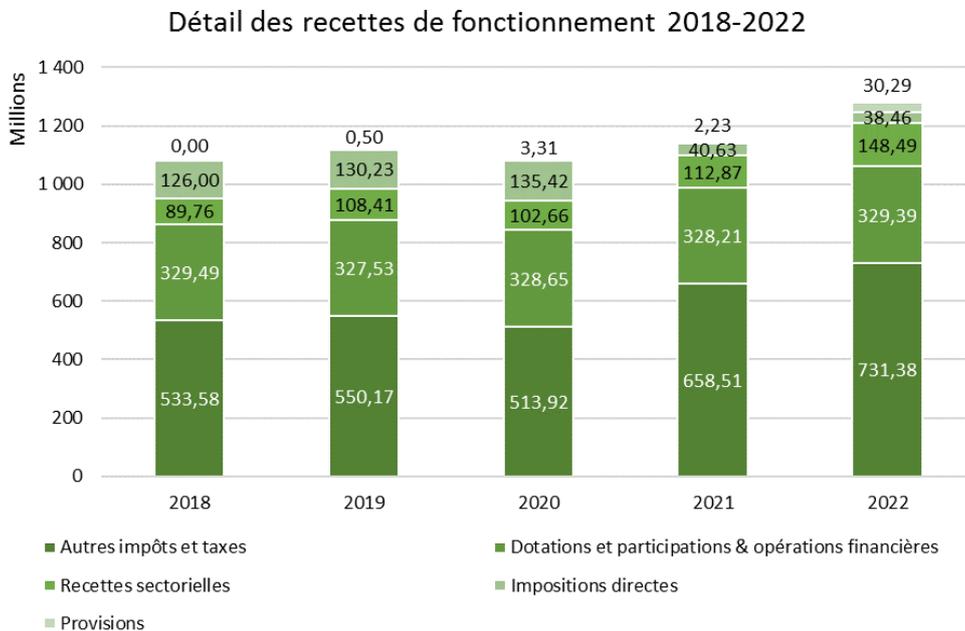
Les recettes réelles de fonctionnement connaissent une progression constante depuis 2018, avec toutefois, une baisse durant l'année de l'épidémie. En 2022, cette hausse est bien supérieure à la moyenne de cette période (11,87 % contre 4,44 % en moyenne). Elle est, par ailleurs, supérieure à l'augmentation 2021/2020 qui était de 5,40 %.



Les recettes de fonctionnement peuvent être regroupées en trois catégories :

- **La fiscalité** (directe et indirecte – locale ou nationale reversée /chapitres 940-941) avec un volume de **769,846 M€**, présente une hausse de +10,11 % par rapport au CA 2021 (699,139 M€).

- **Les dotations, participations** (dotations, fonds de soutien /chapitre 942) à concurrence de **321,395 M€** sont quasiment stables par rapport au CA 2021 avec une évolution de +0,36 % (320,208 M€).
- **Les recettes sectorielles de fonctionnement**, y compris les recettes sociales (fonds APA et PCH, TICPE RSA), pour **148,494 M€** sont en augmentation de +31,56 % par rapport au CA 2021 (112,871 M€).
- 



L'évolution des recettes réelles de fonctionnement entre 2018 et 2022 est essentiellement portée par la fiscalité. En effet, celle-ci (impositions directes et autres impôts et taxes) représente en 2022 60,24 % des recettes perçues. Cette part a augmenté de +10,11 % entre 2021 et 2022 et de +16,71 % entre 2018 et 2022.

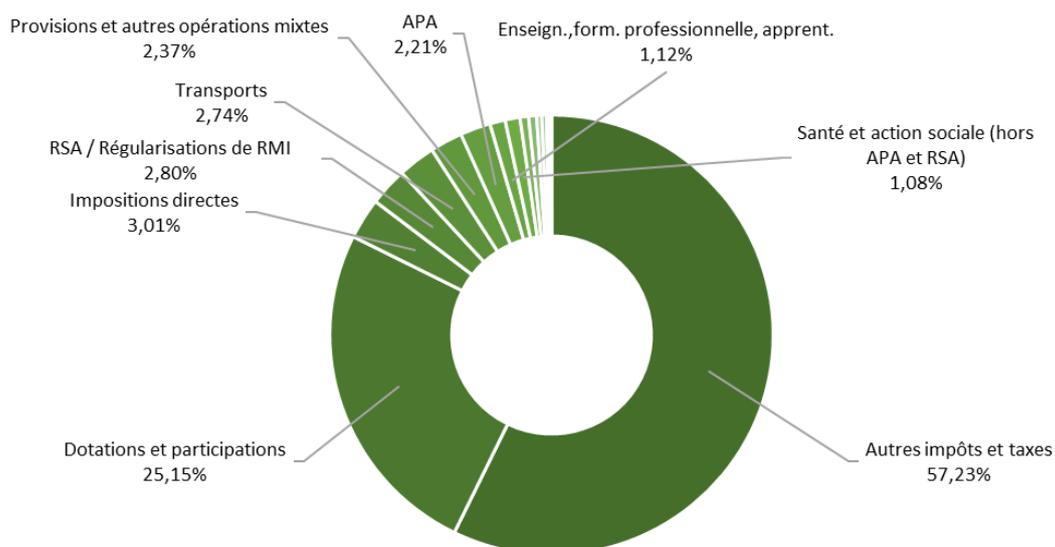
La hausse des recettes est également due aux recettes sectorielles, ces dernières ayant augmenté de 65,43 % entre 2018 et 2022, pour moitié (36 points de pourcentage) en raison du versement exceptionnel de l'aide inflation à la continuité territoriale (+33 M€) votée en loi de finance rectificative 2022, le reste tenant essentiellement au Pacte régional d'investissement dans les compétences (PRIC - 12 points de pourcentage) et aux programmes de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA - 9 points de pourcentage).

En parallèle, les dotations et fonds de soutien, qui sont les deuxièmes sources de recettes de fonctionnement (25,77 % en 2022), sont constantes sur la période (-0,03 % entre 2018 et 2022).

- Analyse et comparaison établies par chapitre fonctionnel

RECETTES DE FONCTIONNEMENT		2018	2019	2020	2021	2022	Différence 2021/2022	Variation 2021/2022
		1 078 828 707,89 €	1 116 834 701,16 €	1 083 969 461,49 €	1 142 470 441,14 €	1 278 026 167,08 €	135 555 725,94 €	11,87%
<b>OPÉRATIONS VENTILÉES</b>		<b>89 763 209,28 €</b>	<b>108 406 490,30 €</b>	<b>102 664 676,79 €</b>	<b>112 870 651,66 €</b>	<b>148 494 279,59 €</b>	<b>35 623 627,93 €</b>	<b>31,56%</b>
930	Services généraux	4 075 298,36 €	4 617 864,83 €	6 052 379,19 €	4 609 400,96 €	4 733 206,92 €	123 805,96 €	2,69%
930-5	Gestion des fonds européens	538 710,22 €	291 472,10 €	-€	194 707,92 €	522 587,49 €	327 879,57 €	168,40%
931	Sécurité	634 045,58 €	836 464,42 €	1 544 016,00 €	643 128,00 €	1 106 376,00 €	463 248,00 €	72,03%
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	4 062 164,30 €	7 772 633,61 €	7 206 969,13 €	9 397 661,17 €	14 352 805,44 €	4 955 144,27 €	52,73%
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	1 649 424,49 €	3 055 971,08 €	2 049 900,32 €	3 551 955,63 €	4 479 361,32 €	927 405,69 €	26,11%
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA)	12 974 669,52 €	12 572 755,28 €	14 575 655,67 €	14 906 969,68 €	13 856 486,26 €	-1 050 483,42 €	-7,05%
934-3	APA	19 772 685,50 €	21 857 486,36 €	19 242 813,53 €	24 125 163,40 €	28 289 410,25 €	4 164 246,85 €	17,26%
934-4	RSA / Régularisations de RMI	34 405 150,65 €	34 023 666,41 €	34 403 882,18 €	34 789 597,64 €	35 819 463,40 €	1 029 865,76 €	2,96%
935	Aménagement des territoires et habitat	1 364 090,67 €	1 458 441,60 €	1 400 004,73 €	1 629 414,12 €	2 271 989,04 €	642 574,92 €	39,44%
936	Action économique	1 692 926,09 €	218 581,11 €	721 330,56 €	252 904,08 €	598 213,51 €	345 309,43 €	136,54%
937	Environnement	5 478 820,51 €	5 007 640,99 €	4 316 882,13 €	5 859 450,53 €	7 425 797,82 €	1 566 347,29 €	26,73%
938	Transports	3 115 223,39 €	16 693 512,51 €	11 150 843,35 €	12 910 298,53 €	35 038 582,14 €	22 128 283,61 €	171,40%
<b>OPÉRATIONS NON VENTILÉES</b>		<b>989 065 498,61 €</b>	<b>1 008 428 210,86 €</b>	<b>981 304 784,70 €</b>	<b>1 029 599 789,48 €</b>	<b>1 129 531 887,49 €</b>	<b>99 932 098,01 €</b>	<b>9,71%</b>
940	Impositions directes	125 997 107,00 €	130 226 256,00 €	135 422 931,00 €	40 631 917,00 €	38 462 540,00 €	-2 169 377,00 €	-5,34%
941	Autres impôts et taxes	420 739 649,81 €	550 170 990,05 €	513 923 130,65 €	658 507 886,39 €	731 383 812,38 €	72 875 925,99 €	11,07%
942	Dotations et participations	434 268 278,93 €	319 411 515,00 €	319 644 410,00 €	320 207 597,00 €	321 394 870,02 €	1 187 273,02 €	0,37%
943	Opérations financières	8 060 462,87 €	8 116 942,06 €	9 005 232,57 €	8 005 303,62 €	7 999 531,73 €	-5 771,89 €	-0,07%
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	-€	-€	-€	13 159,29 €	-€	-13 159,29 €	-100,00%
945	Provisions et autres opérations mixtes	-€	502 507,75 €	3 309 080,48 €	2 233 926,18 €	30 291 133,36 €	28 057 207,18 €	1255,96%

## Répartition des recettes de fonctionnement par chapitre fonctionnel

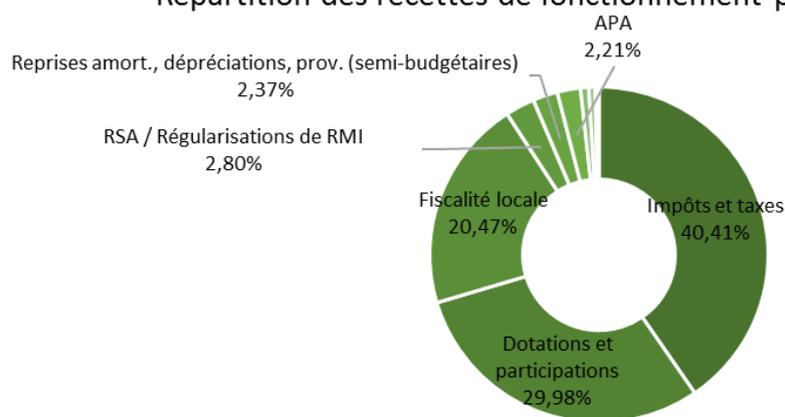


Afin d'effectuer une analyse croisée, la comparaison des recettes réelles figurant dans les comptes administratifs des années 2018 à 2022 est établie par nature.

### • Analyse et comparaison établies par chapitre nature

RECETTES DE FONCTIONNEMENT		2018	2019	2020	2021	2022	Différence 2021/2022	Variation 2021/2022
		1 078 828 707,89 €	1 116 834 701,16 €	1 083 969 461,49 €	1 142 470 441,14 €	1 278 026 167,08 €	135 555 725,94 €	11,87%
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 645 276,91 €	3 350 066,83 €	2 013 558,62 €	3 503 774,92 €	2 607 228,48 €	-896 546,44 €	-25,59%
73	Impôts et taxes	352 018 206,33 €	367 654 616,48 €	347 159 182,98 €	457 924 326,81 €	516 450 430,59 €	58 526 103,78 €	12,78%
731	Fiscalité locale	346 722 206,62 €	318 536 937,27 €	307 137 050,70 €	247 669 638,89 €	261 665 606,35 €	13 995 967,46 €	5,65%
74	Dotations et participations	335 672 407,45 €	337 698 192,92 €	338 196 402,00 €	340 887 478,97 €	383 094 111,77 €	42 206 632,80 €	12,38%
75	Autres produits de gestion courante	13 404 329,65 €	24 380 224,41 €	22 836 014,68 €	22 545 491,57 €	10 069 842,46 €	-12 475 649,11 €	-55,34%
76	Produits financiers	7 998 968,31 €	8 116 942,06 €	9 005 232,57 €	8 005 303,62 €	7 998 677,40 €	-6 626,22 €	-0,08%
77	Produits spécifiques	42 152,93 €	401 371,74 €	380 477,71 €	505 117,02 €	1 308 519,97 €	803 402,95 €	159,05%
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	-€	502 507,75 €	3 309 080,48 €	2 233 926,18 €	30 291 133,36 €	28 057 207,18 €	1255,96%
013	Atténuations de charges	339 512,58 €	312 688,93 €	285 766,04 €	280 622,12 €	431 743,05 €	151 120,93 €	53,85%
016	APA	19 708 098,85 €	21 857 486,36 €	19 242 813,53 €	24 125 163,40 €	28 289 410,25 €	4 164 246,85 €	17,26%
017	RSA / Régularisations de RMI	277 548,26 €	34 023 666,41 €	34 403 882,18 €	34 789 597,64 €	35 819 463,40 €	1 029 865,76 €	2,96%

## Répartition des recettes de fonctionnement par chapitre nature



### 2.1.1 La fiscalité, ressource principale de la Collectivité de Corse, en hausse de +9,99 %

La fiscalité collectée en 2022 est composée pour 22,12 % de produits pour lesquels la Collectivité a un pouvoir de modulation du taux, coefficient ou tarif. En 2018, cette part était de +34,31 %.

Principale ressource de la Collectivité de Corse, la fiscalité (directe et indirecte) comprend des recettes à caractère fiscal basées sur les impôts (directs & indirects) et des taxes.

	2020	2021	2022	Variation 2021/2022
<b>Fiscalité directe</b>	<b>135 422 931</b>	<b>40 631 917</b>	<b>38 462 540</b>	<b>-5,34%</b>
<b>Fiscalité indirecte</b>	<b>513 923 131</b>	<b>658 507 886</b>	<b>731 383 812</b>	<b>11,07%</b>
Fiscalité indirecte générale	293 934 905	432 770 858	466 931 846	7,89%
Apprentissage	5 849 352	4 429 794	4 265 954	-3,70%
Spécificité Corse	203 276 928	214 896 464	252 548 466	17,52%
Fonds de péréquation	10 861 946	6 410 771	7 637 546	19,14%
<b>Total fiscalité (hors social)</b>	<b>649 346 062</b>	<b>699 139 803</b>	<b>769 846 352</b>	<b>10,11%</b>

#### a) Une fiscalité directe qui change de périmètre (Chapitre 940)

Les produits de la fiscalité directe encaissés en 2022 représentent un montant de 38,5 M€ en légère baisse par rapport à 2021 (-5,34 %). Cette baisse est due au versement de la part régionale du FNGIR dans la fraction de TVA versée aux régions (enregistré dans la fiscalité indirecte).

Fiscalité directe 940	2020	2021	2022	Variation 2021/2022
	<b>135 422 931</b>	<b>40 631 917</b>	<b>38 462 540</b>	<b>-5,34%</b>
Taxes foncières et d'habitation	57 557 893			
Cotisation sur la VAE	48 036 911	14 841 758	14 412 148	-2,89%
Imposition forf. sur entrep. réseaux	4 342 933	4 388 510	4 419 772	0,71%
Autres	601 374	553 067	373 976	-32,38%
FNGIR	13 119 860	13 119 860	11 573 304	-11,79%
Fonds péréquation CVAE	527 923			
Frais de gestion de la TFPB	11 236 037	7 728 722	7 683 340	-0,59%

Les autres variations proviennent d'une moindre perception de part régionale de CVAE (-0,4 M€) et de rôles supplémentaires d'IFER enregistrés dans « Autres » (-0,2 M€).

*b) Une fiscalité indirecte en progression (Chapitre 941)*

La fiscalité indirecte de la Collectivité de Corse représente la plus grande partie des recettes fiscales avec 731,4 M€, soit une variation historique de +11,07 % (+72 M€).

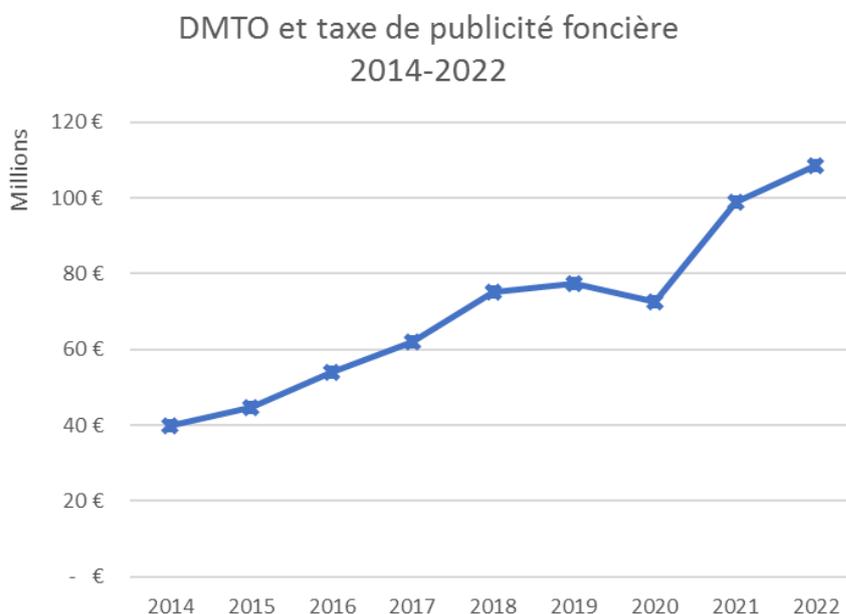
Fiscalité indirecte 941	2020	2021	2022	Différence 2021/2022
	513 923 131	658 507 886	731 383 812	72 875 926
Taxe dpt. pub foncière, DMTO	72 652 761	98 803 816	108 660 103	9 856 286
Taxe dpt. additionnelle à droits d'enreg	364 107	309 845	447 090	137 245
Taxe sur la conso. finale d'électricité	5 068 645	5 298 563	7 012 334	1 713 771
TICPE – LRL	38 392 516	38 900 860	38 222 714	-678 146
Taxe sur les permis de conduire	98 472	1 287		-1 287
Taxe certif. immatriculation véhicules	9 777 760	11 904 914	10 349 906	-1 555 008
Taxe sur les conventions d'assurance	58 337 445	61 417 839	64 808 815	3 390 977
Taxe additionnelle à la taxe de séjour	1 106 709	365 223	423 109	57 886
Fraction TICPE - Réforme apprentissage	944 864	904 080	904 080	0
Frais gestion formation pro, apprentissage	3 436 244	2 016 686	1 413 293	-603 394
TICPE FPA	1 468 244	1 509 028	1 948 582	439 554
Fonds de solidarité régional			929 730	929 730
Fonds de péréquation DMTO	10 861 946	6 410 771	6 707 816	297 045
Droits de conso sur les tabacs	125 799 239	143 845 400	152 529 992	8 684 592
Taxe sur les transports de voyageurs	21 311 193	28 476 214	34 536 443	6 060 229
Droit francisation des navires	4 470 000	4 694 040	4 248 555	-445 485
Produit des amendes		135	827 977	827 842
TICPE spécificité Corse	51 696 496	37 880 809	61 233 477	23 352 667
Fraction de TVA compensatoire de TFPB		57 657 588	63 181 401	5 523 813
Fraction de TVA compensatoire de CVAE		32 260 057	36 587 707	4 327 650
Fraction de TVA compensatoire DGF/DGD	108 136 489	125 850 730	136 410 689	10 559 959

La fiscalité indirecte a connu en 2022, une augmentation de +11,07 % (+72,9 M€), essentiellement due à l'évolution du produit des différentes taxes (seul 0,38 point de pourcentage est imputable à des changements d'assiette). Cette évolution provient pour moitié des taxes spécifiques à la Corse, le reste venant essentiellement des fractions de TVA compensatoires (3,10 points de pourcentage) et des DMTO (1,52 point de pourcentage).

- **La fiscalité indirecte générale : taxes d'assiette locale de droit commun**

➤ **Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO) : +10%**

Depuis la forte baisse des taux d'intérêt en 2014, les transactions immobilières ont fortement augmenté en volume avec une moyenne annuelle de +15,13 % par an en Corse entre 2016 et 2022. En 2022, cette croissance a ralenti pour s'établir à +9,98 %, après +35,74 % en 2021. Le « rattrapage » post épidémie explique pour part la forte croissance de 2021. On peut toutefois penser que la remontée des taux d'intérêt l'année dernière a eu un impact sur la dynamique haussière des dernières années.



➤ **Taxe sur les cartes grises : -13,6%**

Si la part des véhicules exonérés de taxe sur les certificats d'immatriculation est en hausse (+1,38 points de pourcentage) et explique pour part la baisse de cette recette, cette tendance tient essentiellement à la baisse globale des immatriculations de voitures en Corse, qu'elles soient neuves ou d'occasion (-8,02 % en 2022).

➤ **TICPE LRL (Liberté Responsabilité Locale) : -1,7%**

La baisse de cette recette vient essentiellement d'une moindre consommation de supercarburant (SP95/SP98) au niveau national (-9,33 %). Cette forte baisse est, toutefois, contenue par le versement exceptionnel de la compensation relative à la modification réglementaire du diplôme infirmier au titre des années 2018 à 2021 (206 749 €).

➤ **Taxe sur les conventions d'assurance : +5,5 %**

Les quatre fractions de taxe sur les conventions d'assurance sont toutes en augmentation du fait de la hausse globale des contrats d'assurance.

➤ **Les fractions de TVA :**

Depuis 2018, cette quote-part de TVA a fortement évolué. Désormais, la fraction de TVA à percevoir par la Collectivité comporte trois "sous-fractions" :

- une fraction de TVA compensatoire de la perte de DGF régionale supprimée en 2017 :
- une fraction de TVA compensatoire de la perte de la TFPB 2020 augmentée par des compensations d'exonérations et de la moyenne des rôles supplémentaires 2018-2019-2020
- une fraction de TVA compensatoire de la perte de la part régionale de CVAE.

COTE PART DE TVA	2020	2021	2022	Différence 2021/2022	Variation 2021/2022
	108 136 489	215 768 375	236 179 797	20 411 422	9,46%
Fraction compensatoire de TFPB		57 657 588	63 181 401	5 523 813	9,58%
Fraction compensatoire de CVAE		32 260 057	36 587 707	4 327 650	13,41%
Fraction compensatoire de DGF	108 136 489	125 850 730	136 410 689	10 559 959	8,39%

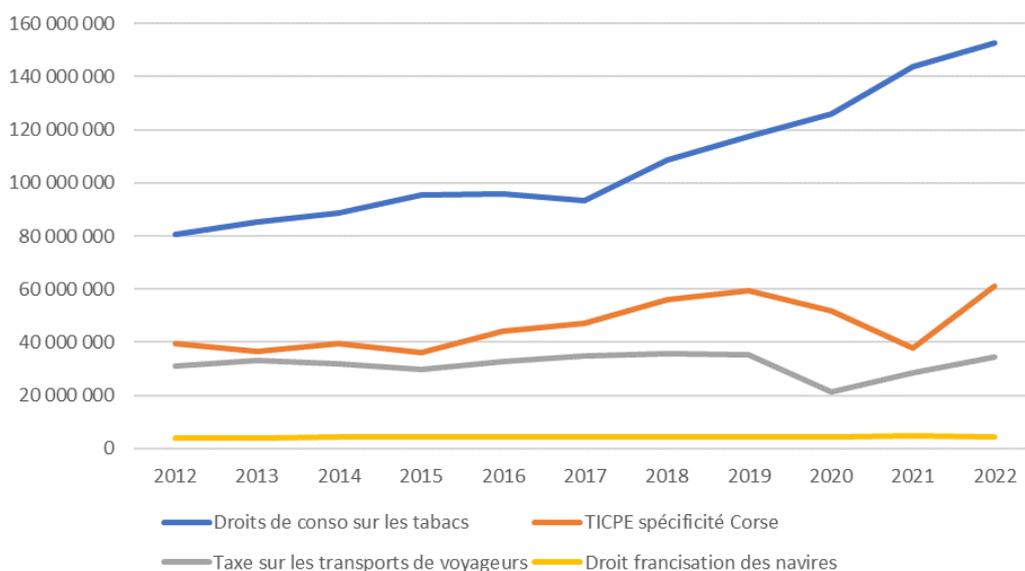
Si les fractions de TVA sont assises sur l'évolution de l'assiette nationale, les modifications des versements n'ont pas pareillement été mises à jour. La fraction de TVA compensatoire de la CVAE sera corrigée à la baisse durant l'année 2023.

➤ **Hausse du produit de fiscalité spécifique Corse : +17,52 %**

On distingue quatre taxes spécifiques dont le produit a connu une nette augmentation (+17,52 % ; +37,65 M€) ; en effet, l'année 2022 n'est plus impactée par les conséquences de l'épidémie :

Fiscalité spécificité Corse	2020	2021	2022	Différence 2021/2022	Variation 2021/2022
	<b>203 276 928</b>	<b>214 896 464</b>	<b>252 548 466</b>	<b>37 652 003</b>	<b>17,52%</b>
Droits de conso sur les tabacs	125 799 239	143 845 400	152 529 992	8 684 592	6,04%
TICPE spécificité Corse	51 696 496	37 880 809	61 233 477	23 352 667	61,65%
Taxe sur les transports de voyageurs	21 311 193	28 476 214	34 536 443	6 060 229	21,28%
Droit francisation des navires	4 470 000	4 694 040	4 248 555	-445 485	-9,49%

Évolution décennale des quatre taxes spécifiques



➤ **Droits de consommation sur les tabacs :**

On constate que le produit des droits sur les tabacs est en hausse de +6,04 % entre 2021 et 2022. Cela vient uniquement de la hausse des taux et non de la consommation (les ventes de cigarettes ont baissé de -10,90 %). On le voit, cette recette n'a cessé de progresser sur les dix dernières années (+89,20 % entre 2012 et 2022), suivant la hausse des droits (+99,07 % pour les cigarettes) et de la fréquentation touristique (+11,45 % de voyageurs supplémentaires). On observe que les fumeurs ralentissent leur consommation moins vite que n'augmentent les taxes, ce qui explique cette hausse de nos recettes.

➤ **TICPE :**

La part de TICPE prélevée en Corse est versée sous forme d'acomptes calculés sur la consommation de l'année précédente et régularisés l'année d'après. De ce fait, l'encaissement de 2020 comportait un acompte bien supérieur

à ce que serait la consommation de cette année de pandémie. En 2021, la régularisation, doublée d'un acompte calculé sur l'année de la pandémie avait conduit à une baisse significative. En 2022, les sommes reçues cumulent un acompte à la hausse (+17,15 %) et une régularisation en forte augmentation (+15 531 699,07 €).

#### ➤ La taxe sur les transports de voyageurs

La taxe sur les transports de voyageurs est en augmentation de +21,28 % entre 2022 et 2021, en raison du retour à une saison touristique « normale » (-2,73 % entre 2019 et 2022). Il est à noter que s'il y a une augmentation du nombre de voyageurs depuis 2012 (+11,45 %), celle-ci s'est faite par la hausse des voyages en avion (+46,94 %) qui remplacent ceux en bateau (-12,76 %).

#### ➤ La taxe de francisation et de passeport des navires

La taxe de francisation et de passeport des navires est en recul de -9,49 % en 2022. Ces droits sont essentiellement payés pour des navires (90,22 %) et par des continentaux (61,80 %).

### 2.1.2 Les dotations & participations (942) : +0,37 %

Le bloc des dotations et participations (hors volet social) reste stable au global par rapport à 2021 avec une évolution de +0,37 %. Dans le détail, nous connaissons une baisse de la dotation forfaitaire de la DGF car notre population DGF croît plus vite que celle nationale et nous rend donc contributeur.

Cette baisse est compensée par deux dotations visant à compenser la baisse des frais de gestion et du fonds de péréquation de la CVAE, liée à la suppression de la part départementale de la CVAE.

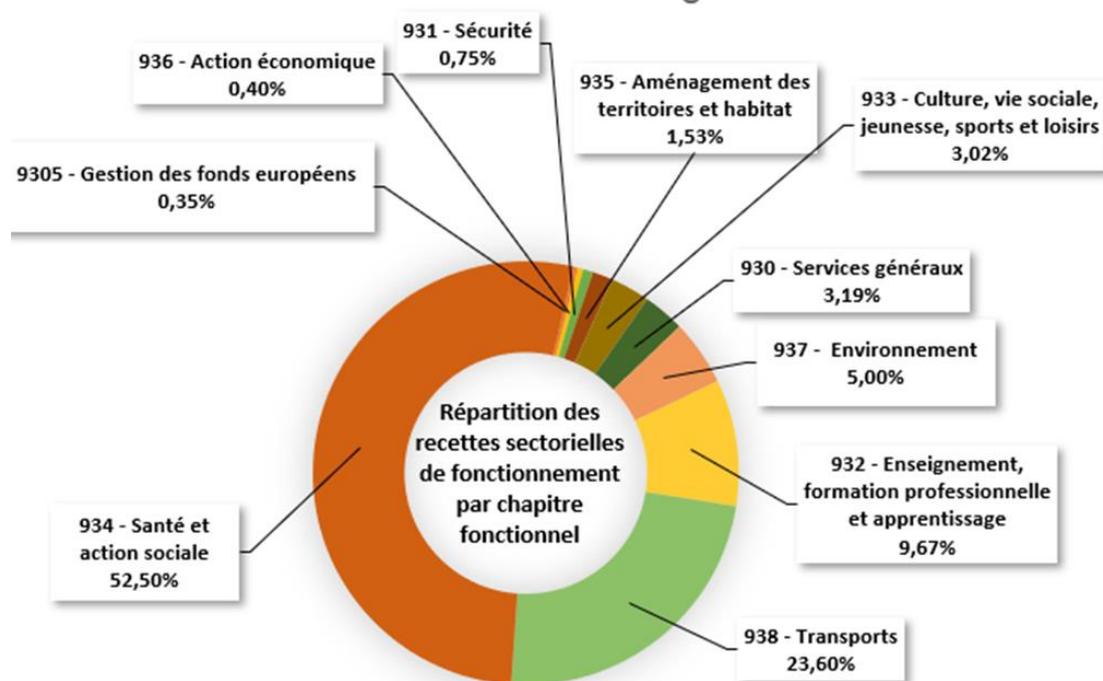
Dotations et participations	2020	2021	2022	Différence 2021/2022	Variation 2021/2022
	319 644 410	320 207 597	321 394 870	1 187 273	0,37%
Dotation forfaitaire départements	12 621 911	12 626 040	12 479 167	-146 873	-1,16%
Dotation fonctionnement min départ.	19 858 920	19 858 920	19 858 920	-	0,00%
Dotation compensation départ	75 161 348	74 524 784	74 527 855	3 071	0,00%
FCTVA			374 784	374 784	
Prélèvement recettes - Réforme apprentissage	703 986	703 986	703 986	-	0,00%
DGD des départements	6 890 483	6 890 483	6 890 483	-	0,00%
DCT	187 049 387	187 049 387	187 049 387	-	0,00%
D.C.R.T.P.	13 374 664	13 336 535	13 336 535	-	0,00%
Compensation CET (CVAE et CFE)	15 732	6 339	6 908	569	8,98%
Compensation taxes foncières	40 246	-	-	-	
Dotation de compensation d'exonération de fiscalité directe locale	3 927 733	3 783 061	3 783 061	-	0,00%
Dotation de compensation pour perte des frais de gestion TH		1 428 062	1 428 062	-	0,00%
Autres			955 722	955 722	

### 2.1.3 Les recettes sectorielles de fonctionnement en hausse de +31,6 %

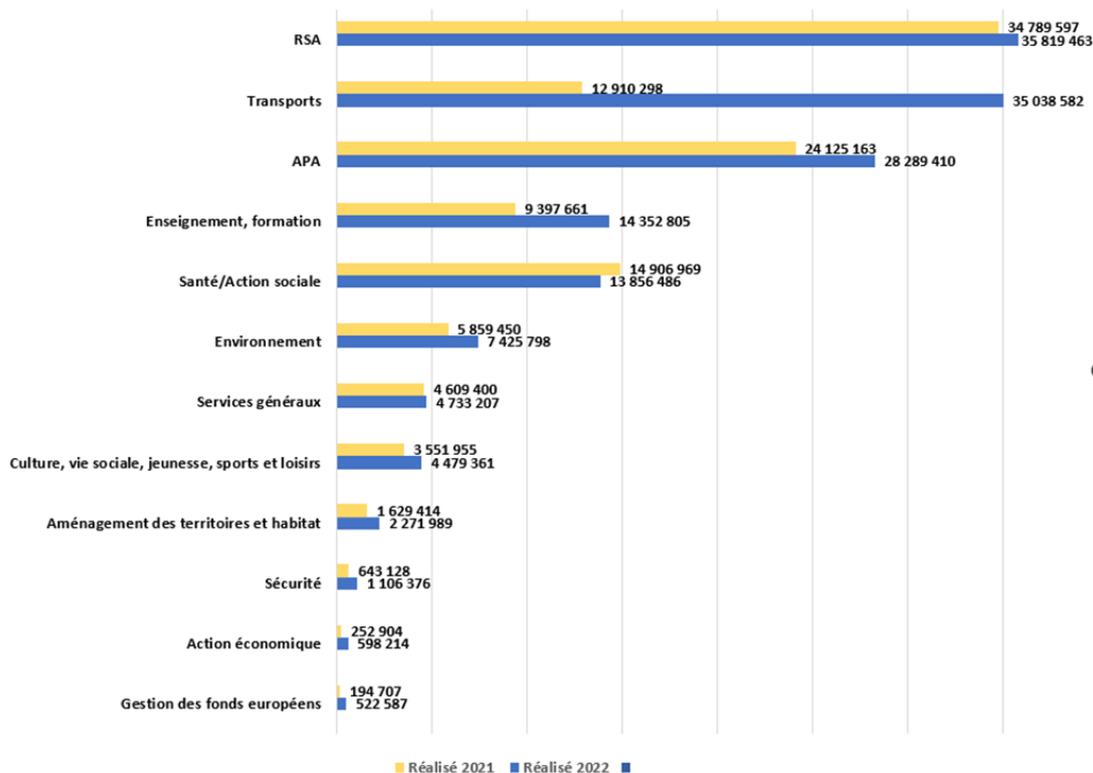
Les recettes dites sectorielles, relèvent des chapitres ventilés. Elles s'élèvent à 148,494 M€ et affichent une hausse de +31,56 % par rapport à 2021 (112,871 M€).

Elles se déclinent par chapitre fonctionnel de la façon suivante :

	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Evol 2022/2021 en %	Evol 2022/2021 en €
<b>RECETTES FONCTIONNEMENT</b>	<b>1 083 969 461</b>	<b>1 142 470 441</b>	<b>1 278 026 167</b>	<b>11,9%</b>	<b>135 555 726</b>
<b>OPERATIONS VENTILEES</b>	<b>102 664 677</b>	<b>112 870 652</b>	<b>148 494 280</b>	<b>31,6%</b>	<b>35 623 628</b>
930 Services généraux	6 052 379	4 609 401	4 733 207	2,7%	123 806
9305 Gestion des fonds européens		194 708	522 587	168,4%	327 880
931 Sécurité	1 544 016	643 128	1 106 376	72,0%	463 248
932 Enseignement, formation professionnelle et	7 206 969	9 397 661	14 352 805	52,7%	4 955 144
933 Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	2 049 900	3 551 956	4 479 361	26,1%	927 406
934 Santé/action sociale	14 575 656	14 906 970	13 856 486	-7,0%	- 1 050 483
934-3 APA	19 242 814	24 125 163	28 289 410	17,3%	4 164 247
934-4 RSA	34 403 882	34 789 598	35 819 463	3,0%	1 029 866
935 Aménagement des territoires et habitat	1 400 005	1 629 414	2 271 989	39,4%	642 575
936 Action économique	721 331	252 904	598 214	136,5%	345 309
937 Environnement	4 316 882	5 859 451	7 425 798	26,7%	1 566 347
938 Transports	11 150 843	12 910 299	35 038 582,14	171,4%	22 128 284



La répartition du montant des recettes perçues en 2021 et 2022 sur l'ensemble des chapitres fonctionnels est détaillée comme suit :



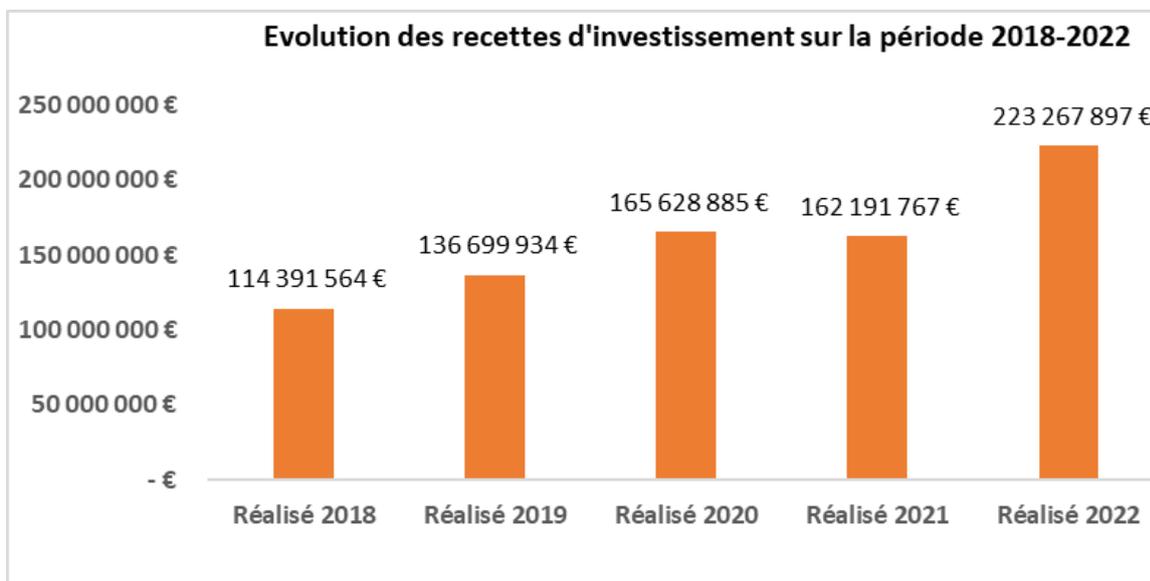
- **Le secteur social APA-RSA PCH** représente 52,50 % des titres de recettes sectorielles émis avec un montant de 77,965 M€, soit une augmentation de +5,61 % par rapport à 2021. Ces recettes proviennent essentiellement des dotations de l'Etat versées au titre de l'Allocation personnalisée d'autonomie (APA), de la Prestation de compensation du handicap (PCH), des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH). Les autres recettes se rapportent aux recouvrements sur bénéficiaires comme la récupération des indus RSA, des aides sociales sur les successions. En 2022, la Caisse Nationale de Solidarité pour l'autonomie a versé à la Collectivité de Corse environ 4,743 M€ au titre de l'accompagnement des services d'aide à domicile (SAAD) prévu par le décret n°2021-1155 du 6 septembre 2021 ;
- **Le secteur des transports** affiche également un volume important et représente 23,60 % des recettes sectorielles de fonctionnement pour un montant de 35,039 M€, soit une évolution de +171,40 % par rapport à 2021. Cette augmentation résulte du versement en 2022 d'une dotation complémentaire exceptionnelle (+33 M€) au titre de l'inflation, ainsi que de l'augmentation du produit des régies des transports routiers et des redevances perçues sur le domaine public routier ;
- **Le secteur de l'enseignement et de la Formation professionnelle** représente 9,67 % des recettes sectorielles pour un montant de 14,353 M€, soit une hausse de +52,73 % par rapport à 2021. Cette évolution s'explique par la prise en compte de recettes découlant du PRIC (Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences) qui a généré une augmentation des recettes constituant la plus grande partie des encaissements sur ce chapitre (14,352 M€ en 2022 contre 9,39 M€ en 2021). Cette variation correspond aux versements encaissés en 2022 au titre des conventions financières antérieures. Il s'agit pour l'année 2019 du solde de la convention, et des encaissements des acomptes liés aux conventions 2020, 2021 et 2022 pour lesquelles un retard dans les versements avait été constaté. Les autres recettes sont constituées par les encaissements du Fonds académique de rémunération de personnels d'internat pour les cantines scolaires, de recettes du Fonds social européen pour la formation professionnelle et du Fonds de soutien pour les centres de formation des apprentis ;

- **Le secteur de l'environnement** couvre 5 % des recettes sectorielles pour un montant de 7,426 M€, soit une augmentation de +26,73 % par rapport à 2021. La Taxe d'aménagement représente 91,79 % des recettes dédiées aux Espaces Naturel Sensibles et au CAUE (6,81 M€). Les autres recettes sont composées des fonds européens dans le cadre du programme Interreg IT Maritimo (0,179 M€), du versement de la taxe sur les passagers maritimes (0,105 M€ au titre des exercices 2020 et 2021), des concessions de terrain (+0,124 M€), ainsi que des recettes liées à la lutte antivectorielles (0,066 M€) ;
- **Le secteur des services généraux** représente 3,19% des recettes sectorielles avec un montant de 4,733 M€, soit une augmentation de +2,69% par rapport à 2021. Ces recettes concernent notamment le recouvrement des loyers, les remboursements des mises à dispositions de personnel, la gestion des tickets-restaurants ainsi que les remboursements liés aux arrêts maladie. En 2022, on peut souligner le versement des taxes foncières 2019, 2020 et 2021 des aéroports de Haute-Corse par la CCI (0,739 M€) et des loyers issus du contrat de location gérance conclu avec la société des eaux d'Orezza (0,190 M€) ;
- **Le secteur de la culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs** comptabilise 3,02 % des recettes sectorielles avec un montant de 4,479 M€ en augmentation de +26,11 % par rapport à 2021. Elles sont constituées pour l'essentiel des versements du FEDER MARITIMO concernant le projet GRITACCESS porté par la CdC (2,23 M€), et de la contribution financière de l'Agence nationale du Sport par le fonds territorial de soutien du sport attribué au titre des projets sportifs et territoriaux (1,51 M€) ainsi que des recettes encaissées par les régies des musées et sites archéologiques (0,439 M€) ;
- **Le secteur de l'Aménagement des territoires et habitat** représente 1,53% des recettes sectorielles avec 2,272 M€, soit une augmentation de +39,44 % par rapport à 2021 (PM : 1,629 M€). La Taxe d'aménagement constitue 57 % des recettes perçues sur ce secteur avec un montant de 1,298 M€ et a progressé de +25 % par rapport à 2021 (PM : 1,032 M€). Les autres produits significatifs sont constitués de versements résultant de l'application de conventions de mise à disposition de réseau très haut débit (0,353 M€), de versements de subventions de l'agence de l'eau dans le cadre de l'entretien des milieux aquatiques (0,271 M€) et d'une subvention d'Etat au titre du Fonds national d'aménagement du territoire (0,150 M€) ;
- **Le secteur Sécurité** représente 0,75 % des recettes sectorielles avec un montant de 1,106 M€, soit une augmentation de +0,463 M€ (+72 %) par rapport à 2021 (PM : 0,643 M€). Il s'agit de la participation financière de l'Etat pour l'armement et le fonctionnement de patrouilles de surveillance des incendies de forêt et d'intervention sur feux (FORSAP) d'une part, et d'autre part de surveillance terrestre et de détection précoce des incendies de forêt et d'intervention sur feux naissants (DFCI).

## 2.2 Les recettes d'investissement

Les recettes globales d'investissement 2022 s'élèvent à 223,268 M€ et enregistrent une hausse de +37,7 % par rapport à 2021 (PM : 162,192 M€).

	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Evol 2022/2021 %	Réalisé 2022 hors PTIC CFF	Evol 2022/2021 hors PTIC CFF %
<b>RECETTES REELES INVESTISSEMENT</b>	<b>165 628 885 €</b>	<b>162 191 767 €</b>	<b>223 267 897 €</b>	<b>37,66%</b>	<b>193 267 897 €</b>	<b>19,16%</b>
VENTILEES	43 894 852 €	58 760 146 €	94 206 387 €	60,32%	64 206 387 €	9,27%
NON VENTILEES	121 734 033 €	103 431 621 €	129 061 510 €	24,78%	129 061 510 €	24,78%

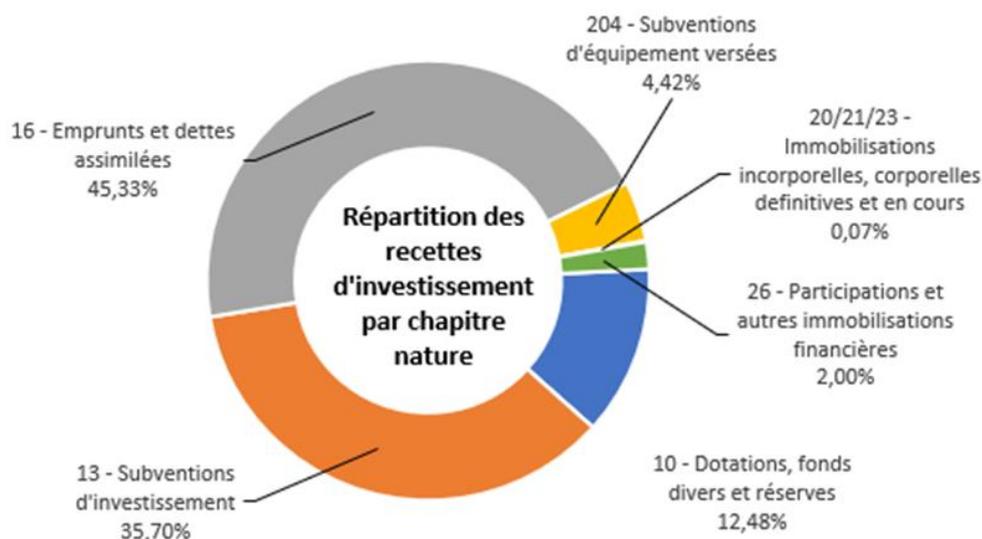


Cette progression de +37,7 % résulte principalement de la hausse des recettes sectorielles avec notamment les premiers versements reçus dans le cadre du dispositif du Plan de Transformation et d'Investissement pour la Corse (PTIC) pour compenser le paiement de la condamnation CFF de 101M€.

Prévues sur la base d'un versement global de 50M€ sur l'exercice 2022, les réalisations budgétaire et administrative de cette recette ont finalement été fractionnées sur deux exercices budgétaires. Un premier acompte de 30M€ (60%) a été encaissé en 2022 et un deuxième versement 20M€ sera versé en 2023 sur présentation des justificatifs. Il est à noter que cette recette porte sur des dépenses sous maîtrise d'ouvrage CdC dans les domaines des transports, des collèges et lycées, initialement inscrites sans cofinancement. Il n'a pas généré de dépenses supplémentaires 2022.

- **Analyse et comparaison établies par chapitre nature**

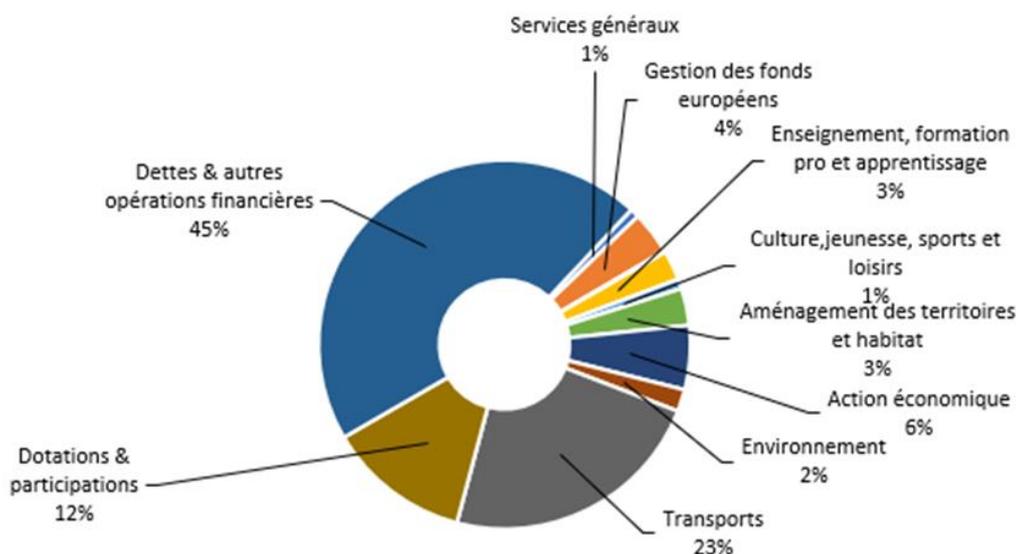
Chapitre nature	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Evol 2022/2021 en %	Evol 2022/2021 en €
<b>Recette Investissement</b>	<b>165 628 449</b>	<b>162 157 723</b>	<b>223 267 897</b>	<b>37,69%</b>	<b>61 110 174</b>
10 - Dotations, fonds divers et réserves	21 128 749	17 920 267	27 857 352	55,45%	9 937 085
13 - Subventions d'investissement	38 335 376	55 913 403	79 716 565	42,57%	23 803 162
16 - Emprunts et dettes assimilées	80 730 483	85 000 000	101 214 158	19,08%	16 214 158
20 - Immobilisations incorporelles	9 051	4 470	6 660	49,01%	2 190
204 - Subventions d'équipement versées	179 254	1 589 712	9 867 671	520,72%	8 277 959
21 - Immobilisations corporelles	135	621	50 848	8084,09%	50 226
23 - Immobilisations en cours	532 906	15 028	95 969	538,59%	80 941
26 - Participations et créances rattachées à des participations	0	1 224 750	2 861 306	133,62%	1 636 556
27 - Autres immobilisations financières	24 712 495	489 472	1 597 368	226,35%	1 107 896



- Analyse et comparaison établies par chapitre fonction

	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Evol 2022/2021 en %	Evol 2022/2021 en €	
<b>RECETTES INVESTISSEMENT</b>	<b>165 628 449</b>	<b>162 191 767</b>	<b>223 267 897</b>	<b>37,7%</b>	<b>61 076 130</b>	
<b>OPERATIONS VENTILEES</b>	<b>43 894 416</b>	<b>58 760 146</b>	<b>94 206 387</b>	<b>60,3%</b>	<b>35 446 241</b>	
900	Services généraux	4 562 852	72 394	1 807 092	2396,2%	1 734 698
9005	Gestion des fonds européens	10 998 514	16 667 780	8 411 032	-49,5%	- 8 256 747
901	Sécurité	157 329	68 772	266 619	287,7%	197 847
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	217 500	4 164 549	5 773 623	38,6%	1 609 074
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	1 124 057	1 243 219	1 919 743	54,4%	676 524
904	Santé/action sociale		81 811	28 863	-64,7%	- 52 948
905	Aménagement des territoires et habitat	6 287 455	6 191 305	7 225 095	16,7%	1 033 790
906	Action économique	2 669 329	2 166 525	12 542 384	478,9%	10 375 858
907	Environnement	1 314 337	1 376 512	4 333 755	214,8%	2 957 244
908	Transports	16 563 043	26 727 279	51 898 180	94,2%	25 170 901
<b>OPERATIONS NON VENTILEES</b>	<b>121 734 033</b>	<b>103 431 621</b>	<b>129 061 510</b>	<b>24,8%</b>	<b>25 629 889</b>	
922	Dotations & participations	23 453 907	18 431 621	27 857 352	51,1%	9 425 731
923	Dettes & autres opérations financières	98 280 125	85 000 000	101 204 158	19,1%	16 204 158

### Répartition des recettes d'investissement 2022 par fonction



### 2.2.1 Les recettes sectorielles d'investissement : +60,32 %

Les recettes sectorielles d'investissement s'élèvent à 94,206 M€. Elles sont en augmentation de +60,32 % par rapport à 2021, soit +35,446 M€. Cette évolution se répartit de la manière suivante :

- **Le secteur des transports** représente 55,09 % des recettes sectorielles d'investissement pour un montant de 51,898 M€, soit une hausse de +94,18 % par rapport à 2021 (PM +25,171 M€). Elles sont composées essentiellement des recettes cofinancées au titre du PEI, des projets au PTIC, du plan France Relance, et de financements complémentaires dans le cadre du FMA (Fonds Mobilité Active) ayant pour objet de cofinancer des infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires. Cette forte augmentation par rapport à 2021 résulte de l'attribution d'une dotation exceptionnelle globale de 50 M€ dans le cadre de la mise en œuvre du Plan de Transformation et d'Investissement pour la Corse (PTIC), pour le financement du programme de modernisation et d'amélioration du réseau routier pour laquelle la CdC a perçu 24 M€ au titre des Transports en 2022.
- **Le secteur de l'Action économique** représente 13,31 % des recettes, avec un montant de 12,542 M€, soit une évolution de +478,92 % par rapport à 2021. Ces recettes proviennent du fonds d'ingénierie financière (Fonds Régional de Garantie) financé par la Collectivité de Corse et confié à la BPI. Les recettes de ce secteur concernent les remboursements des instruments d'ingénierie financière du PO-FEDER 2007-2013, ainsi que les avances remboursables du dispositif « pattu Ristrutturazioni », à destination des entreprises en difficultés, mis en œuvre par l'ADEC. Ces recettes sont également constituées du versement des avances au titre du PEI dans le cadre du dispositif PINVILLE notamment à travers le volet PEI- PROSSIMA destiné d'une part au financement des TPE dans le secteur des entreprises confié à l'ADEC et d'autre part au financement des TPE dans le secteur du tourisme confié à l'ATC.
- **Le secteur des fonds Européens** représente 8,93 % des recettes avec un montant de 8,411 M€, soit une baisse de -49,54 % par rapport à 2021. Ces recettes sont constituées de demande de reversement de fonds attribués au titre du PO Feder-FSE 2014-2020 (0,486 M€), des versements au titre du PO-FEDER 2014-2020 (5,212 M€) des remboursements des instruments d'ingénierie financière du PO-FEDER 2007-2013 (2,398 M€), des versements du FRG (Fonds Régional de Garantie) financé par la Collectivité de Corse et confié à la BPI et des remboursements du fonds d'investissement et de compétitivité corsefinancement (0,306 M€).
- **Le secteur de l'Aménagement des territoires et habitat** indique 7,67 % des recettes avec 7,225 M€, en hausse de +16,70 % par rapport à 2021. La majeure partie de cette recette concerne les cofinancements (FEDER et Etat) dans le domaine des infrastructures relatifs au déploiement du réseau haut débit et très haut débit sur le territoire, avec notamment l'attribution de la délégation de service public (6,9 M€).
- **Le secteur de l'enseignement et Formation professionnelle** représente 6,13 % des recettes pour un montant de 5,774 M€, soit une augmentation de +1,609 M€ (+38,64 %) par rapport à 2021. Cette évolution est due en partie à la dotation de l'Etat allouée dans le cadre de la mise en œuvre du Plan de Transformation et d'Investissement pour la Corse (PTIC), et d'autre part à la comptabilisation de recettes au titre du Plan de relance, de la DSID perçues au titre de cofinancements d'opérations pluriannuelles structurantes dans les lycées et collèges pour un montant de 5,09 M€ et enfin au fonds de soutien au développement des Centres de formation des apprentis pour 0,575 M€.
- **Le secteur de l'environnement** affiche 4,60% des recettes sectorielles pour un montant de 4,334 M€, en hausse par rapport à 2021. Les recettes sur ce chapitre portent sur des cofinancements PEI d'opérations d'infrastructures liées à la gestion de l'eau et sur la contribution de l'agence de l'eau.

- **Le secteur de la culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs** représente 2,04 % des recettes avec un montant de 1,920 M€, soit une augmentation de +54,42 % par rapport à 2021. Ces recettes sont composées notamment des cofinancements du Centre national du cinéma et de l'image (CNC) pour le secteur de l'audiovisuel et de cofinancements Etat dans le domaine du patrimoine.
- **Le secteur des services généraux**, constitue une recette en forte hausse (+2396,18 %) avec un montant de 1,807 M€ par rapport à 2021 (PM : 0,072 M€). Cette hausse est directement liée au versement par l'Etat de l'avance perçue au titre du Plan de Transformation et d'Investissement pour la Corse (PTIC) destinée à l'achat de véhicules et d'engins pour la Collectivité de Corse pour un montant de 1,584 M€.
- **Le secteur sécurité** enregistre une augmentation de recettes de +287,68 % avec un montant de 0,267 M€. Cette variation à la hausse provient principalement des subventions perçues dans le cadre du programme de « défense de la forêt contre les incendies » (DFCI).

### 2.2.2 Les recettes d'investissement non ventilées

	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Evol 2022/2021	Evol 2022/2021 en %
<b>OPERATIONS NON VENTILEES</b>	<b>121 734 033</b>	<b>103 431 621</b>	<b>129 061 510</b>	<b>24,8%</b>	<b>25 629 889</b>
922 Dotations & participations	23 453 907	18 431 621	27 857 352	51,1%	9 425 731
923 Dettes & autres opérations financières	98 280 125	85 000 000	101 204 158	19,1%	16 204 158

Hors emprunt, les recettes non ventilées d'investissement 2022 s'élèvent à 27,857 M€ soit une augmentation de +9,426 M€. Cette variation de + 51,1 %, résulte à la fois :

- de la hausse du FCTVA 2022 par rapport à 2021 directement liée à la reprise des investissements après le ralentissement enregistré en 2020.
- Mais surtout du rattrapage de FCTVA résultant de la mise à jour du suivi des immobilisations. En effet, en collaboration avec les services de la paie, les services de la collectivité ont pour mission de transférer les frais d'études sur des comptes de travaux dès lors que ceux-ci sont suivis d'un commencement d'exécution de travaux. Ces opérations de retraitement sont budgétaires et impliquent l'émission de titres au compte 203 concerné et de mandats sur un compte de travaux (21 ou 23).  
Ces mandats réalisés sur un compte 21 ou 23 du chapitre 925 deviennent alors éligibles au FCTVA (taux de 16,404 % appliqué aux dépenses d'investissement concernées).  
Des travaux importants de rapprochement ont été effectués en 2021 et poursuivis en 2022 pour effectuer ces transferts et bénéficier ainsi du versement de FCTVA.

Le poste « dettes et autres opérations financières » est en augmentation de +16,204 M€.

Chapitre fonction/nature	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Evol 2022/2021	Evol 2022/2021 en %
<b>922</b>	<b>23 453 907</b>	<b>18 431 621</b>	<b>27 857 352</b>	<b>9 425 731</b>	<b>51,1%</b>
10 - Dotations, fonds divers et réserves	21 128 749	17 920 267	27 857 352	9 937 085	55,5%
13 - Subventions d'investissement	2 325 158	511 354	-	511 354	-100,0%
<b>923</b>	<b>98 280 125</b>	<b>85 000 000</b>	<b>101 204 158</b>	<b>16 204 158</b>	<b>19,1%</b>
16 - Emprunts et dettes assimilées	80 706 900	85 000 000	101 204 158	16 204 158	19,1%
27 - Autres immobilisations financières	17 573 225	-	-	-	-
<b>Total général</b>	<b>121 734 033</b>	<b>103 431 621</b>	<b>129 061 510</b>	<b>25 629 889</b>	<b>24,8%</b>

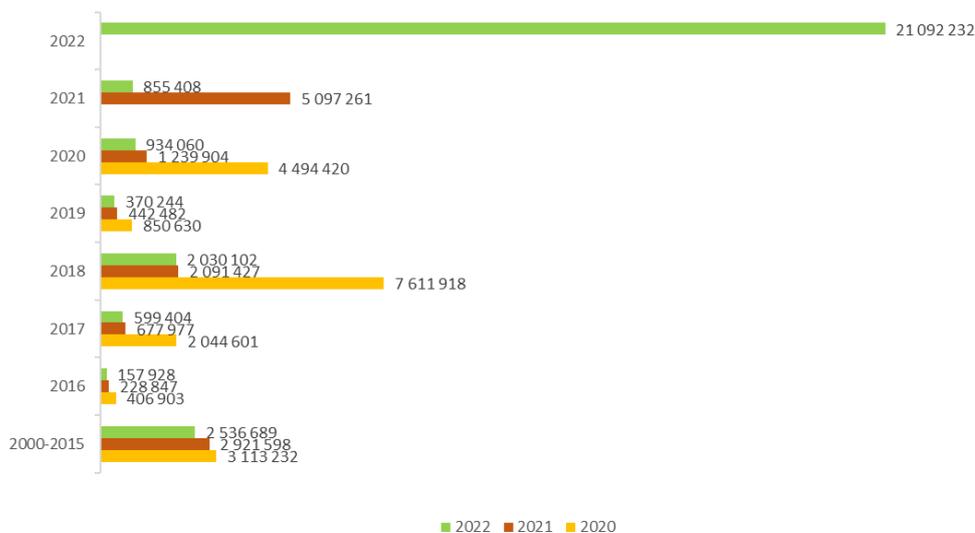
### 2.3 Les restes à recouvrer au 31/12/2022

Les restes à recouvrer sont constitués des titres émis par la Collectivité, pris en charge par la Paierie de Corse, donc intégrés au résultat, mais non encore recouverts.

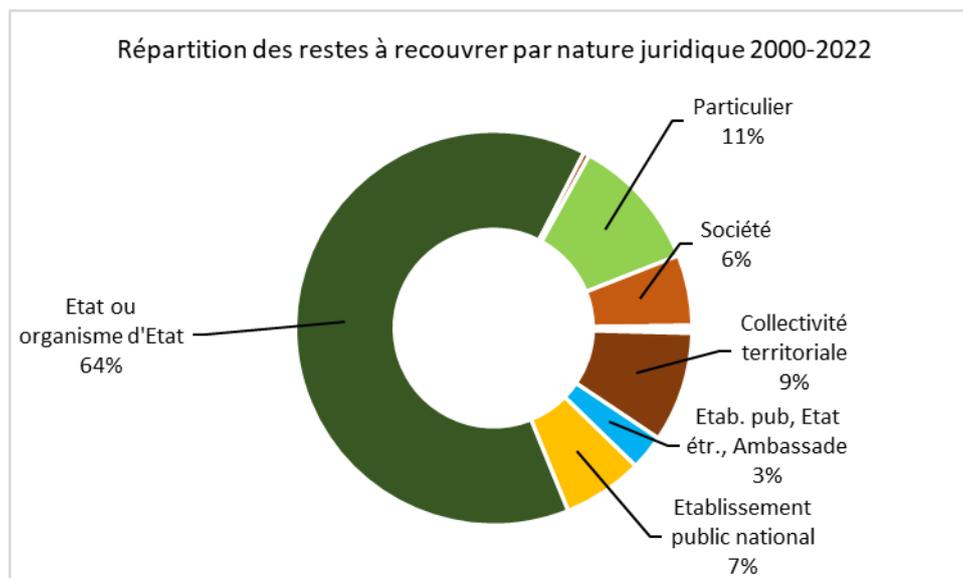
Ils sont arrêtés à la somme de 28,576 M€ au 31 décembre 2022, dont 21,092 M€ au titre de l'exercice 2022. Pour mémoire, le montant au 31/12/2021 était de 12,699 M€.

Les services de la Collectivité ont mis en place, en lien avec la Paierie de Corse, un travail sur la qualité comptable dont une partie des effets se traduit par l'amélioration du recouvrement sur les titres antérieurs à l'exercice en cours.

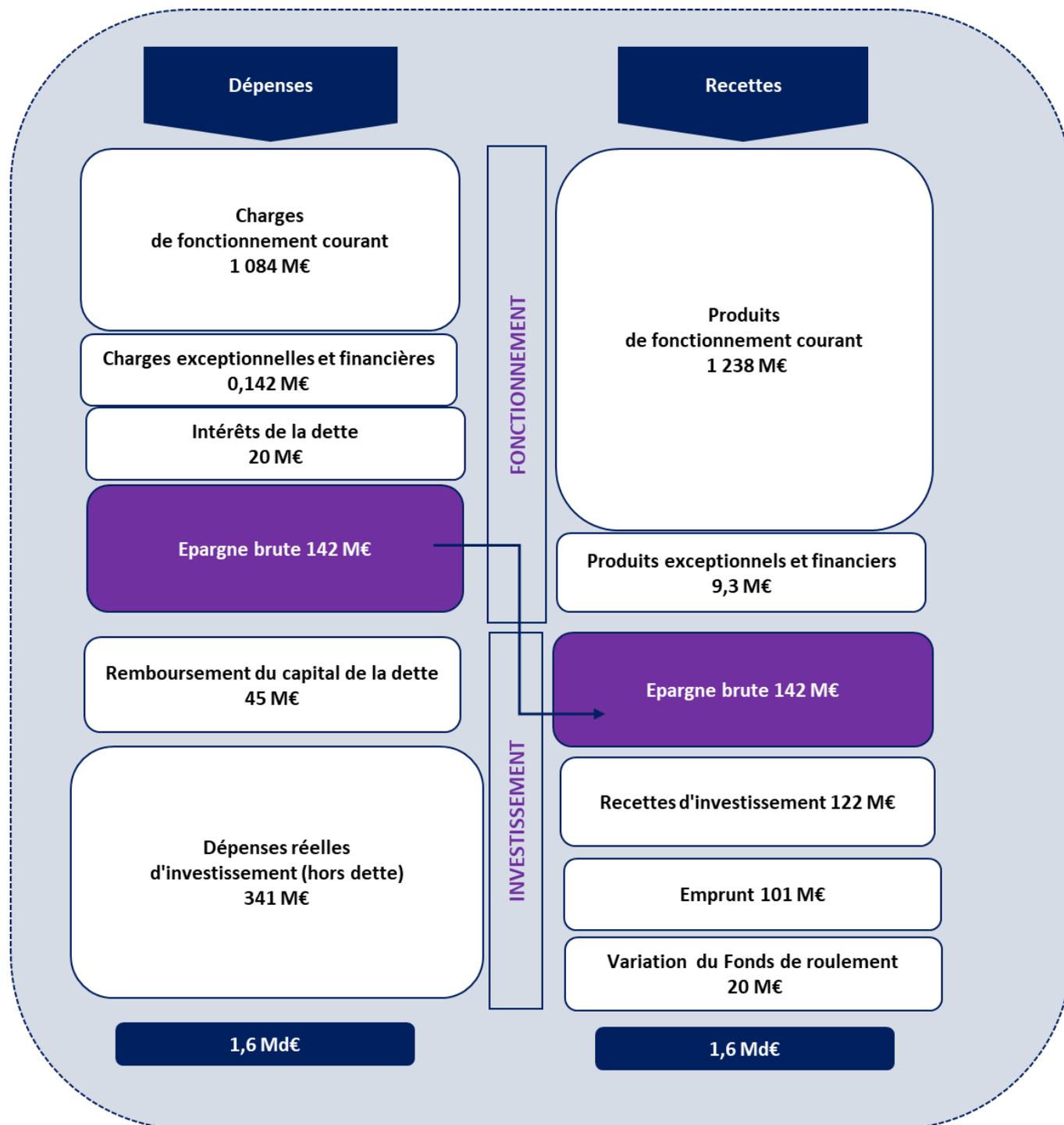
Evolution 2020/2022 des restes à recouvrer au 31/12/2022



La répartition par nature juridique des tiers débiteurs sur la période 2000 à 2022 est présentée dans le graphique ci-dessous. Pour 2022, la structure des restes à recouvrer s'établit ainsi :



### 3. La situation financière



### 3.1 La constitution de l'épargne

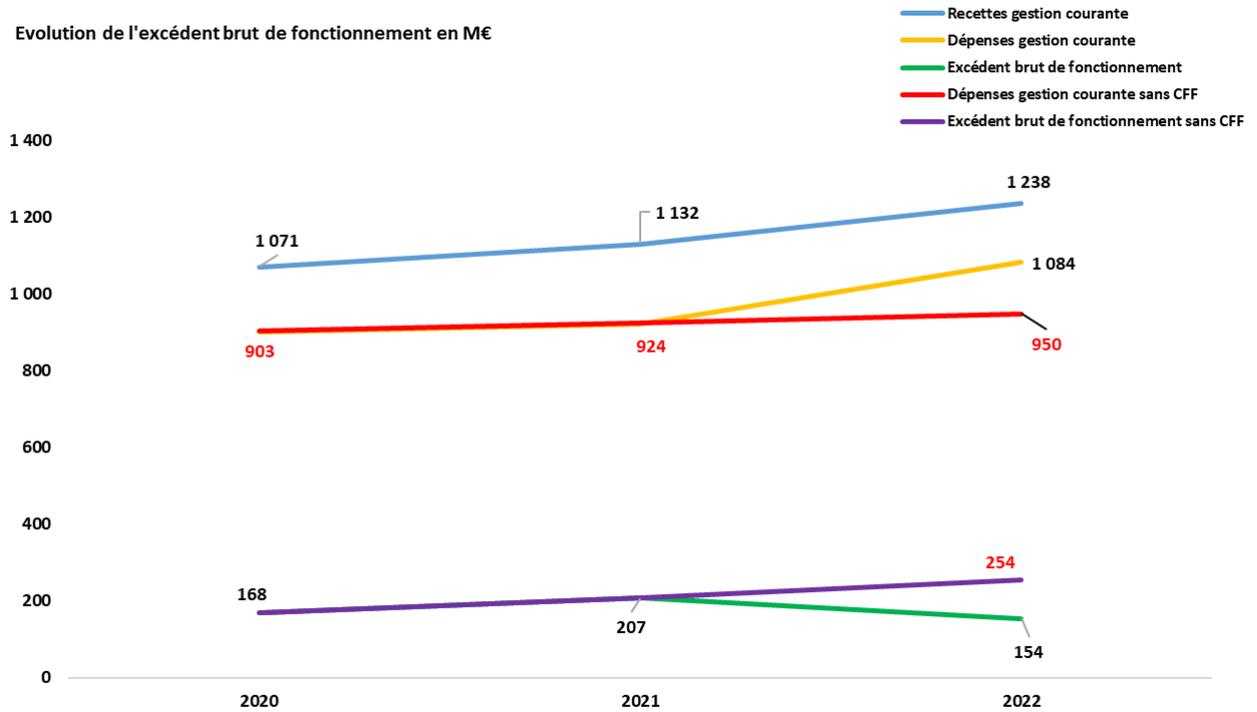
L'épargne dégagée sur la section de fonctionnement contribue au financement des investissements. L'analyse des soldes d'épargne permet d'apprécier la capacité structurelle d'une collectivité à couvrir ses besoins de financement.

#### Soldes intermédiaires de gestion

	2020	2021	2022	2022 hors CFF et DCE	2022/21
Produits services et des domaines - 70	2 013 558,62	3 503 774,92	2 607 228,48	2 607 228,48	-896 546,44
Impôts et taxes - 73 et 731	654 296 233,68	705 593 965,70	778 116 036,94	778 116 036,94	72 522 071,24
Dotations et participations - 74	338 196 402,00	340 887 478,97	383 094 111,77	350 094 111,77	42 206 632,80
Autres produits de gestion courante - 75	22 836 014,68	22 545 491,57	10 069 842,46	10 069 842,46	-12 475 649,11
Recettes sociales - 015 016 et 017	53 646 695,71	58 914 761,04	64 108 873,65	64 108 873,65	5 194 112,61
Atténuation de charges - 013	285 766,04	280 622,12	431 743,05	431 743,05	151 120,93
<b>Total recettes gestion courante (1)</b>	<b>1 071 274 670,73</b>	<b>1 131 726 094,32</b>	<b>1 238 427 836,35</b>	<b>1 205 427 836,35</b>	<b>106 701 742,03</b>
<i>Variation annuelle</i>	<i>-3,30%</i>	<i>5,64%</i>	<i>9,43%</i>	<i>6,51%</i>	
Charges à caractère général - 011	74 486 241,06	81 175 362,40	83 180 722,02	83 180 722,02	2 005 359,62
Charges de personnel - 012	210 232 605,00	218 821 938,91	225 956 963,65	225 956 964,65	7 135 024,74
Autres charges de gestion courante - 065 et 6586	496 568 769,59	498 630 550,26	642 716 302,70	509 128 470,64	144 085 752,44
Social - 015 016 et 017	110 003 229,32	114 257 507,29	118 344 499,16	118 344 499,16	4 086 991,87
Atténuation de produits - 014	12 111 129,92	11 588 995,08	14 057 529,10	14 057 530,10	2 468 534,02
<b>Total dépenses gestion courante (2)</b>	<b>903 401 974,89</b>	<b>924 474 353,94</b>	<b>1 084 256 016,63</b>	<b>950 668 186,57</b>	<b>159 781 662,69</b>
<i>Variation annuelle</i>	<i>3,44%</i>	<i>2,33%</i>	<i>17,28%</i>	<i>2,83%</i>	
<b>Excédent brut de fonctionnement (1) - (2)</b>	<b>167 872 695,84</b>	<b>207 251 740,38</b>	<b>154 171 819,72</b>	<b>254 759 649,78</b>	<b>-53 079 920,66</b>
<i>Variation annuelle</i>	<i>-28,39%</i>	<i>23,46%</i>	<i>-25,61%</i>	<i>22,92%</i>	
+ Produits financiers - 76	9 005 232,57	8 005 303,62	7 998 677,40	7 998 677,40	-6 626,22
+ Produits exceptionnels (hors 7761, 7718 et 777)	380 477,71	505 117,02	1 308 519,97	1 308 519,97	803 402,95
- Charges exceptionnelles et financières	639 974,00	1 163 570,04	142 690,80	142 690,80	-1 020 879,24
<b>= Epargne de gestion</b>	<b>176 618 432,12</b>	<b>214 598 590,98</b>	<b>163 336 326,29</b>	<b>263 924 156,35</b>	<b>-51 262 264,69</b>
<i>Variation annuelle</i>	<i>-26,98%</i>	<i>21,50%</i>	<i>-23,89%</i>	<i>22,99%</i>	
- Intérêts de la dette - 66111 et 66112	34 694 760,37	21 504 413,95	20 797 463,20	20 797 463,20	-706 950,75
<b>= Epargne brute</b>	<b>141 923 671,75</b>	<b>193 094 177,03</b>	<b>142 538 863,09</b>	<b>243 126 693,15</b>	<b>-50 555 313,94</b>
<i>Variation annuelle</i>	<i>-35,52%</i>	<i>36,05%</i>	<i>-26,18%</i>	<i>25,91%</i>	
<b>Taux épargne brute</b>	<b>13,25%</b>	<b>17,06%</b>	<b>11,51%</b>	<b>20,17%</b>	
- Remboursement du capital de la dette	37 588 335,30	48 220 654,80	45 024 527,96	45 024 527,96	-3 196 126,84
<b>= Epargne nette</b>	<b>104 335 336,45</b>	<b>144 873 522,23</b>	<b>97 514 335,13</b>	<b>198 102 165,19</b>	<b>-47 359 187,10</b>
<i>Variation annuelle</i>	<i>-44,18%</i>	<i>38,85%</i>	<i>-32,69%</i>	<i>36,74%</i>	
<b>Capacité de désendettement</b>	<b>6,20</b>	<b>4,84</b>	<b>7,00</b>	<b>4,10</b>	

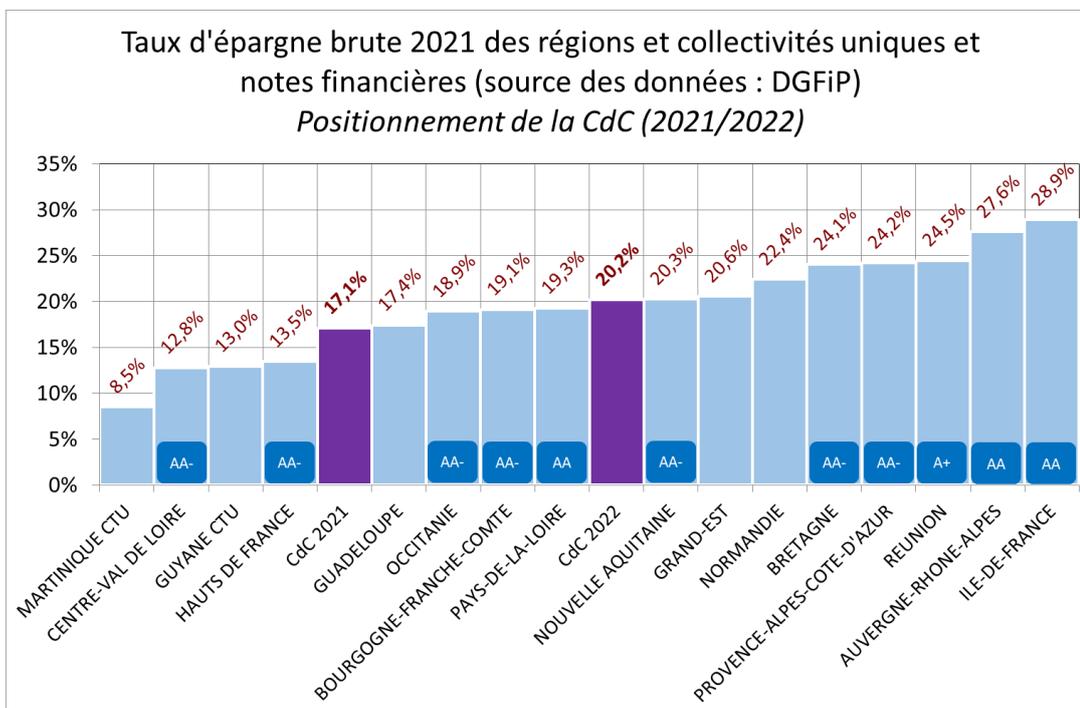
- **L'excédent brut courant** s'établit à 154,172 M€ en 2022, en baisse de -25,61 % par rapport à l'année précédente. Ce solde entre produits de fonctionnement courants et charges de gestion courante permet d'évaluer la capacité de la collectivité à dégager sur sa gestion courante, un excédent, et par conséquent des marges de manœuvre. Retraité, ce ratio s'établit à 254,759 M€, soit une variation de +22,92%.

Evolution de l'excédent brut de fonctionnement en M€

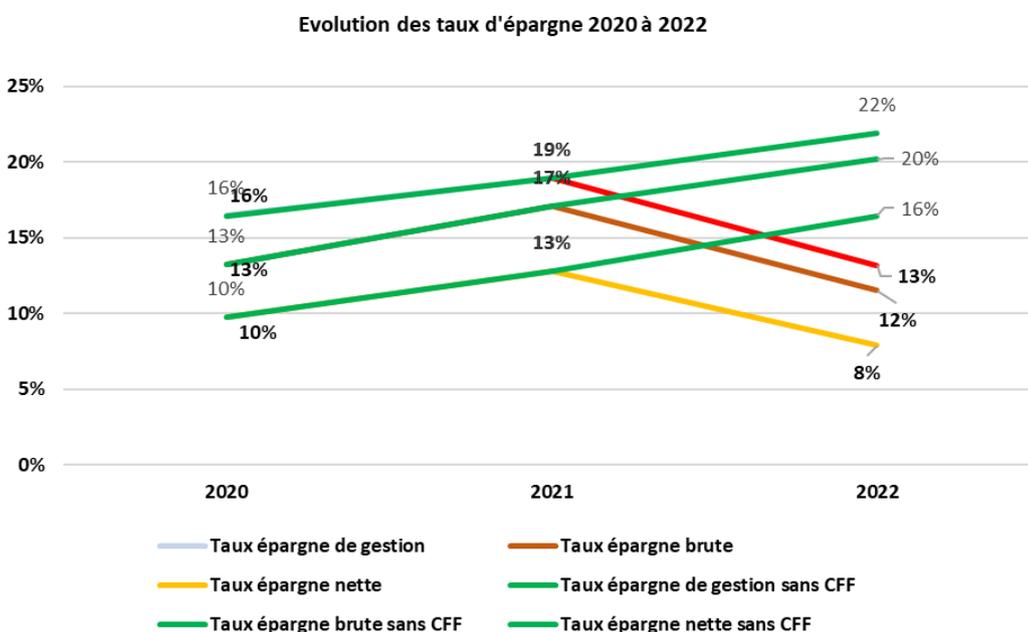


A partir de l'excédent brut, l'épargne se décompose comme suit :

- **L'épargne de gestion**, qui sert prioritairement au paiement de l'annuité de la dette, se calcule en majorant l'excédent brut courant des produits exceptionnels et financiers, minoré des charges exceptionnelles et financières. En 2022, elle s'établit à 163,336 M€, en baisse de -23,89 % par rapport à 2021. Retraité, ce ratio s'établit à 263,924 M€, soit une variation de +22,99%.
- **L'épargne brute**, qui correspond strictement à la contribution de la section de fonctionnement au financement de l'investissement, se déduit de l'épargne de gestion en retranchant les intérêts de la dette. **Ce ratio s'établit à 142,538 M€ en 2022**, en diminution de -26,18 % par rapport à 2021. Retraité, cet indicateur s'établit à 243,126 M€, soit une variation de +25,91%.  
Le taux d'épargne brute est de 11,51% en 2022 ; retraité, il passe à 20,17%. Il s'établissait à 17,06% en 2021.

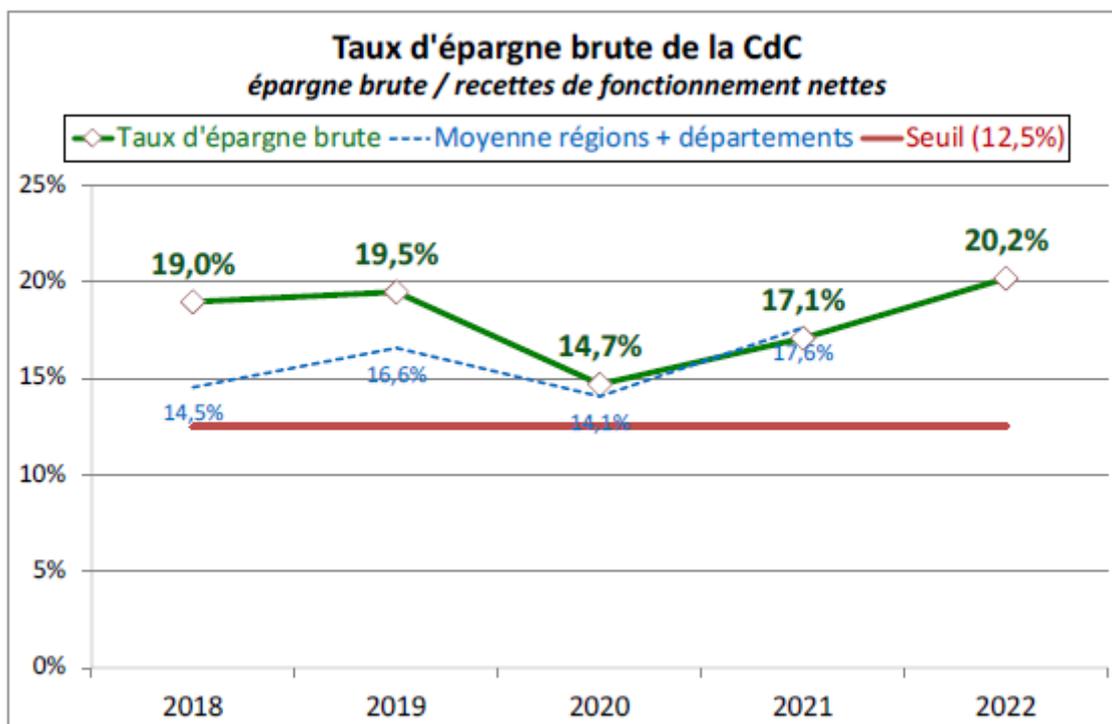


- **L'épargne nette** quant à elle indique la capacité de financement de la section d'investissement par la section de fonctionnement une fois couverte la dépense d'investissement obligatoire qu'est le remboursement de la dette en capital. Elle s'établit à 97,514 M€ contre 144,873 M€ en 2021. Retraité, cet indicateur s'établit à 198,102 M€, soit une variation de +36,94%.

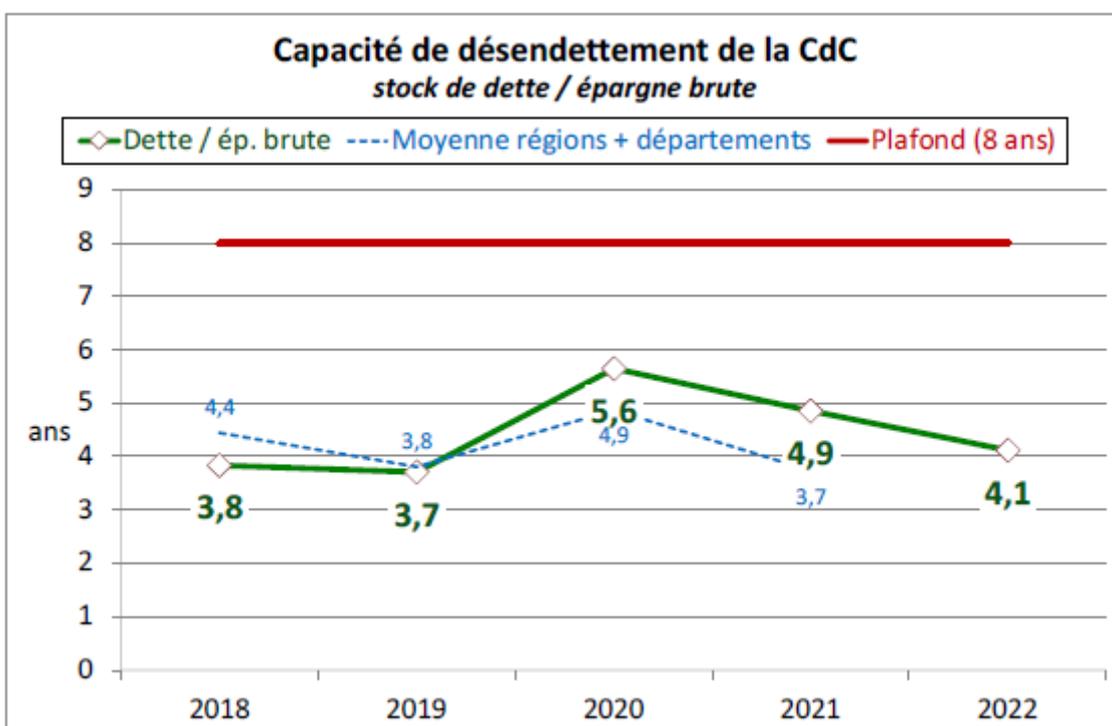


En 2022, la Collectivité voit diminuer ses taux d'épargne impactés par le montant de l'amende et des intérêts versés par la CdC dans le cadre de sa condamnation en réparation du préjudice subi par la Société Corsica Ferries à savoir 100,587 M€.

**Le taux d'épargne brute se situe au CA 2022 à 11,51 % (20,17% retraité des dépenses et recettes exceptionnelles).** Considérant que le « seuil de vigilance » d'un département se situe à 10 % et celui d'une région à 15 %, celui d'une CU peut être positionné autour de 12,5 %.



La capacité de désendettement est à 7 années (4,10 années retraitée de la condamnation CFF). Le seuil de vigilance est de 9 années.



Le taux de désendettement de la collectivité s'élève à 80,58 %. Ce ratio également appelé « ratio de surendettement », permet de mesurer le poids de la dette par rapport à la richesse de la collectivité.

### 3.2 Le financement des investissements 2022

La Collectivité de Corse dispose des ressources suivantes pour financer ses investissements :

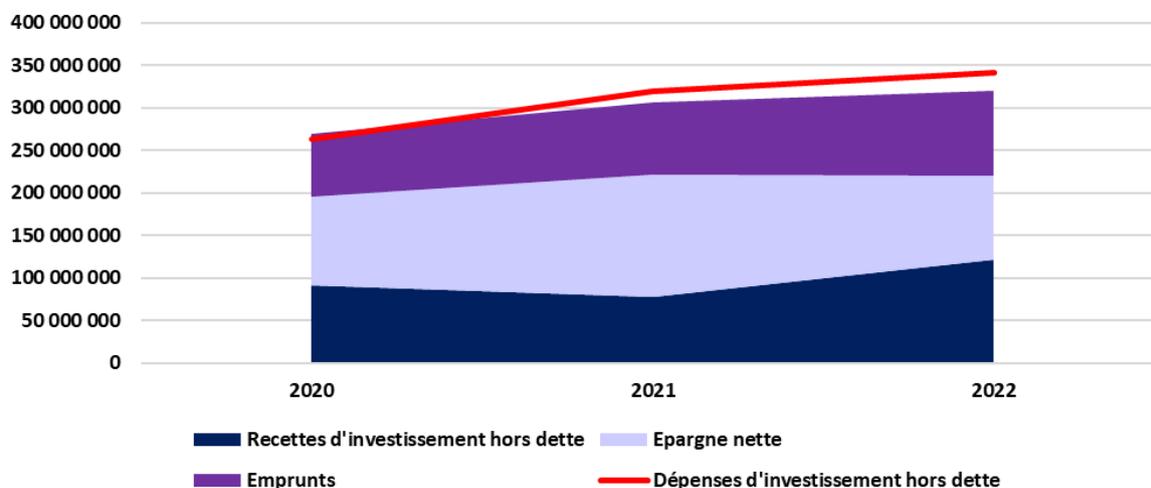
- ✓ Les ressources externes : subventions, FCTVA, autres dotations
- ✓ L'autofinancement dégagé par la section de fonctionnement
- ✓ L'emprunt

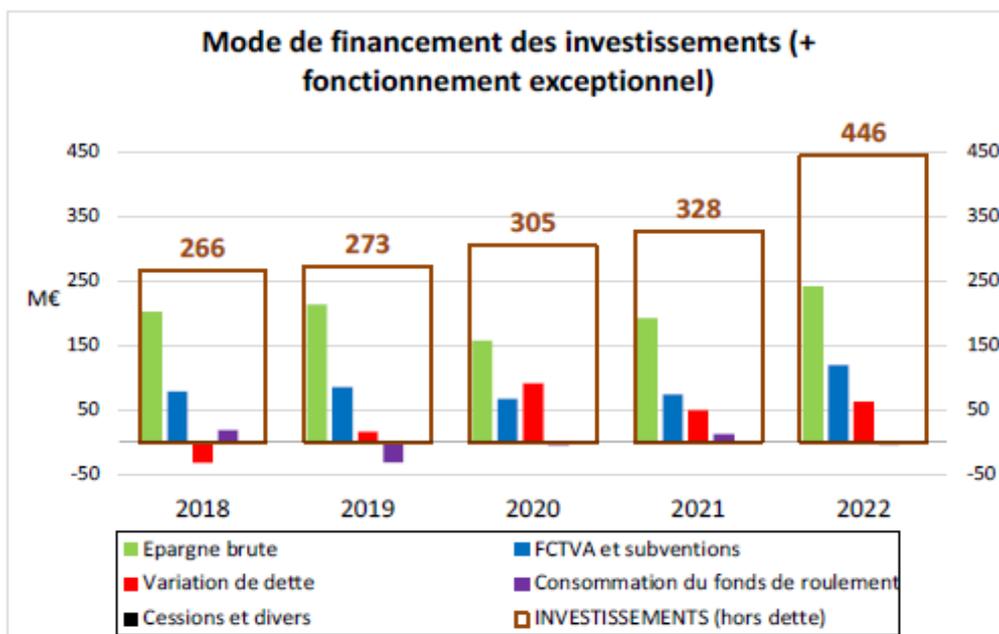
	2020	2021	2022
(-) Dépenses d'investissement hors dette	263 199 509,82	319 368 667,42	341 032 432,39
(+) Recettes d'investissement hors dette	90 628 448,66	77 191 767,06	122 063 739,11
<b>(=) Capacité ou besoin de financement total</b>	<b>-172 571 061,16</b>	<b>-242 176 900,36</b>	<b>-218 968 693,28</b>
<i>Variation annuelle</i>	-15,93%	40,33%	-9,58%
(+) Epargne nette	104 335 336,45	144 873 522,23	97 514 334,63
<b>(=) Capacité ou besoin de financement réel</b>	<b>-68 235 724,71</b>	<b>-97 303 378,13</b>	<b>-121 454 358,65</b>
<i>Variation annuelle</i>	271,57%	42,60%	24,82%
(+) Emprunts	75 000 000,00	85 000 000,00	101 204 158,00
<i>Variation annuelle</i>	48,66%	13,33%	19,06%
<b>(=) Variation du fonds de roulement (VRF)</b>	<b>6 764 275,29</b>	<b>-12 303 378,13</b>	<b>-20 250 200,65</b>

La comparaison des dépenses et des recettes d'investissement détermine un besoin de financement total. Il s'élève à 218,969 M€ en 2022. Ce besoin de financement est couvert prioritairement par l'épargne nette dégagée sur la section de fonctionnement, à hauteur de 97,514 M€, soit 44,53 %.

Un besoin de financement réel subsistant à hauteur de 121,454 M€, la collectivité a décidé de recourir à l'emprunt.

#### Structure du financement des investissements





### 3.3 L'incidence des neutralisations sur les résultats cumulés

L'instruction comptable M57 précise la procédure de neutralisation budgétaire de l'amortissement des bâtiments publics et des subventions d'équipement versées.

Au CA 2022, la neutralisation s'élève à 110,499 M€ pour une dotation aux amortissements de 141,585 M€. Les tableaux ci-dessous reprennent les données du compte de gestion.

✓ *Aucune influence sur le résultat cumulé de l'exercice 2022*

Il convient de rappeler que la neutralisation n'influence par le résultat de l'exercice (voir tableaux ci-dessous).

#### Résultat de l'exercice 2022 :

	Fonctionnement	Investissement	Résultat cumulé
Recettes	1 392 746 279,35	562 833 219,68	1 955 579 499,03
Dépenses	1 270 306 776,09	522 818 248,59	1 793 125 024,68
<b>Résultat</b>	<b>122 439 503,26</b>	<b>40 014 971,09</b>	<b>162 454 474,35</b>

#### Résultat de l'exercice 2022 hors neutralisation des amortissements :

Hypothèse sans neutralisation	Fonctionnement	Investissement	Résultat cumulé
Recettes	1 292 247 172,56	562 833 219,68	1 855 080 392,24
Dépenses	1 270 306 776,09	422 319 141,80	1 692 625 917,89
<b>Résultat</b>	<b>21 940 396,47</b>	<b>140 514 077,88</b>	<b>162 454 474,35</b>

✓ *Aucune influence sur le résultat cumulé au 31/12/2022*

*Résultat de clôture de l'exercice 2022 :*

Hypothèse avec neutralisation	Résultat de clôture au 31/12/2021	Part affectée à l'investissement exercice 2022	Résultat exercice 2022	Résultat de clôture au 31/12/2022
Investissement	-158 844 230,86		40 014 971,09	-118 829 259,77
Fonctionnement	176 066 241,29	158 844 230,86	122 439 503,26	139 661 513,69
			<b>162 454 474,35</b>	<b>20 832 253,92</b>

Le résultat de fonctionnement cumulé de l'exercice 2022 sera affecté ainsi en 2023 :

- ✓ Affectation obligatoire au 1068 de -118,829 M€ ;
- ✓ Report en tout ou partie en section de fonctionnement de 20,832 M€.

*Résultat de clôture de l'exercice 2022 hors neutralisation des amortissements :*

Hypothèse sans neutralisation	Résultat de clôture au 31/12/2021	Part affectée à l'investissement exercice 2022	Résultat exercice 2022	Résultat de clôture au 31/12/2022
Investissement	-158 844 230,86		140 514 077,88	-18 330 152,98
Fonctionnement	176 066 241,29	158 844 230,86	21 940 396,47	39 162 406,90
			<b>162 454 474,35</b>	<b>20 832 253,92</b>

L'affectation des résultats sera effectuée comme suit :

- ✓ Affectation obligatoire au 1068 de 18,330 M€ ;
- ✓ Report en tout ou partie en section de fonctionnement de 20,832 M€.

**La neutralisation effectuée en 2022 modifie l'affectation du résultat mais pas le résultat de l'exercice 2022 ni le résultat de clôture au 31/12/2022.**

## PARTIE 3 : BILAN DE LA GESTION PLURIANNUELLE AU 31/12/2022

- **Les stocks**

Pour la section de fonctionnement, le stock d'AE au 31/12/2022 est de **282,441 M€**, en hausse de +29,19 % par rapport au CA 2021. Ce stock est composé de 45,6 % de subventions de fonctionnement, de 44 % d'opérations directes et de 10 % pour les agences et offices. Cette variation s'explique aussi par la mise en place depuis 2021 de la gestion des chapitres fonctionnels relatifs au social (934 / 9343 /9344) en AE .

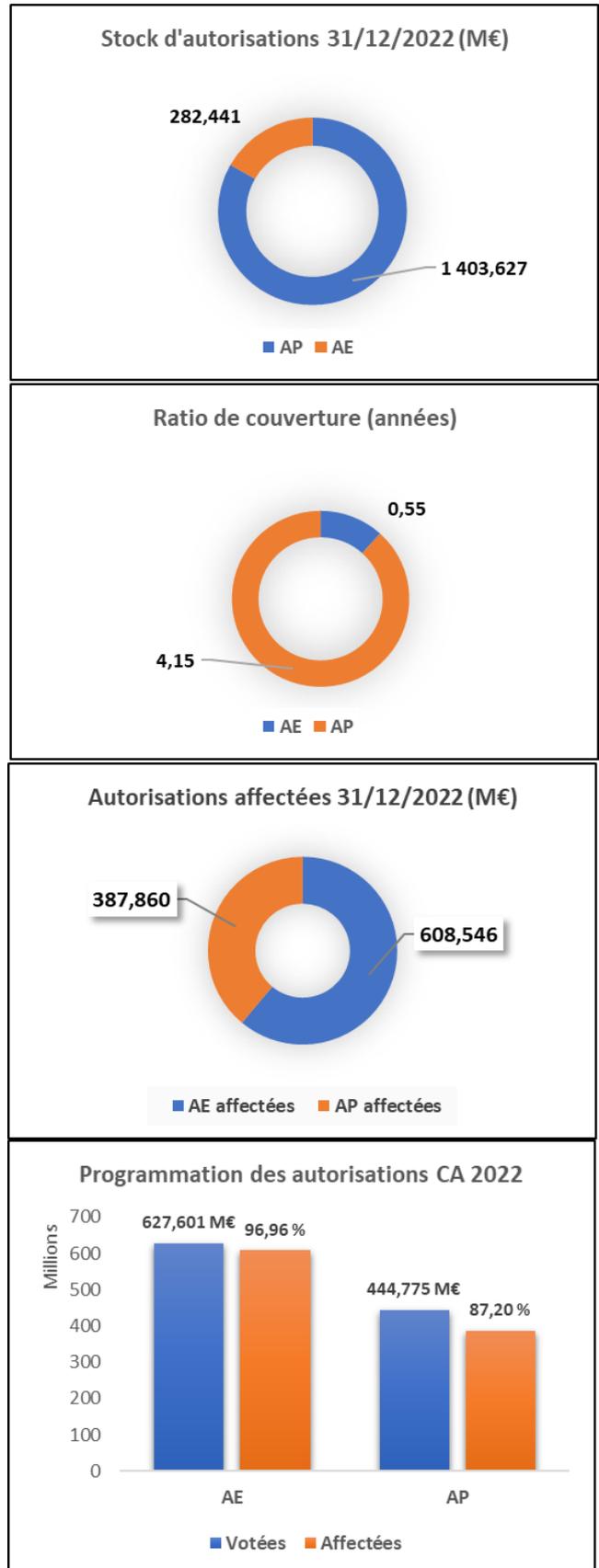
S'agissant de la section d'investissement, le stock d'AP au 31/12/2022 représente **1 403,627 M€**, en baisse de -3,24 % par rapport au CA 2021. Il est constitué de 59,63 % d'opérations directes, de 26,6 % de subventions d'investissement et de 10 % pour les agences et offices.

Le ratio de couverture des autorisations d'engagement affectées non mandatées au 31/12 s'établit à 0,55 années. A niveau de réalisations de CPF 2022, six mois seraient nécessaires pour résorber ce stock.

Le ratio de couverture des autorisations de programme affectées non mandatées au 31/12 s'élève à 4,15 années. La CdC est toute proche de la norme prudentielle qui est de 4 ans.

- **Taux de programmation**

La CdC maintient son taux d'affectation des autorisations votées à un niveau satisfaisant : **96,96 %** en fonctionnement et **87,20 %** en investissement.

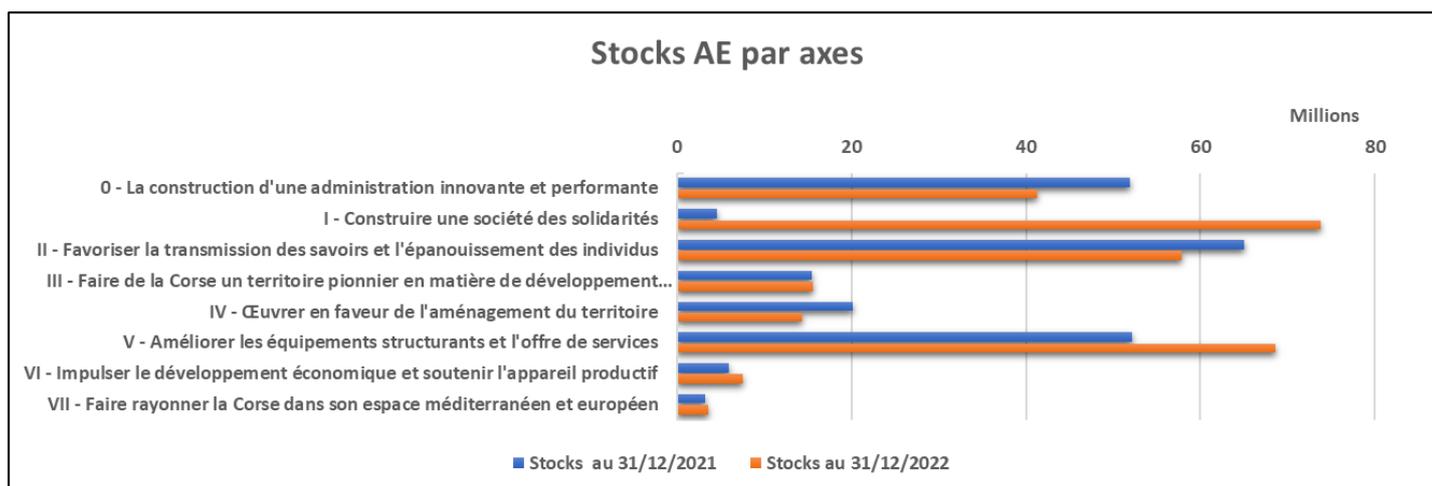


## 1. Le bilan des autorisations d'engagement

Le tableau présenté ci-dessous est une adaptation de l'annexe AE/AP réglementaire de la nomenclature M57, présente dans les annexes du compte administratif 2021. Un bilan de la gestion pluriannuelle de la collectivité doit être présenté à l'occasion du vote du CA.

En 2022, le montant des AE ouvertes et disponibles en fonctionnement pour affectation et mandatement était de **627 601 376,93 €**. Ces AE ont été affectées à hauteur de **608 546 197,88 €**.

Libellé	AE Votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE non affectées annulées (3)	Stock AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4)-(5)	Ratio de couverture
0 - La construction d'une administration innovante et performante	34 915 836,40	51 888 515,62	30 086 600,00	3 238 185,94	78 736 929,68	37 505 109,92	41 231 819,76	1,10
I - Construire une société des solidarités	80 565 052,00	4 615 351,90	74 896 073,77	1 538 093,77	77 973 331,90	4 166 784,75	73 806 547,15	17,71
II - Favoriser la transmission des savoirs et l'épanouissement des individus	86 900 000,00	65 034 674,51	80 480 452,62	6 670 138,01	138 844 989,12	80 978 297,29	57 866 691,83	0,71
III - Faire de la Corse un territoire pionnier en matière de développement durable et de respect de l'environnement	38 011 473,67	15 513 838,64	37 674 884,50	3 284 504,54	49 904 218,60	34 371 775,03	15 532 443,57	0,45
IV - Œuvrer en faveur de l'aménagement du territoire	64 760 346,97	20 178 412,73	63 372 848,79	8 027 050,33	75 524 211,19	61 195 987,41	14 328 223,78	0,23
V - Améliorer les équipements structurants et l'offre de services	287 398 667,89	52 153 095,63	287 307 659,00	5 391 624,05	334 069 130,58	265 492 058,65	68 577 071,93	0,26
VI - Impulser le développement économique et soutenir l'appareil productif	33 813 000,00	5 961 409,40	33 811 869,80	165 611,26	39 607 667,94	32 097 662,59	7 510 005,35	0,23
VII - Faire rayonner la Corse dans son espace méditerranéen et européen	1 237 000,00	3 287 233,81	915 809,40		4 203 043,21	615 155,75	3 587 887,46	5,83
<b>TOTAL</b>	<b>627 601 376,93</b>	<b>218 632 532,24</b>	<b>608 546 197,88</b>	<b>28 315 207,90</b>	<b>798 863 522,22</b>	<b>516 422 831,39</b>	<b>282 440 690,83</b>	<b>0,55</b>



Le stock d'AE restant à mandater au 31/12/2022 est de 282,441 M€, en hausse de +29,19 % par rapport à 2021.

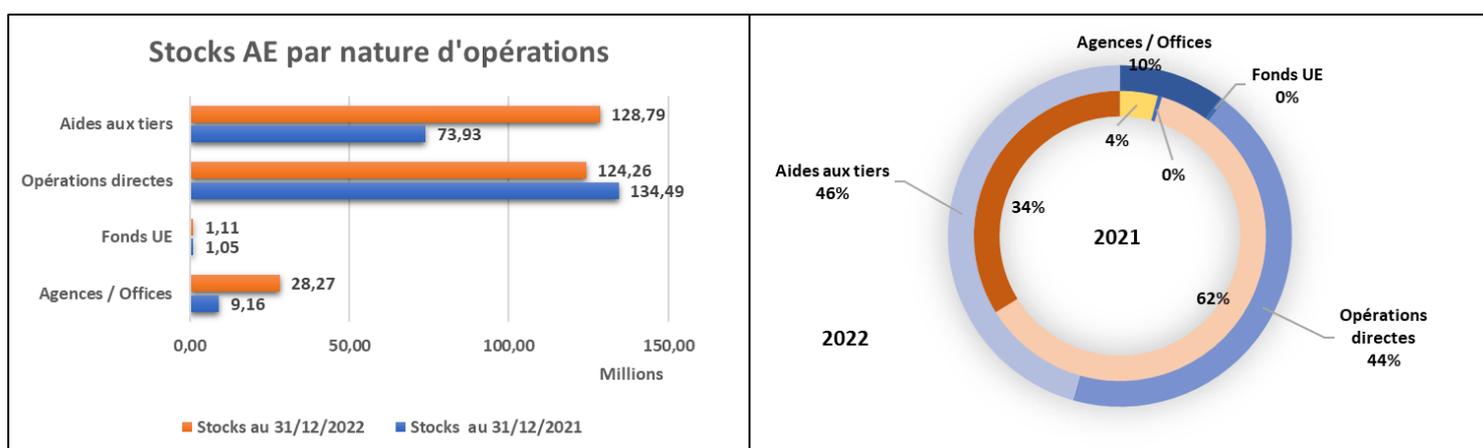
- **La structure du stock d'AE**

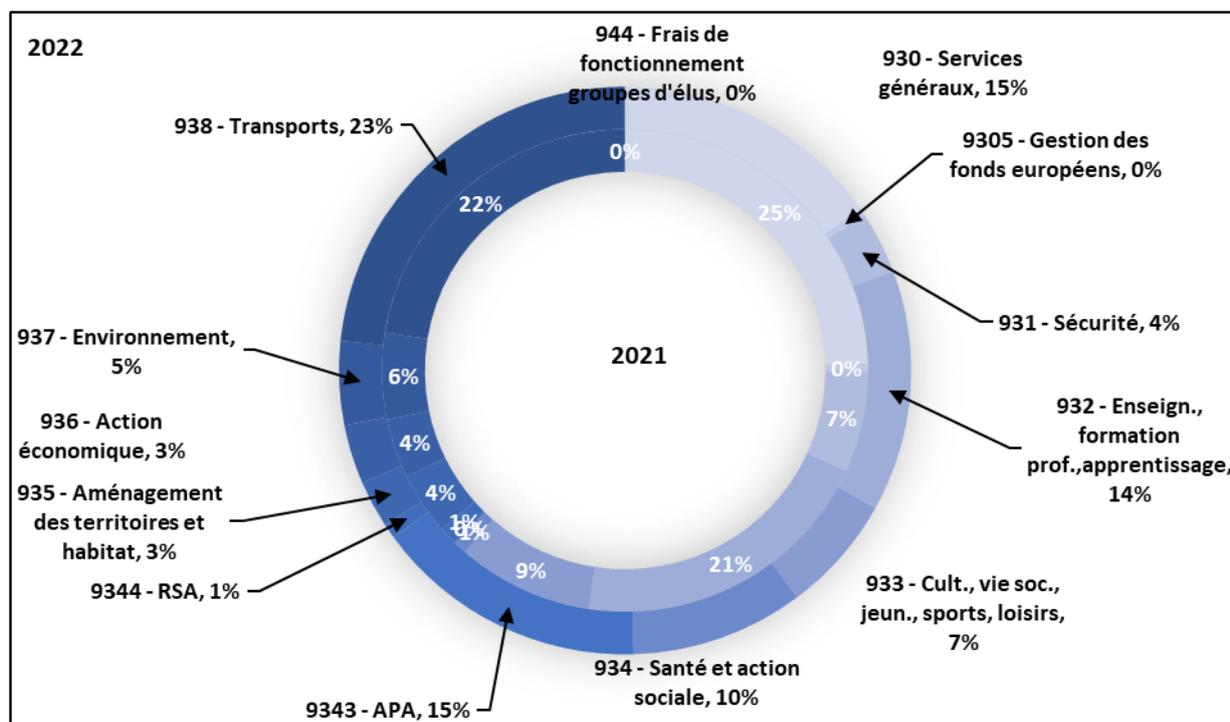
Ventilation par chapitre fonctionnel :

Libellés	Stocks 31/12/2021	Stocks 31/12/2022	Evol N-1
930 - Services généraux	53 696 718,68	43 505 500,26	-18,98%
9305 - Gestion des fonds européens	1 047 978,68	1 112 477,99	6,15%
931 - Sécurité	14 875 993,98	9 994 334,35	-32,82%
932 - Enseign., formation prof., apprentissage	44 957 999,17	38 719 992,77	-13,88%
933 - Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	19 748 032,71	18 849 904,15	-4,55%
934 - Santé et action sociale	1 907 842,27	27 673 268,45	1350,50%
9343 - APA	229 694,84	43 764 000,00	18953,11%
9344 - RSA	2 477 814,79	2 369 278,70	-4,38%
935 - Aménagement des territoires et habitat	9 150 987,59	7 569 848,89	-17,28%
936 - Action économique	8 775 748,98	9 547 371,47	8,79%
937 - Environnement	12 642 112,13	13 437 690,52	6,29%
938 - Transports	48 921 271,39	65 784 677,87	34,47%
944 - Frais de fonctionnement groupes d'élus	200 337,03	112 345,41	-43,92%
<b>TOTAL</b>	<b>218 632 532,24</b>	<b>282 440 690,83</b>	<b>29,19%</b>

Ventilation par structure d'opérations :

Nature d'opérations	Stocks au 31/12/2021	Stocks au 31/12/2022	Evol N-1
Agences / Offices	9,16	28,27	208,51%
Fonds UE	1,05	1,11	6,15%
Opérations directes	134,49	124,26	-7,60%
Aides aux tiers	73,93	128,79	74,21%
<b>Total général</b>	<b>218,6</b>	<b>282,4</b>	<b>29,19%</b>





Le graphique ci-dessus retrace les évolutions du stock par chapitre fonctionnel :

Le stock d'AE le plus important concerne la politique « Transports », avec 23,29 % du stock total soit un montant de 65,785 M€. Dans le détail, on trouve 20 M€ sur les transports scolaires, 18 M€ sur l'OTC (rattachement effectué en 2023 sur l'exercice 2022), 8 M€ sur le parc de la voirie.

Concernant le taux de stock relatif à l'APA (15,49 %), la mise en place l'année dernière de la gestion de ce chapitre en AE/CP peut expliquer ce chiffre. Ce stock est issu d'un appel d'offres ouvert relatif à l'émission, la distribution et la gestion de chèques emploi service universel (CESU) préfinancés par la Collectivité de Corse pour le versement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) et de la Prestation Compensatoire du Handicap (PCH) pour la partie humaine servie dans le cadre de l'emploi direct.

La politique « services généraux » présente un stock de 43,506 M€ (soit 15,4 % du total) : 7 M€ pour les travaux des bâtiments administratifs, 5 M€ pour la sécurité des bâtiments, 5 M€ pour les moyens techniques et logistiques et 4,4 M€ pour l'informatique.

Le chapitre « Enseignement, formation professionnelle, apprentissage » dispose d'un stock de 38,720 M€. Les actions liées à la formation professionnelle concentrent l'essentiel de ce stock (environ 20 M€), 7 M€ pour l'Université.

- **Le ratio de couverture**

En considérant le stock d'AE 2022 et les consommations de crédits de paiements de fonctionnement (CPF) annuels, ce ratio au 31/12 est de 0,55 années.

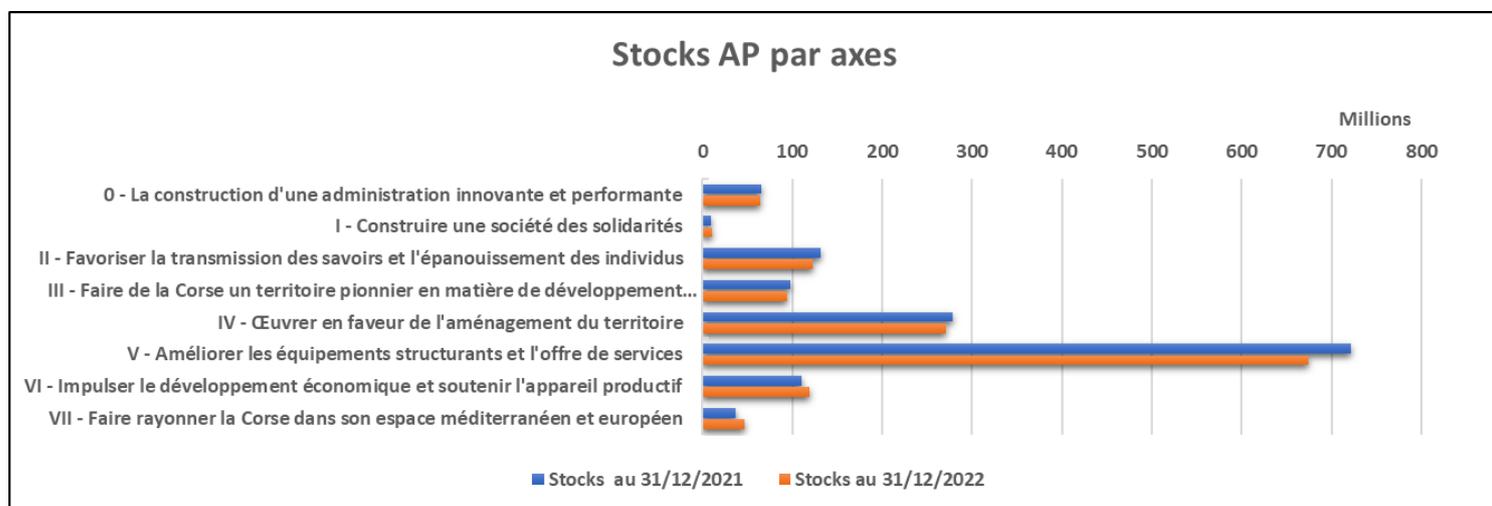
## 2. Le bilan des autorisations de programme

Le tableau présenté ci-dessous est une adaptation de l'annexe AE/AP réglementaire de la nomenclature M57 présente dans les annexes du compte administratif 2022. Un bilan de la gestion pluriannuelle de la collectivité doit être présenté à l'occasion de l'approbation du CA. Ce bilan s'appuie sur les annexes réglementaires prévues dans le cadre comptable et budgétaire.

En 2022, le montant des AP ouvertes et disponibles en investissement pour affectation et mandatement s'élevait à **444 774 894,11 €**. Ces AP ont été affectées à hauteur de **387 860 461,67 €**.

Libellé	AP Votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP non affectées annulées (3)	Stock AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4)-(5)	Ratio de couverture
0 - La construction d'une administration innovante et performante	22 126 000,00	65 375 759,62	17 001 600,00	3 229 596,95	79 147 762,67	15 072 735,96	64 075 026,71	4,25
I - Construire une société des solidarités	2 785 000,00	9 698 804,95	1 213 259,89	180 933,69	10 731 131,15	398 733,91	10 332 397,24	25,91
II - Favoriser la transmission des savoirs et l'épanouissement des individus	33 600 000,00	131 126 103,87	31 969 254,27	5 944 744,16	157 150 613,98	34 107 593,35	123 043 020,63	3,61
III - Faire de la Corse un territoire pionnier en matière de développement durable et de respect de l'environnement	34 080 072,16	97 421 816,98	29 628 708,98	6 783 939,52	120 266 586,44	26 543 095,91	93 723 490,53	3,53
IV - Œuvrer en faveur de l'aménagement du territoire	111 593 821,95	278 366 498,08	93 574 301,84	34 085 653,71	337 855 146,21	66 209 029,33	271 646 116,88	4,10
V - Améliorer les équipements structurants et l'offre de services	137 150 000,00	721 038 683,31	122 905 900,00	36 173 625,36	807 770 957,95	133 194 539,26	674 576 418,69	5,06
VI - Impulser le développement économique et soutenir l'appareil productif	61 440 000,00	110 320 274,25	63 347 365,75	8 020 151,01	165 647 488,99	46 761 077,88	118 886 411,11	2,54
VII - Faire rayonner la Corse dans son espace méditerranéen et européen	42 000 000,00	37 335 435,60	28 220 070,94	2 082 927,70	63 472 578,84	16 128 055,63	47 344 523,21	2,94
<b>TOTAL</b>	<b>444 774 894,11</b>	<b>1 450 683 376,66</b>	<b>387 860 461,67</b>	<b>96 501 572,10</b>	<b>1 742 042 266,23</b>	<b>338 414 861,23</b>	<b>1 403 627 405,00</b>	<b>4,15</b>

### Stocks AP par axes



Le stock d'AP restant à mandater au 31/12 est de **1 403,627 M€**, en baisse de **-3,24 %** par rapport à 2021.

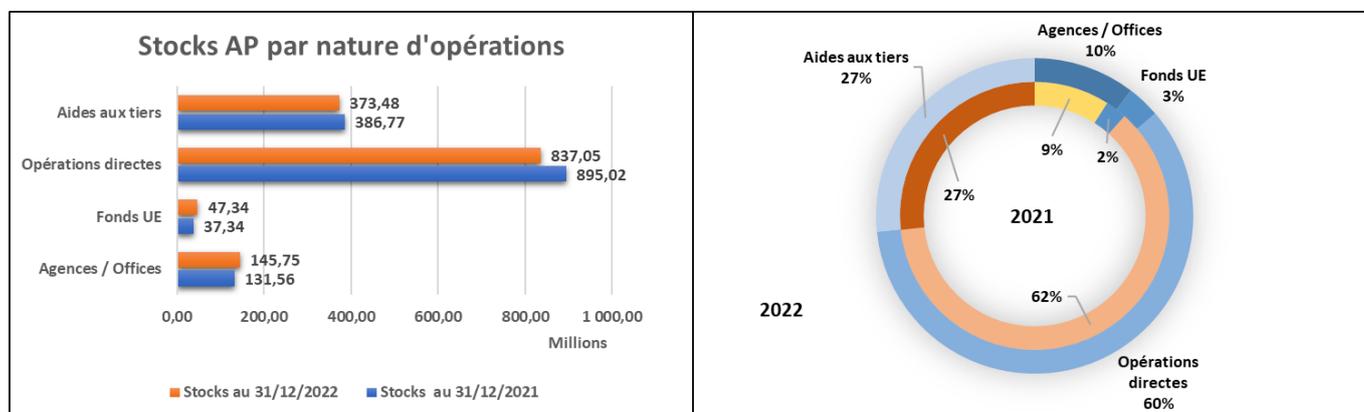
- **La structure du stock d'AP**

Ventilation par chapitre fonctionnel :

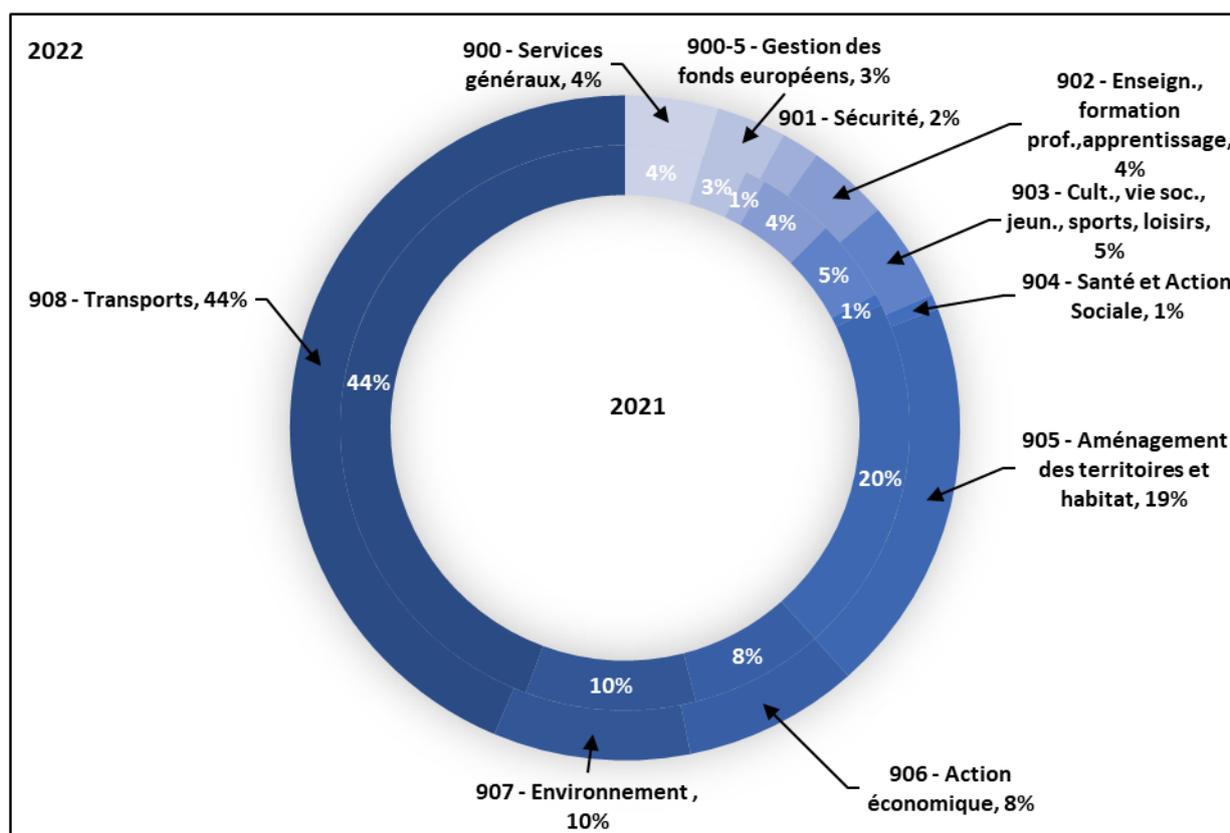
Libellés	Stocks au 31/12/2021	Stocks au 31/12/2022	Evol N-1
900 - Services généraux	64 257 819,00	62 882 838,15	-2,14%
900-5 - Gestion des fonds européens	37 335 435,60	47 344 523,21	26,81%
901 - Sécurité	16 495 205,73	25 691 746,23	55,75%
902 - Enseign., formation prof., apprentissage	62 832 769,69	55 130 098,55	-12,26%
903 - Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	67 958 603,13	67 723 161,33	-0,35%
904 - Santé et Action Sociale	9 698 804,95	10 332 397,24	6,53%
905 - Aménagement des territoires et habitat	298 296 664,85	269 837 159,98	-9,54%
906 - Action économique	110 363 177,10	118 929 313,96	7,76%
907 - Environnement	140 408 699,06	133 454 021,36	-4,95%
908 - Transports	643 036 197,55	612 302 144,99	-4,78%
<b>TOTAL</b>	<b>1 450 683 376,66</b>	<b>1 403 627 405,00</b>	<b>-3,24%</b>

Ventilation par nature d'opérations :

	Stocks au 31/12/2021	Stocks au 31/12/2022	Evol N-1
Agences / Offices	131,56	145,75	10,79%
Fonds UE	37,34	47,34	26,81%
Opérations directes	895,02	837,05	-6,48%
Aides aux tiers	386,77	373,48	-3,44%
<b>TOTAL</b>	<b>1 450,68</b>	<b>1 403,63</b>	<b>-3,24%</b>



Sur le graphique ci-dessous, nous retrouvons les évolutions du stock par chapitre fonctionnel :



La politique « Transports » concentre le montant le plus important du stock total d'investissement (43,62 %) soit un montant de 612,302 M€. Les routes représentent 359,043 M€ de ce stock, les ports et aéroports 95 M€ et le ferroviaire 156 M€.

Vient ensuite le chapitre « Aménagement des territoires et habitat » avec 19,22 % du total, soit un chiffre de 269,837 M€ : 134,416 M€ portent sur les subventions aux communes et intercommunalités, 60 M€ sur le développement de la fibre optique, 25 M€ se rapportent au Comité de Massif et 33 M€ à l'habitat et au logement.

On trouvera ensuite les chapitres relatifs à l'action économique et à l'environnement qui détiennent respectivement 118,929 M€ et 113,454 M€ de stock.

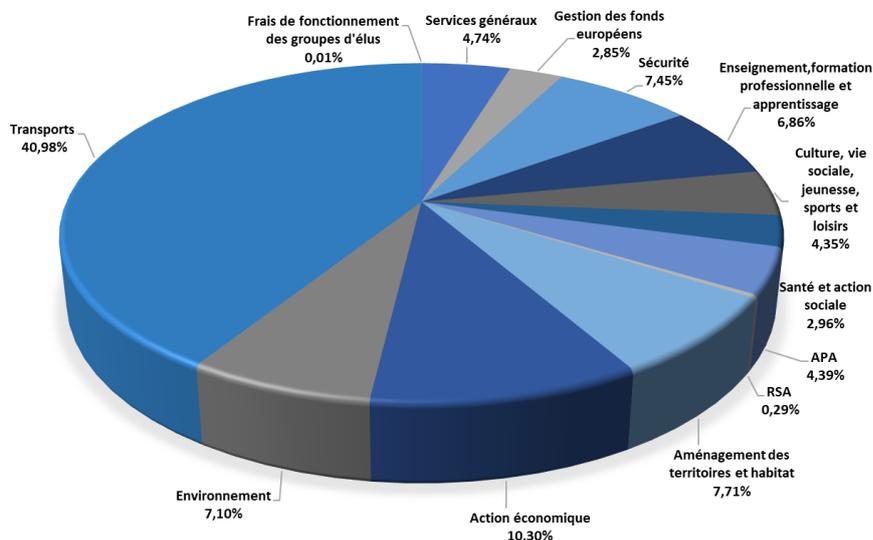
- **Le ratio de couverture**

En considérant le stock d'AP 2022 et les consommations de crédits de paiement d'investissement (CPI) annuels, le ratio de couverture au 31/12 est de 4,15 années.

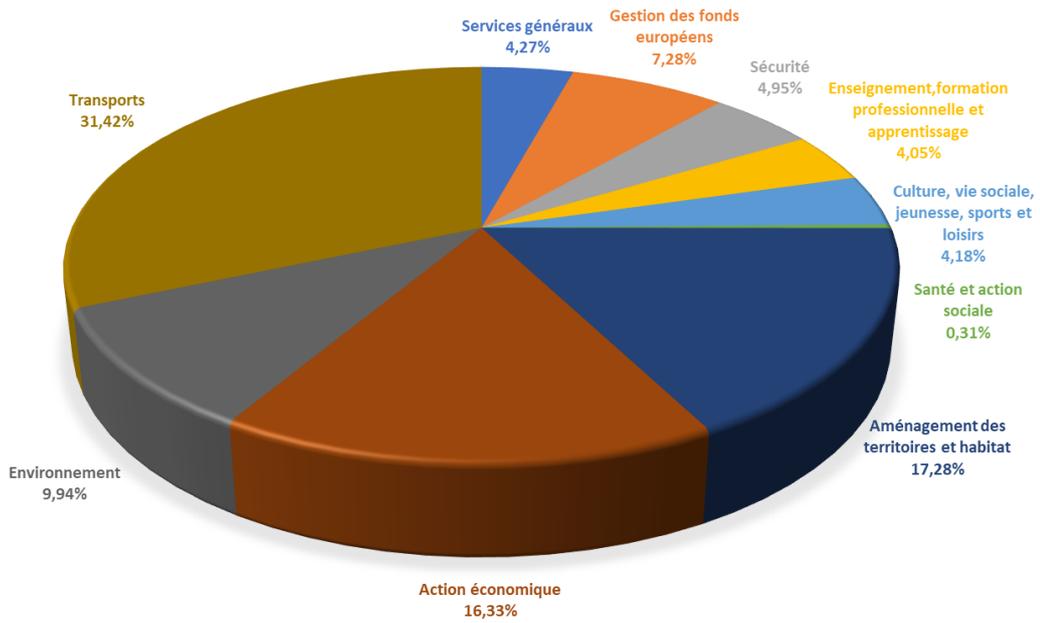
### 3. Tableau synthétique des autorisations pluriannuelles

La programmation des AP/AE par chapitre fonctionnel			
Chapitres	Autorisations votées en 2022	Autorisations programmées en 2022	Taux de réalisation
<b>Services généraux</b>	<b>52 547 236,40</b>	<b>47 268 207,00</b>	<b>89,95%</b>
Fonctionnement	30 877 236,40	30 722 607,00	99,50%
Investissement	21 670 000,00	16 545 600,00	76,35%
<b>Gestion des fonds européens</b>	<b>42 400 000,00</b>	<b>28 424 273,34</b>	<b>67,04%</b>
Fonctionnement	400 000,00	204 202,40	51,05%
Investissement	42 000 000,00	28 220 070,94	67,19%
<b>Sécurité</b>	<b>74 047 446,97</b>	<b>74 278 300,00</b>	<b>100,31%</b>
Fonctionnement	55 083 346,97	55 086 000,00	100,00%
Investissement	18 964 100,00	19 192 300,00	101,20%
<b>Enseign., formation prof., apprentissage</b>	<b>75 550 000,00</b>	<b>68 383 978,38</b>	<b>90,51%</b>
Fonctionnement	58 500 000,00	52 683 201,16	90,06%
Investissement	17 050 000,00	15 700 777,22	92,09%
<b>Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs</b>	<b>43 650 000,00</b>	<b>43 388 345,25</b>	<b>99,40%</b>
Fonctionnement	27 500 000,00	27 173 273,42	98,81%
Investissement	16 150 000,00	16 215 071,83	100,40%
<b>Santé et action sociale</b>	<b>34 136 052,00</b>	<b>29 446 800,66</b>	<b>86,26%</b>
Fonctionnement	31 351 052,00	28 233 540,77	90,06%
Investissement	2 785 000,00	1 213 259,89	43,56%
<b>APA</b>	<b>43 764 000,00</b>	<b>43 764 000,00</b>	<b>100,00%</b>
Fonctionnement	43 764 000,00	43 764 000,00	100,00%
<b>RSA</b>	<b>5 450 000,00</b>	<b>2 898 533,00</b>	<b>53,18%</b>
Fonctionnement	5 450 000,00	2 898 533,00	53,18%
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	<b>97 157 721,95</b>	<b>76 788 897,15</b>	<b>79,04%</b>
Fonctionnement	11 622 000,00	9 760 826,83	83,99%
Investissement	85 535 721,95	67 028 070,32	78,36%
<b>Action économique</b>	<b>100 738 130,00</b>	<b>102 644 365,55</b>	<b>101,89%</b>
Fonctionnement	39 298 130,00	39 296 999,80	100,00%
Investissement	61 440 000,00	63 347 365,75	103,10%
<b>Environnement</b>	<b>75 606 415,83</b>	<b>70 731 800,22</b>	<b>93,55%</b>
Fonctionnement	32 526 343,67	32 189 754,50	98,97%
Investissement	43 080 072,16	38 542 045,72	89,47%
<b>Transports</b>	<b>422 453 667,89</b>	<b>408 313 559,00</b>	<b>96,65%</b>
Fonctionnement	286 353 667,89	286 457 659,00	100,04%
Investissement	136 100 000,00	121 855 900,00	89,53%
<b>Dépenses totales</b>	<b>1 072 376 271,04</b>	<b>996 406 659,55</b>	<b>92,92%</b>
Fonctionnement	<b>627 601 376,93</b>	<b>608 546 197,88</b>	<b>96,96%</b>
Investissement	<b>444 774 894,11</b>	<b>387 860 461,67</b>	<b>87,20%</b>

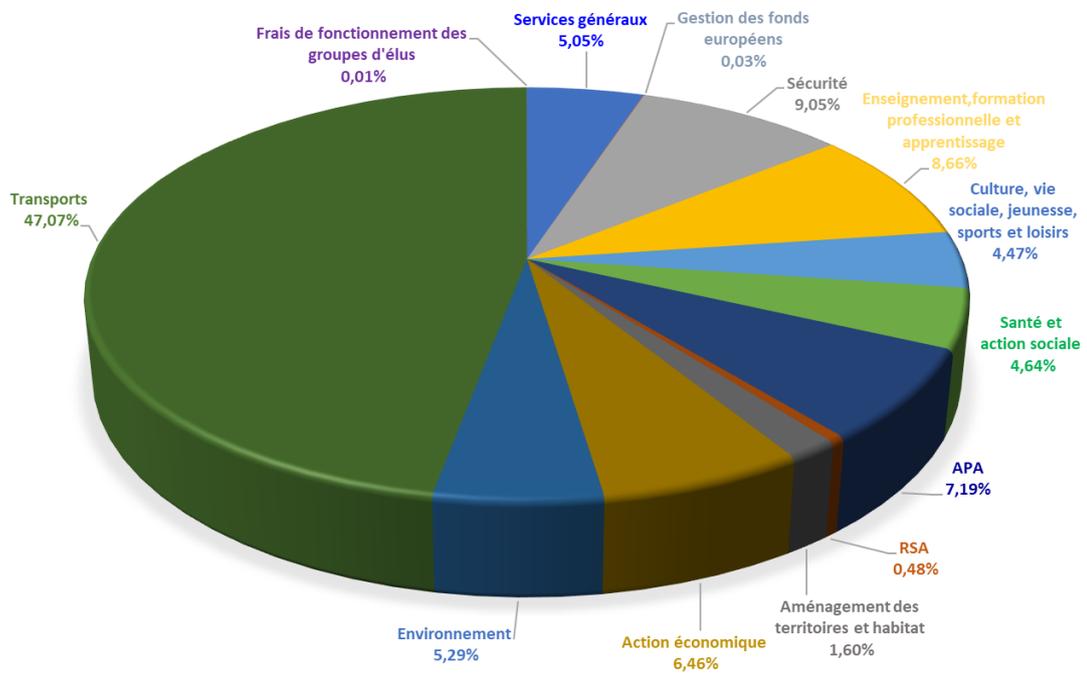
Répartition des autorisations programmées par chapitre



### Répartition des AP programmées par chapitre

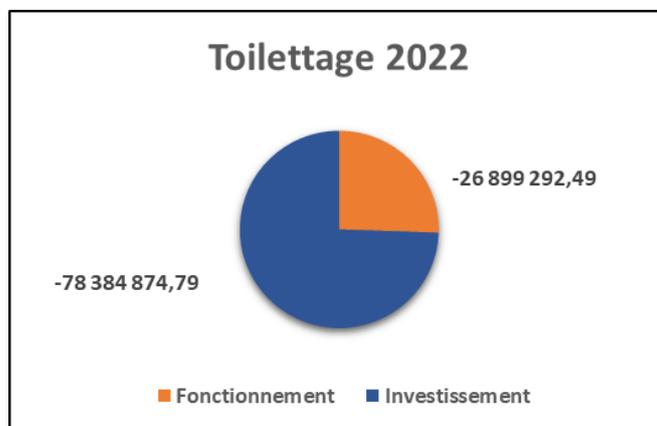


### Répartition des AE programmées par chapitre



#### 4. Le bilan de la décision de toilette effectuée en 2022

Pour rappel, un toilettage a été effectué au cours de l'exercice 2022 (*DELIBERATION N° 22/199 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE ADOPTANT LA DÉCISION MODIFICATIVE N° 2, EXERCICE 2022, RELATIVE AU TOILETTAGE BUDGÉTAIRE*) permettant l'annulation de **105 284 167,28 €** d'autorisations, réparties comme suit :

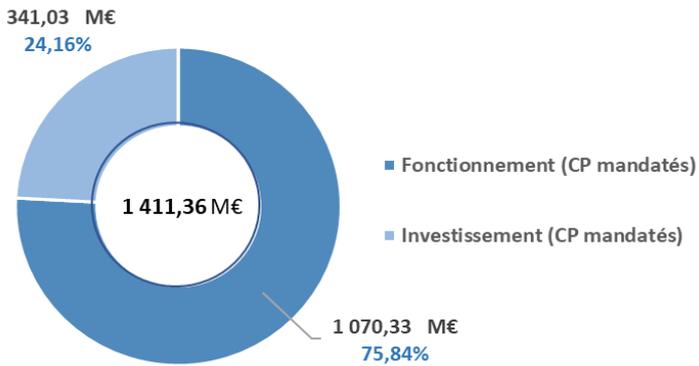


## PARTIE 4 : PRESENTATION PAR CHAPITRE FONCTIONNEL

La présente partie propose une photographie des consommations de crédits de paiement et des affectations par chapitre fonctionnel. Le rapport d'activité pour 2022 de la Collectivité de Corse détaille les politiques et leurs principales actions.

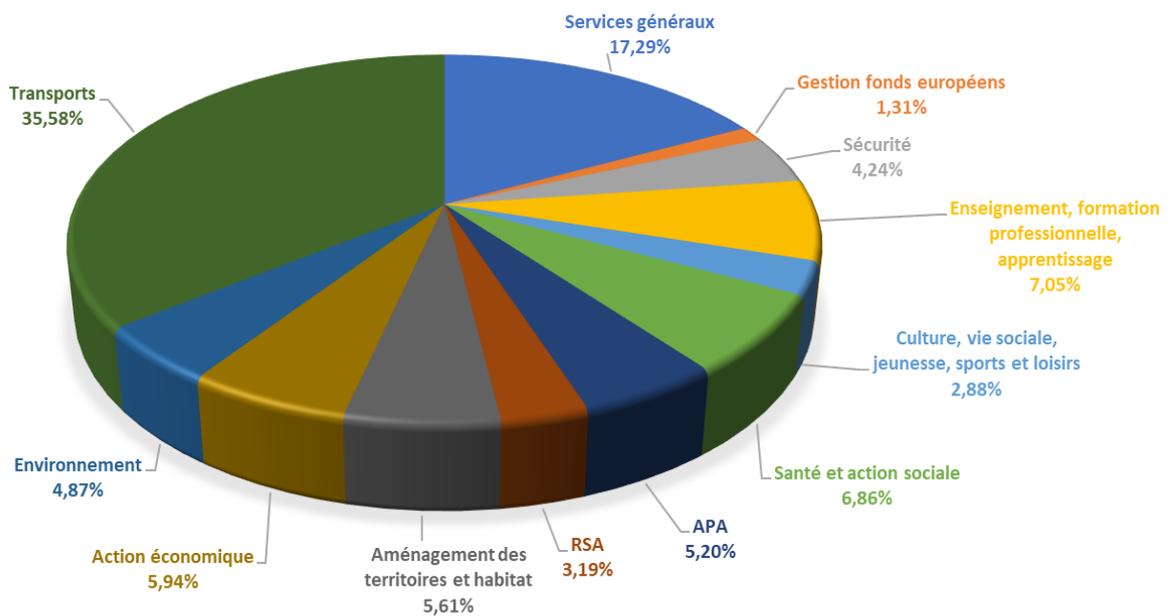
Présentation des volumes de crédits mandatés par chapitre fonctionnel				
	Somme de Mt Voté CP N-1	CP votés en 2022	CP mandatés en 2022	Taux de réalisation
<b>Environnement</b>	<b>61 785 360,19</b>	<b>72 596 001,00</b>	<b>68 667 279,25</b>	<b>94,59%</b>
Fonctionnement	37 105 432,58	37 331 040,00	35 900 286,78	96,17%
Investissement	24 679 927,61	35 264 961,00	32 766 992,47	92,92%
<b>Action économique</b>	<b>76 548 822,38</b>	<b>89 417 400,00</b>	<b>83 874 585,81</b>	<b>93,80%</b>
Fonctionnement	34 464 231,95	41 313 800,00	37 401 904,72	90,53%
Investissement	42 084 590,43	48 103 600,00	46 472 681,09	96,61%
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	<b>79 486 282,49</b>	<b>85 437 130,00</b>	<b>79 133 011,65</b>	<b>92,62%</b>
Fonctionnement	9 595 462,48	10 745 642,00	9 880 215,67	91,95%
Investissement	69 890 820,01	74 691 488,00	69 252 795,98	92,72%
<b>APA</b>	<b>66 453 769,01</b>	<b>73 599 743,00</b>	<b>73 338 444,62</b>	<b>99,64%</b>
Fonctionnement	66 453 769,01	73 599 743,00	73 338 444,62	99,64%
<b>Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs</b>	<b>39 491 088,28</b>	<b>44 127 206,14</b>	<b>40 638 169,61</b>	<b>92,09%</b>
Fonctionnement	24 001 760,87	26 381 206,00	25 584 731,40	96,98%
Investissement	15 489 327,41	17 746 000,14	15 053 438,21	84,83%
<b>Enseignement, formation professionnelle et ap</b>	<b>97 876 487,45</b>	<b>105 371 000,00</b>	<b>99 462 003,03</b>	<b>94,39%</b>
Fonctionnement	79 155 372,66	83 972 000,00	80 290 824,87	95,62%
Investissement	18 721 114,79	21 399 000,00	19 171 178,16	89,59%
<b>Gestion des fonds européens</b>	<b>15 090 727,74</b>	<b>19 850 000,00</b>	<b>18 424 688,66</b>	<b>92,82%</b>
Fonctionnement	99 687,70	350 000,00	139 703,09	39,92%
Investissement	14 991 040,04	19 500 000,00	18 284 985,57	93,77%
<b>RSA / Régularisations de RMI</b>	<b>47 778 230,43</b>	<b>46 269 200,00</b>	<b>44 990 938,18</b>	<b>97,24%</b>
Fonctionnement	47 778 230,43	46 269 200,00	44 990 938,18	97,24%
<b>Santé et action sociale</b>	<b>95 030 946,23</b>	<b>101 745 017,00</b>	<b>96 822 960,86</b>	<b>95,16%</b>
Fonctionnement	94 697 882,87	100 929 447,00	96 424 226,95	95,54%
Investissement	333 063,36	815 570,00	398 733,91	48,89%
<b>Sécurité</b>	<b>57 066 476,72</b>	<b>63 956 627,00</b>	<b>59 825 330,04</b>	<b>93,54%</b>
Fonctionnement	49 624 438,40	53 772 777,00	53 675 236,84	99,82%
Investissement	7 442 038,32	10 183 850,00	6 150 093,20	60,39%
<b>Services généraux</b>	<b>236 703 132,49</b>	<b>253 654 249,00</b>	<b>243 955 864,80</b>	<b>96,18%</b>
Fonctionnement	222 308 530,87	236 365 459,00	228 940 001,51	96,86%
Investissement	14 394 601,62	17 288 790,00	15 015 863,29	86,85%
<b>Transports</b>	<b>358 339 474,21</b>	<b>503 963 991,00</b>	<b>502 231 877,96</b>	<b>99,66%</b>
Fonctionnement	248 778 196,59	384 799 991,00	383 766 207,45	99,73%
Investissement	109 561 277,62	119 164 000,00	118 465 670,51	99,41%
<b>Total général</b>	<b>1 231 650 797,62</b>	<b>1 459 987 564,14</b>	<b>1 411 365 154,47</b>	<b>96,67%</b>
Total fonctionnement	914 062 996,41	1 095 830 305,00	1 070 332 722,08	97,67%
Total Investissement	317 587 801,21	364 157 259,14	341 032 432,39	93,65%

## LES DEPENSES

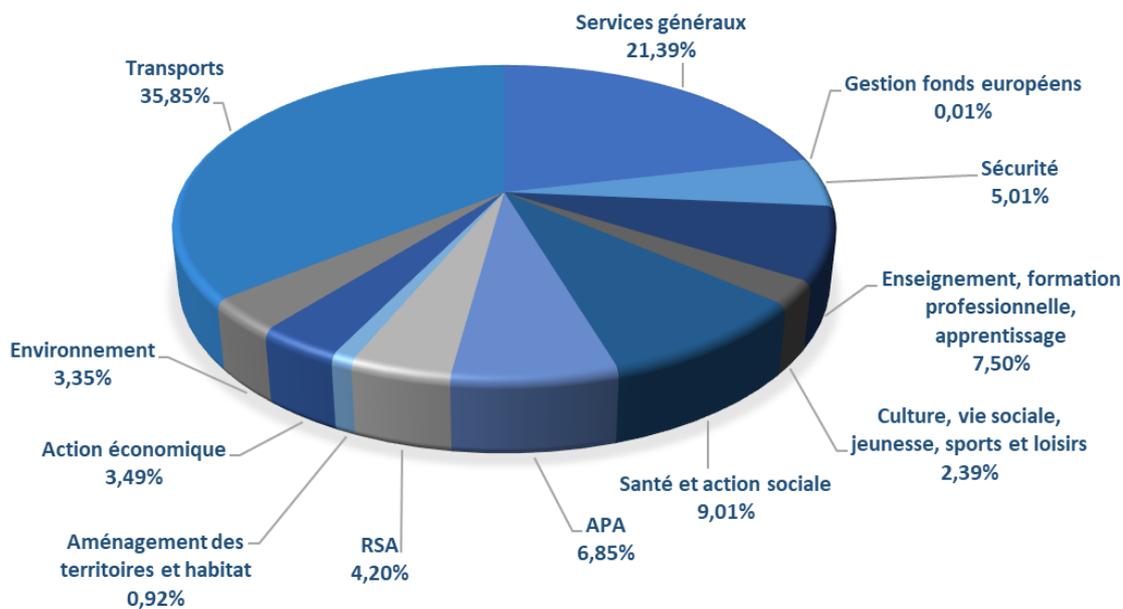


Un taux de réalisation de **97,67 %** en fonctionnement et de **93,65 %** en investissement

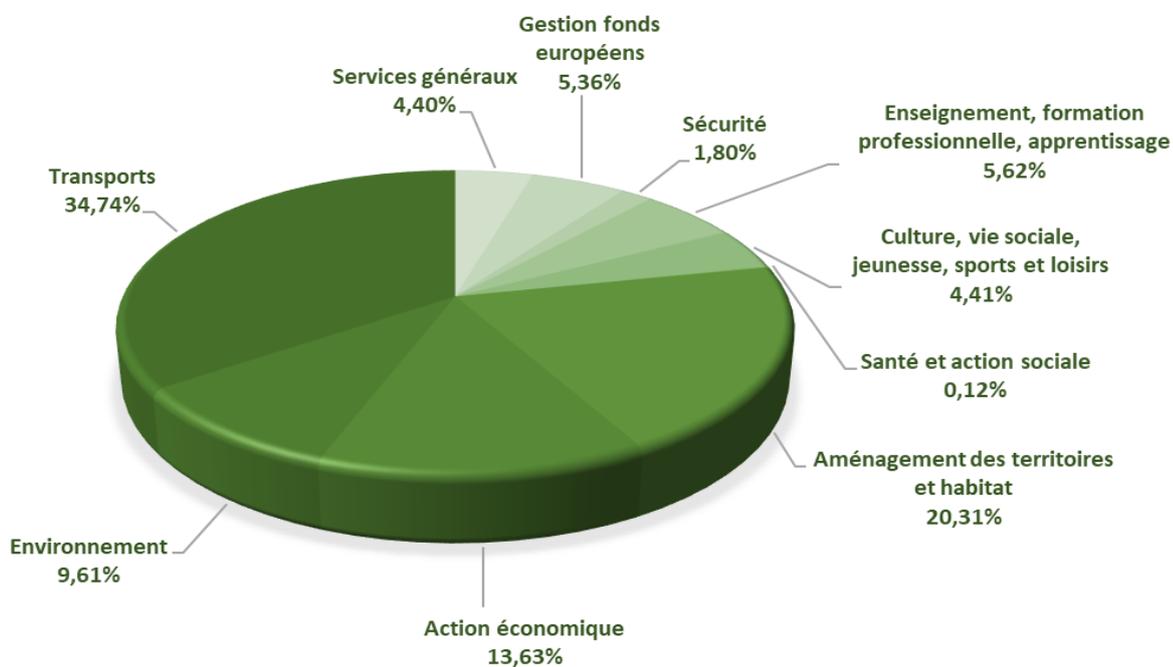
## RÉPARTITION DES DÉPENSES GLOBALES PAR CHAPITRE



## RÉPARTITION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT



## RÉPARTITION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT



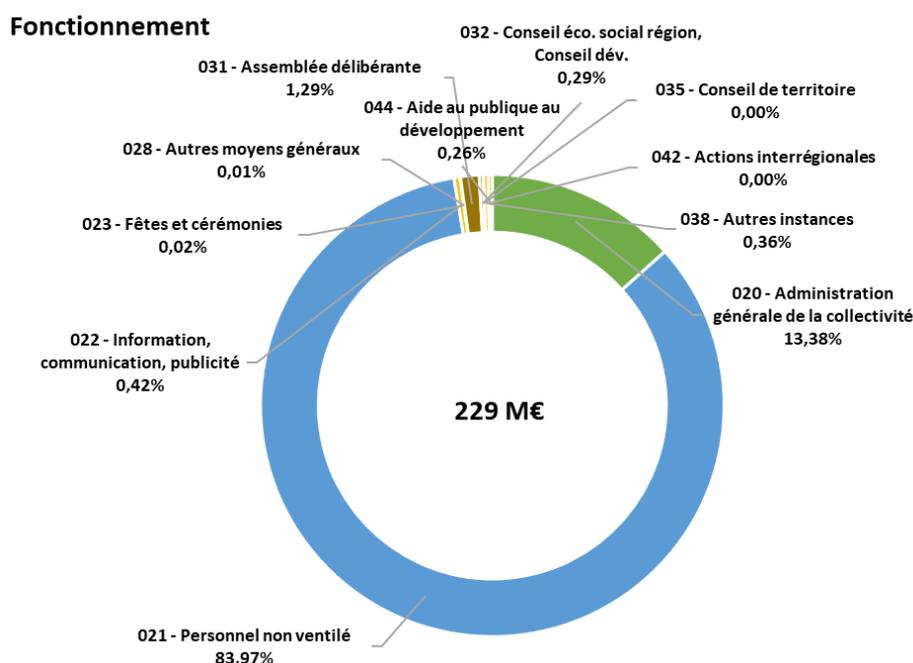
## 1 Services généraux :

**Les chiffres clés :** 243,956 M€ de dépenses réalisées / 17,29 % des dépenses réelles ventilées / taux de réalisation 86,85 % en investissement et 96,86 % en fonctionnement / taux de programmation 76,35 % pour les AP et 99,50 % pour les AE.

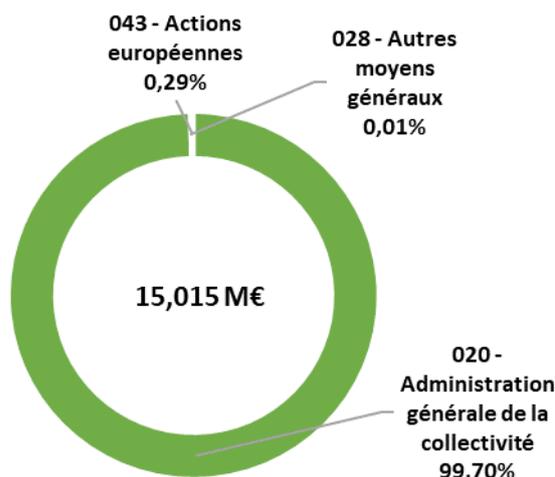
78,80 % des crédits consommés sur ce chapitre correspondent à la rémunération d'une partie du personnel de la collectivité.

Sont également imputés sur ce chapitre les frais de structure, avec notamment les dépenses d'administration générale, d'informatique et de téléphonie, le fonctionnement des instances, les travaux et la mise en sécurité des bâtiments administratifs ainsi que les frais de communication.

Services généraux		Réalisé 2022	
Fonction	Fonctionnement	Investissement	Total
020 - Administration générale de la collectivité	30 622 121,82	14 970 519,43	45 592 641,25
021 - Personnel non ventilé	192 241 582,37		192 241 582,37
022 - Information, communication, publicité	954 806,12		954 806,12
023 - Fêtes et cérémonies	48 472,85		48 472,85
028 - Autres moyens généraux	33 708,00	1 554,80	35 262,80
031 - Assemblée délibérante	2 954 481,27		2 954 481,27
032 - Conseil éco. social région, Conseil dév.	656 249,52		656 249,52
035 - Conseil de territoire	2 916,00		2 916,00
038 - Autres instances	826 130,90		826 130,90
042 - Actions interrégionales	5 976,00		5 976,00
043 - Actions européennes		43 789,06	43 789,06
044 - Aide au publique au développement	593 556,66		593 556,66
<b>Total du chapitre</b>	<b>228 940 001,51</b>	<b>15 015 863,29</b>	<b>243 955 864,80</b>



## Investissement



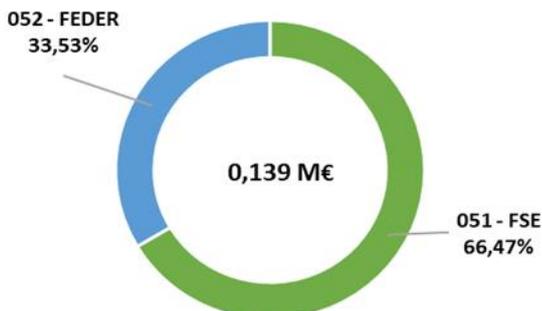
## 2. Gestion des fonds européens :

**Les chiffres clés :** 18,425 M€ de dépenses réalisées / 1,31 % des dépenses réelles ventilées / taux de réalisation 93,77 % en investissement et 39,92 % en fonctionnement / taux de programmation 67,19 % pour les AP et 51,05 % pour les AE.

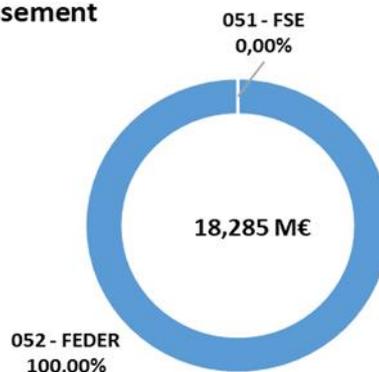
Ce chapitre regroupe les flux financiers que la collectivité reçoit de l'Union Européenne en tant qu'autorité de gestion des fonds européens au titre de la programmation 2014-2020 en préfinancement ainsi que du solde des opérations pour lesquelles un tiers est bénéficiaire. Les dépenses imputées sur ce chapitre sont essentiellement constituées de subventions.

Gestion des fonds européens		Réalisé 2022	
Fonction	Fonctionnement	Investissement	Total
051 - FSE	92 863,59	0,00	92 863,59
052 - FEDER	46 839,50	18 284 985,57	18 331 825,07
Total du chapitre	139 703,09	18 284 985,57	18 424 688,66

### Fonctionnement



### Investissement



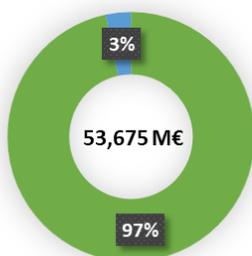
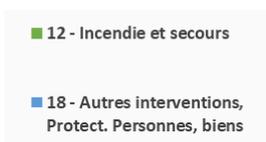
### 3. Sécurité :

**Les chiffres clés :** 59,825 M€ de dépenses réalisées / 4,24 % des dépenses réelles ventilées / taux de réalisation 60,39 % en investissement et 99,82 % en fonctionnement / taux de programmation 101,20 % pour les AP et 100,00 % pour les AE.

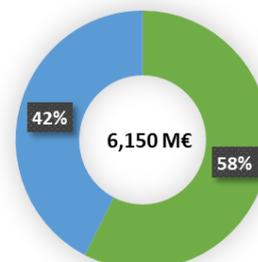
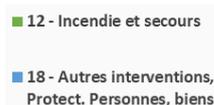
Les dotations aux services départementaux d'incendie et de secours de Haute Corse et de Corse du Sud constituent 95 % des dépenses de ce chapitre. Les autres dépenses concernent la mise en œuvre des actions d'aménagement, d'équipement et de surveillance des forêts dans le cadre de la prévention contre les incendies.

Sécurité		2022	
Fonction	Fonctionnement	Investissement	Total
12 - Incendie et secours	51 898 038,85	3 536 452,46	55 434 491,31
18 - Autres interventions, Protect. Personnes, biens	1 777 197,99	2 613 640,74	4 390 838,73
<b>Total du chapitre</b>	<b>53 675 236,84</b>	<b>6 150 093,20</b>	<b>59 825 330,04</b>

#### Fonctionnement



#### Investissement



## 4. Enseignement, formation professionnelle et apprentissage :

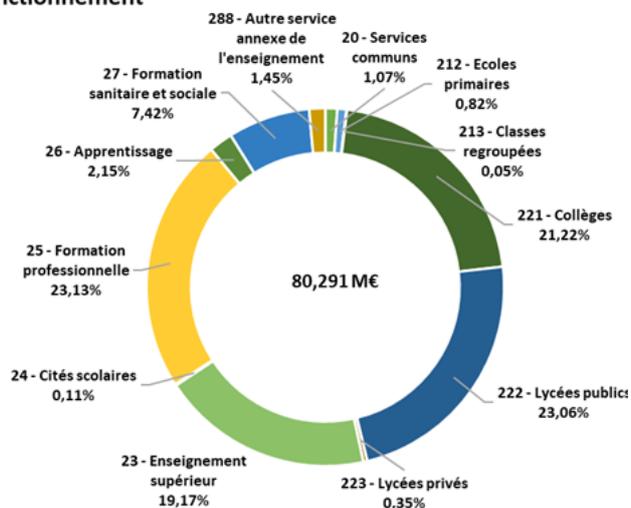
**Les chiffres clés :** 99,462 M€ de dépenses réalisées / 7,05 % des dépenses réelles ventilées / taux de réalisation 89,59 % en investissement et 95,62 % en fonctionnement / taux de programmation 92,09 % pour les AP et 90,06 % pour les AE.

Sur ce chapitre fonctionnel, la répartition des dépenses constatées au CA 2022 met en évidence la part prépondérante des crédits mobilisés au titre de l'enseignement secondaire (45,33 %) avec notamment la rémunération des personnels ATTEE, les dotations versées aux collèges et lycées et les travaux réalisés sur les bâtiments d'enseignement.

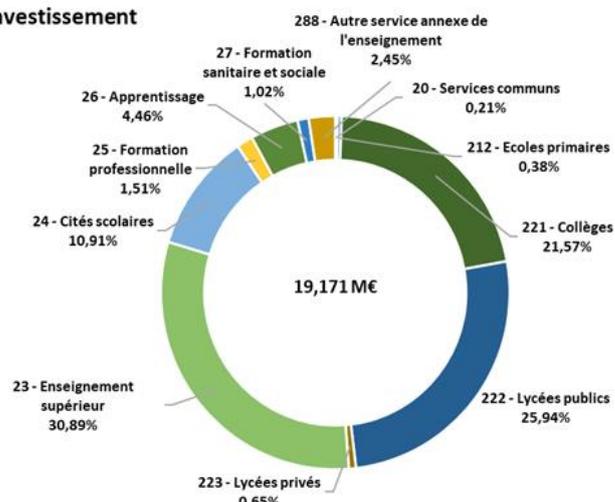
Les deux autres postes les plus significatifs de dépenses sont constitués par la « formation professionnelle et l'apprentissage » (21,56 %) dont l'essentiel des crédits est consacré au Programme Régional de Formation (financement AFPA et marchés publics) et par l'enseignement supérieur (23,63 %) avec notamment les aides versées à l'Université de Corse et le financement des programmes de recherche.

Enseignement, formation pro et apprentissage		Réalisé 2022	
Fonction	Fonctionnement	Investissement	Total
20 - Services communs	861 138,90	39 439,87	900 578,77
212 - Ecoles primaires	661 385,23	73 197,10	734 582,33
213 - Classes regroupées	41 320,00		41 320,00
221 - Collèges	17 036 759,95	4 134 773,05	21 171 533,00
222 - Lycées publics	18 518 584,46	4 973 724,84	23 492 309,30
223 - Lycées privés	278 889,00	125 070,00	403 959,00
23 - Enseignement supérieur	15 392 630,70	5 921 978,41	21 314 609,11
24 - Cités scolaires	86 561,50	2 092 051,66	2 178 613,16
25 - Formation professionnelle	18 569 524,32	289 409,21	18 858 933,53
26 - Apprentissage	1 724 335,11	855 652,62	2 579 987,73
27 - Formation sanitaire et sociale	5 958 492,42	196 325,56	6 154 817,98
288 - Autre service annexe de l'enseignement	1 161 203,28	469 555,84	1 630 759,12
<b>Total du chapitre</b>	<b>80 290 824,87</b>	<b>19 171 178,16</b>	<b>99 462 003,03</b>

Fonctionnement



Investissement



## 5. Culture, vie sociale, jeunesse et sport :

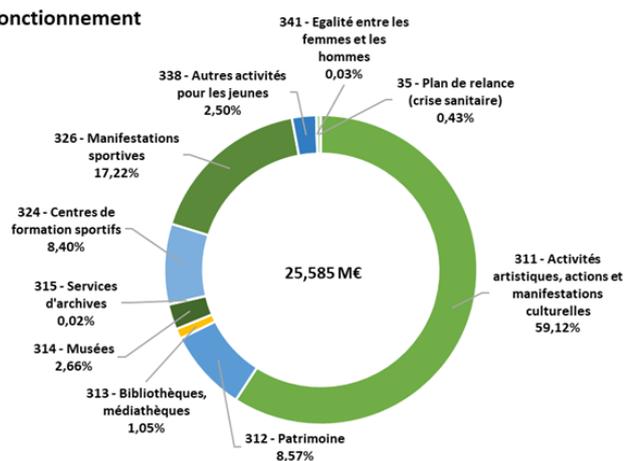
**Les chiffres clés :** 40,638 M€ de dépenses réalisées / 2,88 % des dépenses réelles ventilées / taux de réalisation 84,83 % en investissement et 96,98 % en fonctionnement / taux de programmation 100,40 % pour les AP et 98,81 % pour les AE.

Plus de la moitié des crédits consommés au sein de ce chapitre impactent la politique conduite en faveur du secteur culturel (52,75 %) dont le cadre d'action est organisé autour de quatre axes majeurs : « Ingranda incu a cultura », « Sviluppa a creazione » « Fa vede e fa cunoscea creazione in ogni territorio e aldila », « Intreprende inde a cultura ».

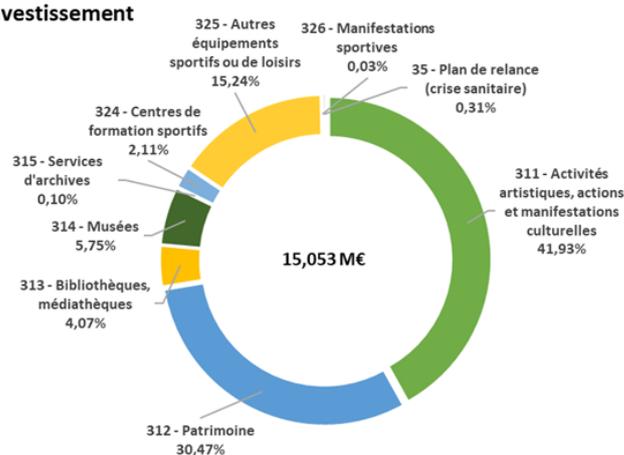
En 2022, le volume de dépenses consacrées aux actions en faveur du patrimoine et des musées représente près de 21 % et celle du sport environ 23 % des dépenses de ce chapitre.

Culture, vie sociale, jeunesse et sport		Réalisé 2022	
Fonction	Fonctionnement	Investissement	Total
311 - Activités artistiques, actions et manifestations culturelles	15 126 319,27	6 311 241,27	21 437 560,54
312 - Patrimoine	2 192 500,62	4 586 655,17	6 779 155,79
313 - Bibliothèques, médiathèques	268 701,01	612 499,57	881 200,58
314 - Musées	679 282,45	865 936,02	1 545 218,47
315 - Services d'archives	4 122,05	14 742,62	18 864,67
321 - Salles de sport, gymnases			-
322 - Stades			-
324 - Centres de formation sportifs	2 150 000,00	318 176,66	2 468 176,66
325 - Autres équipements sportifs ou de loisirs		2 293 647,79	2 293 647,79
326 - Manifestations sportives	4 405 966,83	4 269,11	4 410 235,94
338 - Autres activités pour les jeunes	640 415,52		640 415,52
341 - Egalité entre les femmes et les hommes	7 744,00		7 744,00
35 - Plan de relance (crise sanitaire)	109 679,65	46 270,00	155 949,65
<b>Total du chapitre</b>	<b>25 584 731,40</b>	<b>15 053 438,21</b>	<b>40 638 169,61</b>

Fonctionnement



Investissement



## 6. Santé et action sociale (hors APA et RSA) :

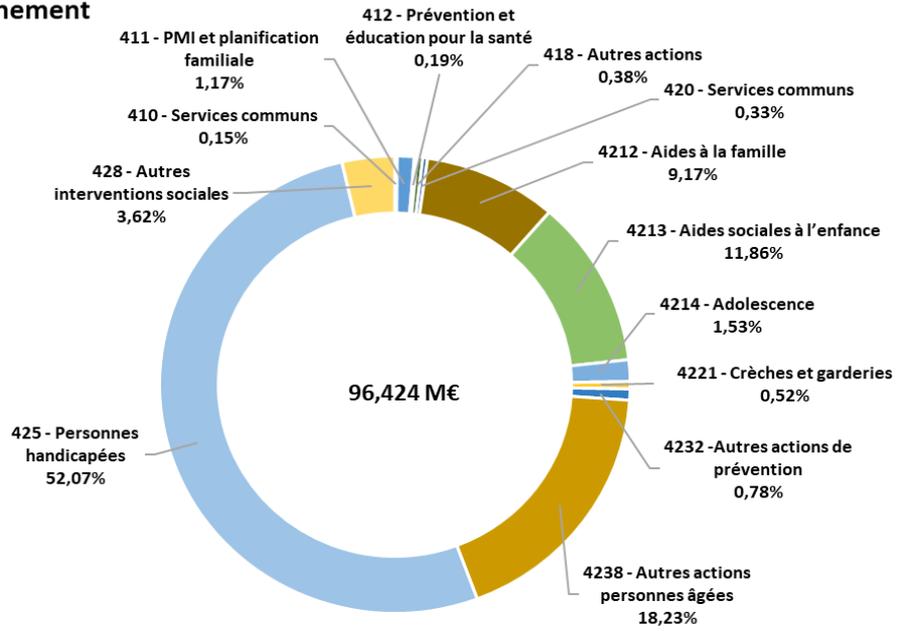
**Les chiffres clés :** 96,823 M€ de dépenses réalisées / 6,86 % des dépenses réelles ventilées / taux de réalisation 48,89 % en investissement et 95,54 % en fonctionnement / taux de programmation 43,56 % pour les AP et 90,06 % pour les AE.

Sur ce chapitre fonctionnel, les crédits mobilisés autour des politiques d'actions sanitaire et sociale s'orientent notamment vers :

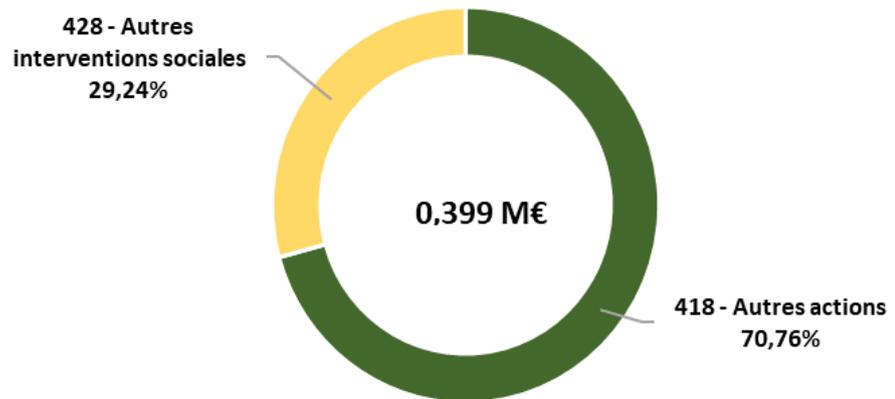
- l'aide Sociale à l'Enfance (ASE), la Protection Maternelle et Infantile (PMI) et le soutien aux familles en difficultés financières avec une mobilisation de 21,407 M€ soit 22,11 %,
- les personnes en situation de handicap (50,206 M€) soit 51,85 %,
- les aides aux Personnes Agées avec une mobilisation de 17,578 M€ soit 18,15 %.

Santé et action sociale (hors APA et RSA)		Réalisé 2022	
Fonction	Fonctionnement	Investissement	Total
410 - Services communs	146 413,72		146 413,72
411 - PMI et planification familiale	1 124 746,94		1 124 746,94
412 - Prévention et éducation pour la santé	185 256,23		185 256,23
418 - Autres actions	367 124,79	282 128,96	649 253,75
420 - Services communs	315 577,98		315 577,98
4212 - Aides à la famille	8 845 180,69		8 845 180,69
4213 - Aides sociales à l'enfance	11 437 408,41		11 437 408,41
4214 - Adolescence	1 478 653,67		1 478 653,67
4221 - Crèches et garderies	500 411,09		500 411,09
4231 - Personnes âgées			-
4232 - Autres actions de prévention	748 013,78		748 013,78
4238 - Autres actions personnes âgées	17 577 854,35		17 577 854,35
424 - Personnes en difficulté			-
425 - Personnes handicapées	50 205 787,97		50 205 787,97
428 - Autres interventions sociales	3 491 797,33	116 604,95	3 608 402,28
<b>Total du chapitre</b>	<b>96 424 226,95</b>	<b>398 733,91</b>	<b>96 822 960,86</b>

## Fonctionnement



## Investissement



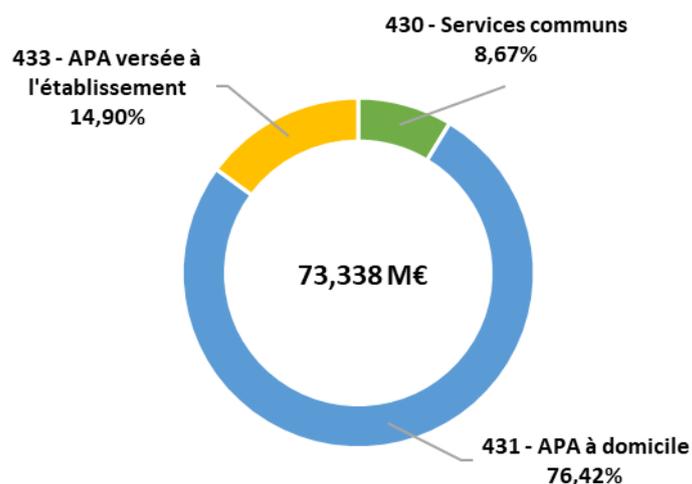
## 7. APA :

**Les chiffres clés :** 73,338 M€ de dépenses réalisées / 5,20 % des dépenses réelles ventilées / taux de réalisation 99,64 % en fonctionnement.

L'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) a vocation à prendre en charge les dépenses nécessaires au maintien des bénéficiaires à leur domicile (56,047 M€), ou à régler une partie du tarif dépendance des établissements médico-sociaux au sein desquels sont hébergés les bénéficiaires (10,930 M€).

APA	Réalisé	2022
Fonction	Fonctionnement	Total
430 - Services communs	6 361 489,85	6 361 489,85
431 - APA à domicile	56 046 583,69	56 046 583,69
433 - APA versée à l'établissement	10 930 371,08	10 930 371,08
Total du chapitre	73 338 444,62	73 338 444,62

### Fonctionnement



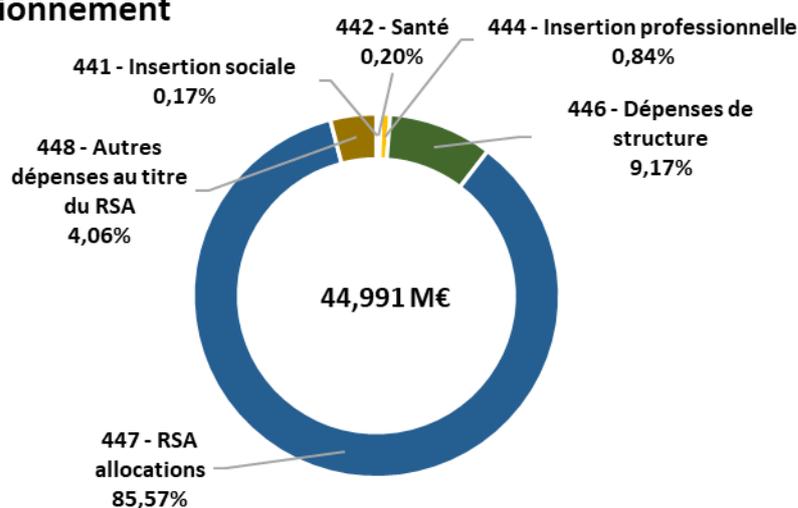
## 8. RSA :

**Les chiffres clés :** 44,991 M€ de dépenses réalisées / 3,19 % des dépenses réelles ventilées / taux de réalisation 97,24 % en fonctionnement.

Les dépenses rattachées à ce chapitre concernent les prestations légales d'aide sociale et la gestion du Revenu de Solidarité Active (RSA) dont le montant est fixé au niveau national.

RSA	Réalisé	2022
Fonction	Fonctionnement	Total
441 - Insertion sociale	76 091,93	76 091,93
442 - Santé	90 722,22	90 722,22
444 - Insertion professionnelle	377 794,59	377 794,59
446 - Dépenses de structure	4 123 850,93	4 123 850,93
447 - RSA allocations	38 496 559,11	38 496 559,11
448 - Autres dépenses au titre du RSA	1 825 919,40	1 825 919,40
<b>Total du chapitre</b>	<b>44 990 938,18</b>	<b>44 990 938,18</b>

### Fonctionnement



## 9. Aménagement des territoires et habitat :

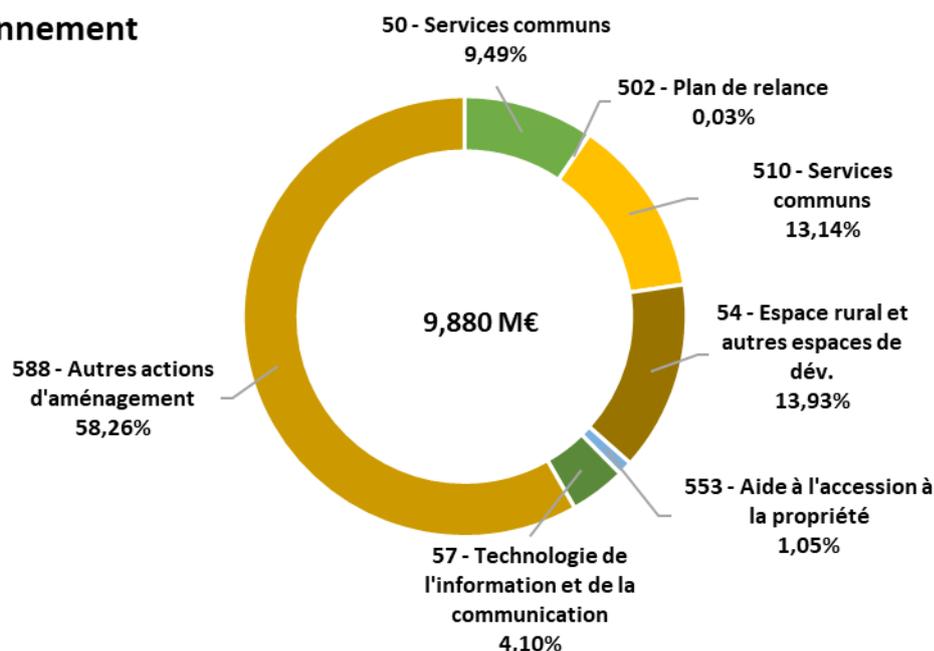
**Les chiffres clés :** 79,133 M€ de dépenses réalisées / 5,61 % des dépenses réelles ventilées / taux de réalisation 92,72 % en investissement et 91,95 % en fonctionnement / taux de programmation 78,36 % pour les AP et 83,99 % pour les AE.

Les dépenses effectuées au titre de la politique d'aménagement des territoires et de l'habitat concernent principalement :

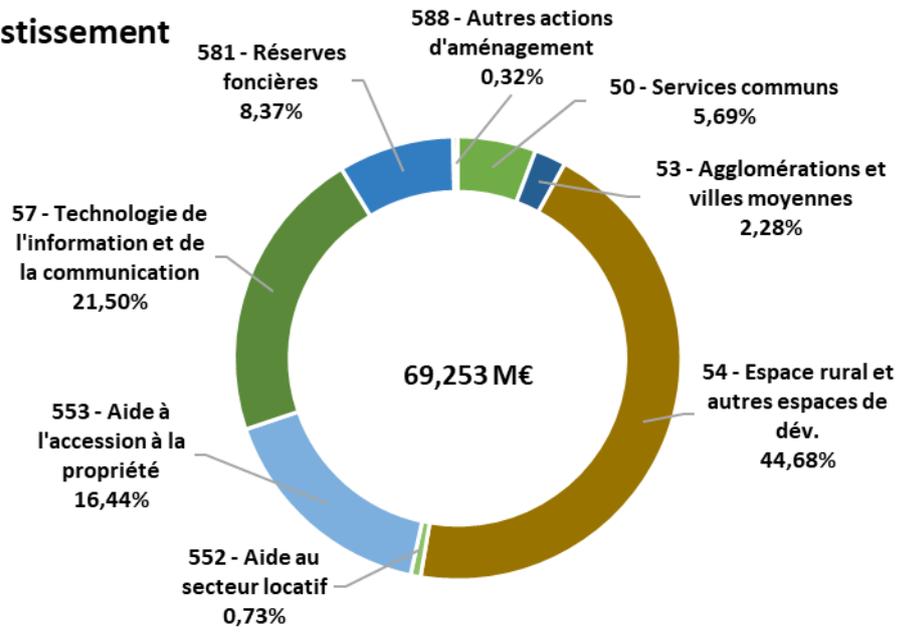
- le dispositif d'aides aux communes et structures intercommunales au travers notamment de la dotation quinquennale (près de 33,899 M€) soit 42,83 % ;
- les opérations dédiées aux réseaux de haut et de très haut débits, à la téléphonie mobile et à l'inclusion numérique des territoires (15,298 M€) soit 19,33 % ;
- la politique conduite en faveur de l'habitat et du logement (11,988 M€) soit 15,15 % ;
- la dotation de fonctionnement propre de l'Agence d'Aménagement durable, d'Urbanisme et d'Énergie de la Corse (5,1 M€) soit 6,44 %.

Aménagement des territoires	Réalisé 2022		
	Fonctionnement	Investissement	Total
50 - Services communs	937 790,44	3 938 143,12	4 875 933,56
502 - Plan de relance	3 153,67		3 153,67
510 - Services communs	1 298 348,10		1 298 348,10
52 - Politique de la ville			-
53 - Agglomérations et villes moyennes		1 579 446,67	1 579 446,67
54 - Espace rural et autres espaces de dév.	1 376 348,46	30 944 241,26	32 320 589,72
552 - Aide au secteur locatif		502 414,02	502 414,02
553 - Aide à l'accèsion à la propriété	103 458,00	11 382 376,22	11 485 834,22
555 - Logement social			-
57 - Technologie de l'information et de la communication	405 291,24	14 892 530,49	15 297 821,73
581 - Réserves foncières		5 794 398,75	5 794 398,75
588 - Autres actions d'aménagement	5 755 825,76	219 245,45	5 975 071,21
<b>Total du chapitre</b>	<b>9 880 215,67</b>	<b>69 252 795,98</b>	<b>79 133 011,65</b>

### Fonctionnement



## Investissement



## 10. Action économique :

**Les chiffres clés :** 83,874 M€ de dépenses réalisées / 5,94 % des dépenses réelles ventilées / taux de réalisation 96,61 % en investissement et 90,53 % en fonctionnement / taux de programmation 103,10 % pour les AP et 100,00 % pour les AE.

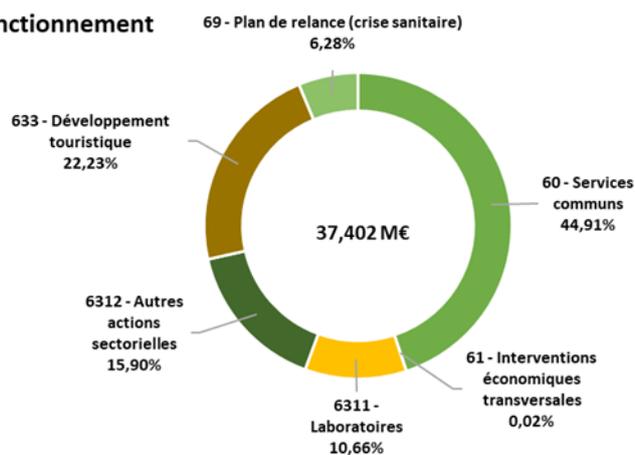
La mise en œuvre des politiques conduites en matière d'action économique est confiée en quasi-totalité aux satellites de la collectivité que sont l'Office de Développement Agricole et Rurale de la Corse (ODARC), l'Agence du Tourisme de la Corse (ATC) et l'Agence de Développement Economique de la Corse (ADEC).

Les crédits mobilisés en 2022 sur ce chapitre sont répartis comme suit :

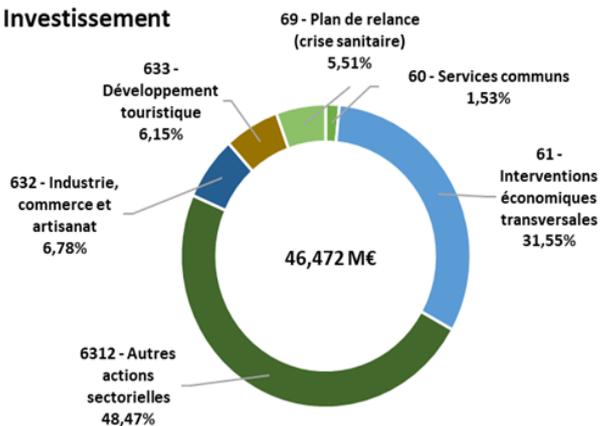
- ODARC : 36,53 % (30,640 M€) ;
- ADEC : 28,17 % (23,632 M€) ;
- ATC : 19,17 % (16,083 M€) ;
- SMAC : 6,14 % (5,148M€) ;
- Subvention d'équilibre aux budgets annexes des Laboratoires d'analyse : 4,65 % (3,9 M€) ;
- Fonds foncier agricole : 2,38 % (2M€) ;
- Actions en faveur de la forêt : 2,35 % (1,97 M€).

Action économique		Réalisé 2022	
Fonction	Fonctionnement	Investissement	Total
60 - Services communs	16 796 356,58	709 946,59	17 506 303,17
61 - Interventions économiques transversales	8 000,00	14 661 777,28	14 669 777,28
6311 - Laboratoires	3 988 449,48		3 988 449,48
6312 - Autres actions sectorielles	5 947 167,21	22 527 099,79	28 474 267,00
632 - Industrie, commerce et artisanat		3 152 232,81	3 152 232,81
633 - Développement touristique	8 314 206,04	2 859 477,92	11 173 683,96
69 - Plan de relance (crise sanitaire)	2 347 725,41	2 562 146,70	4 909 872,11
<b>Total du chapitre</b>	<b>37 401 904,72</b>	<b>46 472 681,09</b>	<b>83 874 585,81</b>

### Fonctionnement



### Investissement

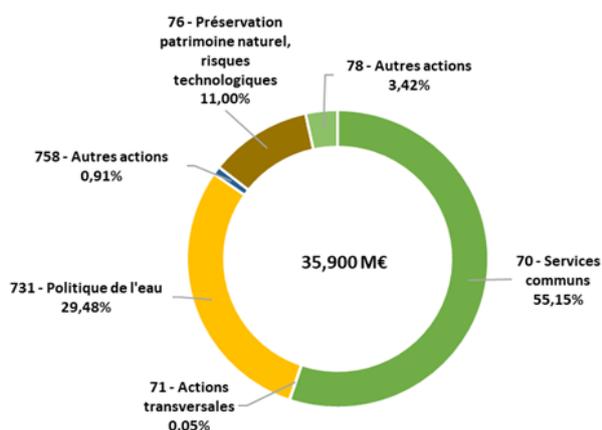


## 11. Environnement :

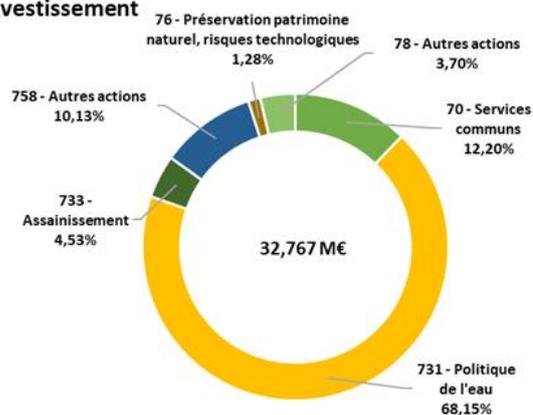
**Les chiffres clés :** 68,667 M€ de dépenses réalisées / 4,87 % des dépenses réelles ventilées / taux de réalisation 92,92 % en investissement et 96,17 % en fonctionnement / taux de programmation 89,47 % pour les AP et 98,97 % pour les AE.

Environnement Fonction	Réalisé 2022		
	Fonctionnement	Investissement	Total
70 - Services communs	19 799 410,92	3 998 586,27	23 797 997,19
71 - Actions transversales	16 570,50		16 570,50
731 - Politique de l'eau	10 582 147,01	22 331 329,47	32 913 476,48
733 - Assainissement		1 484 843,60	1 484 843,60
758 - Autres actions	325 951,62	3 320 074,03	3 646 025,65
76 - Préservation patrimoine naturel, risques technologiques	3 949 131,25	419 509,78	4 368 641,03
78 - Autres actions	1 227 075,48	1 212 649,32	2 439 724,80
<b>Total du chapitre</b>	<b>35 900 286,78</b>	<b>32 766 992,47</b>	<b>68 667 279,25</b>

Fonctionnement



Investissement



## 12. Transports :

**Les chiffres clés :** 502,232 M€ de dépenses réalisées / 35,58 % des dépenses réelles ventilées / taux de réalisation 99,41 % en investissement et 99,73 % en fonctionnement / taux de programmation 89,53 % pour les AP et 100,04 % pour les AE.

Ce chapitre concentre la part la plus importante des crédits consommés en 2022 (502,232 M€) ; 43 % de ces crédits correspondent au reversement de la dotation de continuité territoriale à l'Office des Transports de la Corse.

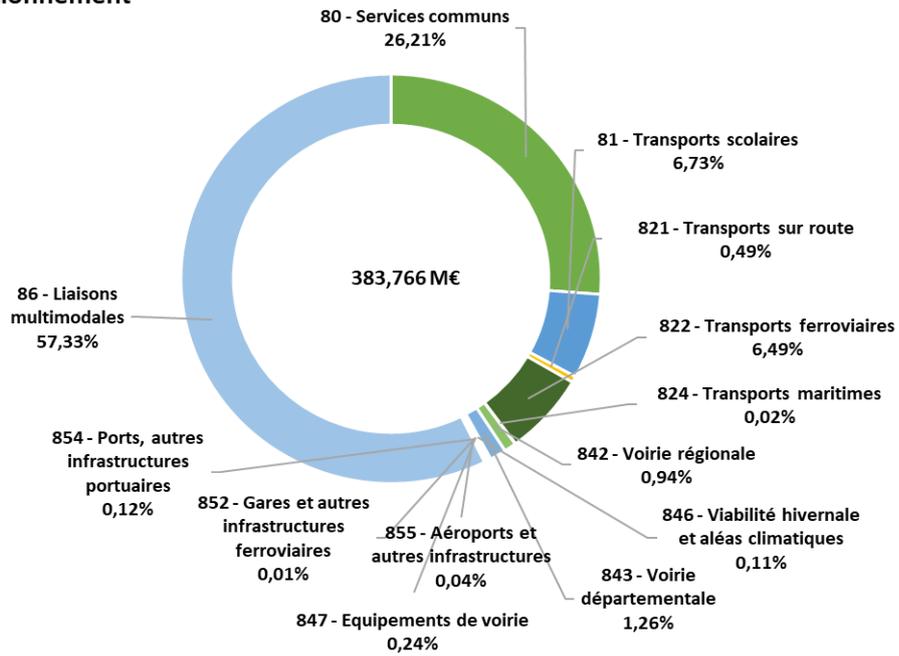
Il convient ici de noter l'impact du montant de l'amende et des intérêts versés par la CdC dans le cadre de sa condamnation en réparation du préjudice subi par la Société Corsica Ferries, à savoir 100,587 M€ qui représentent ainsi 20 % du montant des dépenses de ce chapitre.

Les autres réalisations se sont portées sur les secteurs suivants :

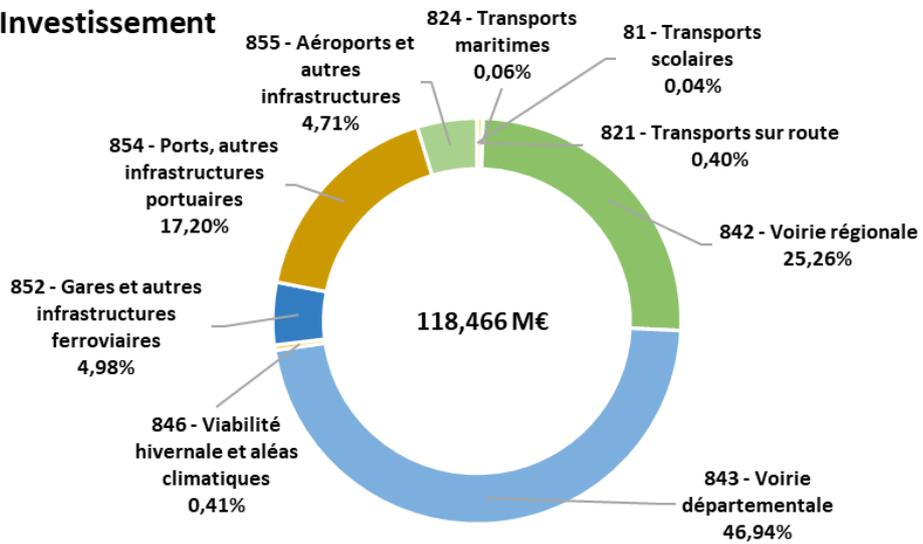
- Le réseau routier (18,71 % des dépenses du chapitre) ;
- Le transport sur route (5,62 %) ;
- Le transport ferroviaire (6,14 %) ;
- Les réseaux portuaires et aéroportuaires (5,30 %).

Transports	Réalisé 2022		
	Fonctionnement	Investissement	Total
80 - Services communs	100 587 832,06		100 587 832,06
81 - Transports scolaires	25 838 252,74	44 241,96	25 882 494,70
821 - Transports sur route	1 876 675,68	469 217,96	2 345 893,64
822 - Transports ferroviaires	24 895 348,13		24 895 348,13
824 - Transports maritimes	80 625,00	70 936,55	151 561,55
841 - Voirie nationale			-
842 - Voirie régionale	3 601 640,67	29 924 151,44	33 525 792,11
843 - Voirie départementale	4 846 238,22	55 606 787,62	60 453 025,84
846 - Viabilité hivernale et aléas climatiques	433 741,51	490 618,73	924 360,24
847 - Equipements de voirie	907 269,30		907 269,30
852 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	56 869,50	5 897 099,55	5 953 969,05
854 - Ports, autres infrastructures portuaires	473 245,30	20 379 162,30	20 852 407,60
855 - Aéroports et autres infrastructures	169 310,34	5 583 454,40	5 752 764,74
86 - Liaisons multimodales	219 999 159,00		219 999 159,00
<b>Total du chapitre</b>	<b>383 766 207,45</b>	<b>118 465 670,51</b>	<b>502 231 877,96</b>

## Fonctionnement



## Investissement



## PARTIE 5 : ETAT DE LA DETTE

### 1. La gestion de la dette et de la trésorerie 2022

- Mobilisation de l'emprunt 2022

La réalisation du programme d'emprunt de 2022 s'est inscrite dans une stratégie globale qui vise les objectifs suivants :

- Maintien de l'équilibre relatif de l'encours entre taux fixes et taux variables ;
- Sécurisation des financements à venir.

Durant l'année 2022, la Collectivité de Corse a effectué différents mouvements sur son encours à hauteur de 101 204 158 € :

- 30 M€, adossés à la renégociation du troisième emprunt toxique (protocole transactionnel signé en décembre 2020) avec pour date d'effet le 1<sup>er</sup> juin 2022 ;
- 45,587 M€ d'emprunt au titre des contentieux CFF (26 M€ prévus au BP 2022 et 19,587 M€ du fait de l'encaissement partiel des 50 M€ de la recette PTIC) ;
- 25,617 M€ d'emprunt d'équilibre.

- Gestion de la ligne de trésorerie

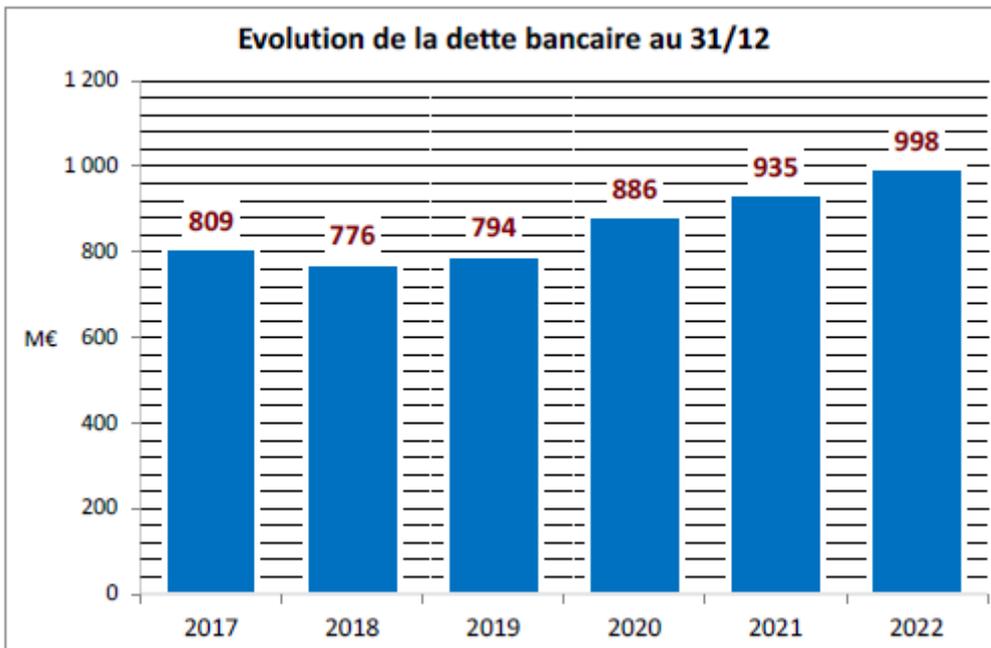
Deux lignes de trésorerie d'un montant maximal de 80 M€ sont disponibles au cours de l'exercice 2022. Elles servent notamment de relais en début d'exercice en attendant le versement des différentes dotations. A ce titre, un tirage de 40 M€ avait été effectué en décembre 2021 et remboursé en mars 2022.

En fin d'exercice, la Collectivité de Corse a renouvelé ses deux lignes de trésorerie auprès de la Caisse d'Epargne. Une seule a été utilisée en fin d'année 2022 (40 M€) et remboursée en février 2023.

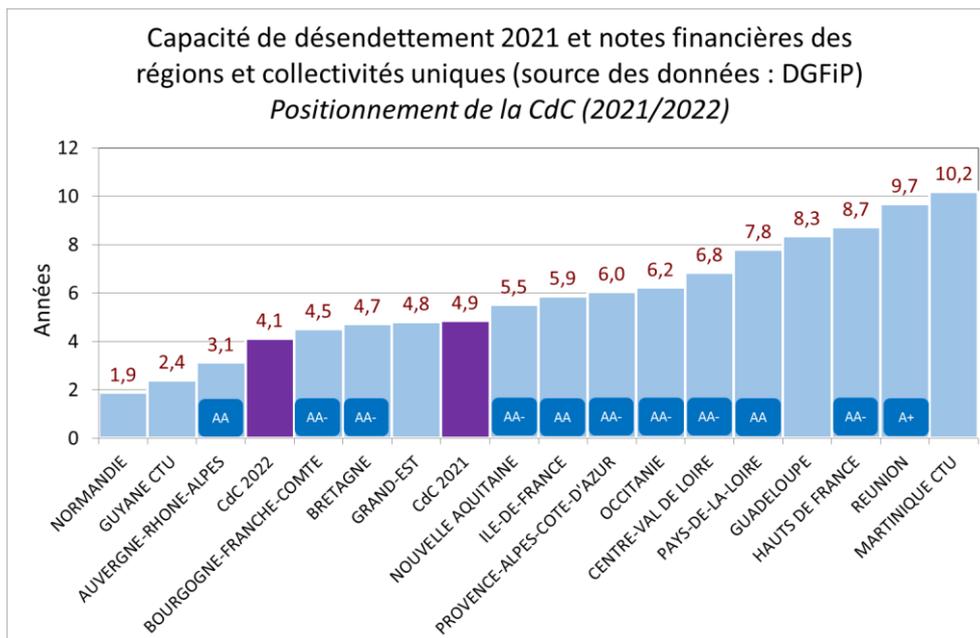
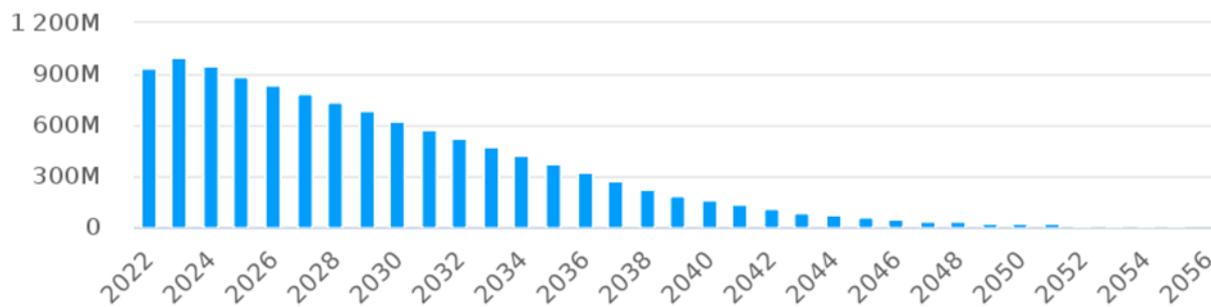
### 2. L'encours de dette

L'encours de la dette de la Collectivité de Corse est de 997 868 329 € au 31 décembre 2022. La durée de vie moyenne\* s'élève à 10,6 années soit sensiblement le même niveau qu'en 2021.

La capacité dynamique de désendettement remonte à 7 années en 2022 (contre 4,84 années en 2021). Après neutralisation des aléas 2022, elle s'établit à 4,10 années.



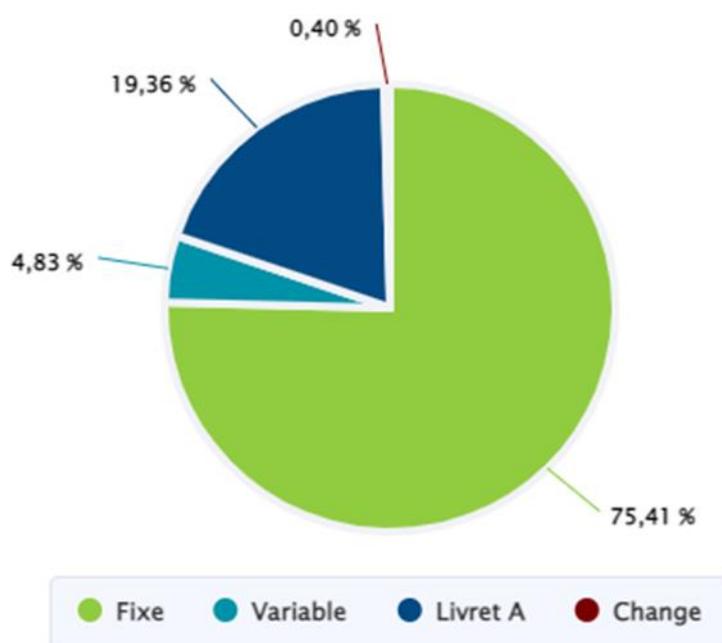
Au 31 décembre 2022, le profil d'extinction de la dette actuelle, exprimé en M€ est le suivant :



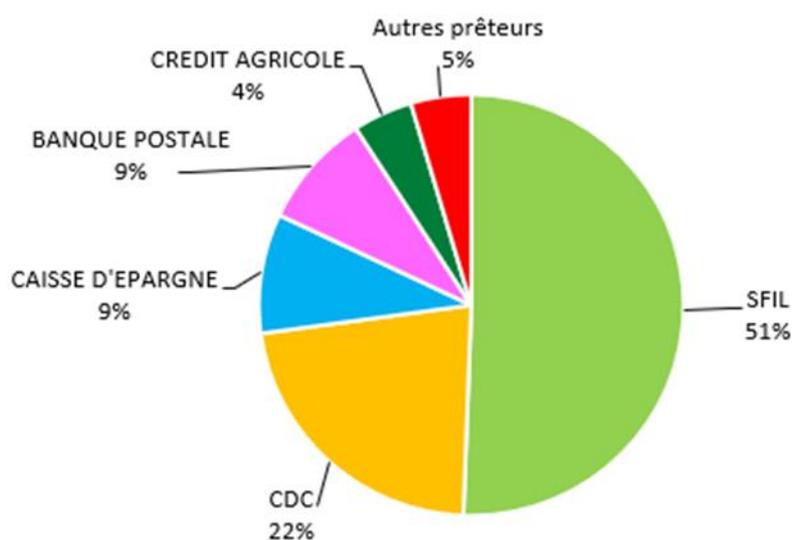
### 3. La structure de la dette

- La répartition de la dette entre taux fixes et taux variables

Au 31 décembre 2022, l'encours de la dette se composait à 75,41 % de dettes à taux fixes, à 24,19 % de dettes à taux variables et de 0,40 % de contrats dits « structurés ».



- La répartition de la dette entre les divers prêteurs



Au 31 décembre 2022, la société de financement local (SFIL) détient 51 % de l'encours, la Caisse des dépôts et consignations (CDC) voit son encours légèrement diminuer pour se fixer à 22 %. La Banque postale et la Caisse d'Épargne détiennent chacune 9 % de l'encours.

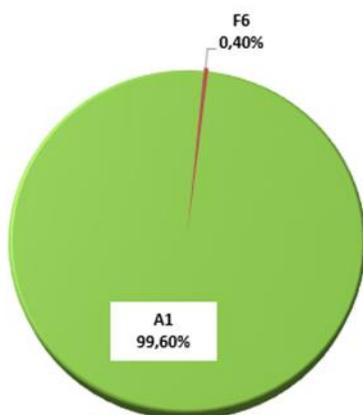
Les banques traditionnelles détiennent 9 % du stock de dette. Parmi ces établissements, le Crédit agricole avec 4 % de l'encours est l'établissement le plus présent.

- Suivi de la dette dite « structurée »

Les produits dits « structurés » sont définis comme des emprunts dont une partie du capital est indexée sur des indices complexes (écarts de taux par exemple, ou utilisant des formules mathématiques intégrant des multiplicateurs) et sans dispositif d'assurance limitant le taux payé (« cap »).

Ces produits permettent d'obtenir des taux d'intérêts plus bas en l'échange d'une prise de risque plus élevée qu'un emprunt classique.

Répartition de l'encours selon la Charte de Bonne Conduite (CBC Gissler)



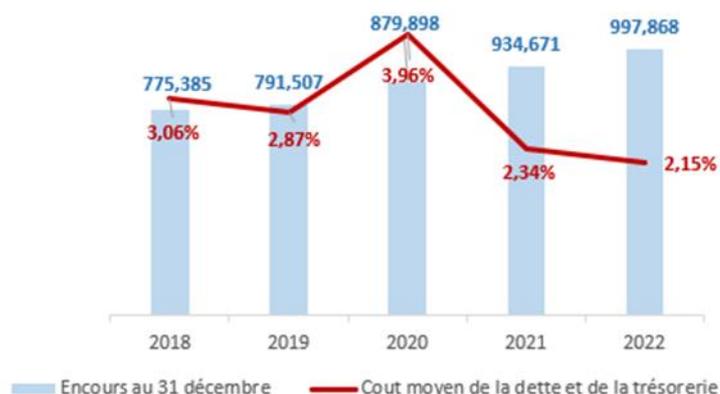
Au 31 décembre 2022, la part de l'encours relevant de la catégorie A1 (risque le plus faible) est de 99,60 %, soit un capital restant dû de 993,868 M€ ;

0,40 % classés en F6 avec un capital restant dû de 4 M€.

Le typage F6 présente un risque élevé pour la Collectivité mais circonscrit à un faible montant : il s'agit d'un prêt souscrit auprès de la Caisse d'Epargne en 2007, dernier emprunt risqué au sein de l'encours de dette globale de la Collectivité (capital restant dû de 4 M€).

#### 4. L'évolution de la charge de la dette

Un coût moyen faible et un encours qui progresse (\*)



Au global, le coût moyen réel de la dette s'élève à 2,15 % de l'encours au 31 décembre 2022 contre 2,34 % en 2021.

Ce coût intègre les intérêts payés, les commissions diverses acquittées, les frais et produits liés à la gestion de la trésorerie infra-annuelle.

Ce niveau est faible et contribue à la maîtrise des charges de fonctionnement de la collectivité.

(\*Coût moyen : frais financiers /CRD au 31/12)

S'agissant du taux moyen de l'encours à taux fixe, intégrant les instruments de couverture, au 31 décembre 2022, il s'élève à 2,24 %, contre 2,21 % un an auparavant. Cette baisse s'explique par la captation de nouveaux taux fixes très bas ces trois dernières années qui absorbe l'évolution à la hausse des taux cette année.

Focus sur l'impact de l'évolution du taux d'intérêts du livret A en 2022 :

Sur 81 emprunts souscrits par la Collectivité de Corse, 18 sont des emprunts indexés sur le taux d'intérêt du livret A.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2022, le capital restant dû sur cette catégorie d'emprunt s'élevait à 174 262 410,67 €.

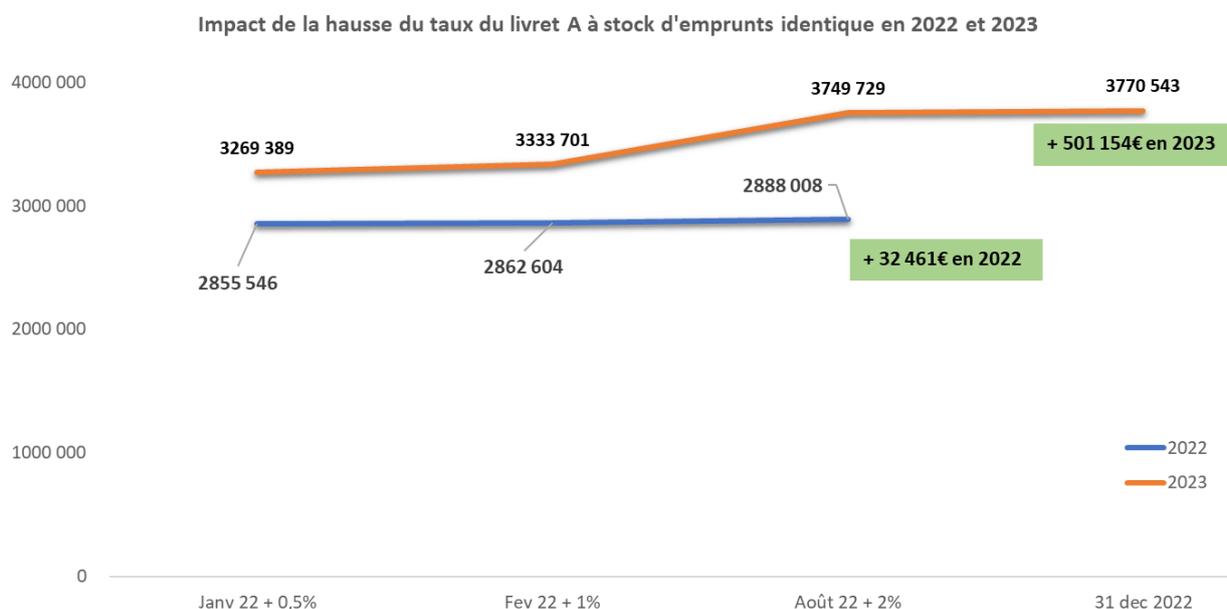
Evolution du taux d'intérêt du livret A :

Date	Taux du Livret A
<b>Sources : Banque de France, Légifrance</b>	
1er août 2023	4%
1er février 2023	3%
1er août 2022	2%
1er février 2022	1%

Date	Taux du Livret A
<b>Sources : Banque de France, Légifrance</b>	
1er août 2023	4%
1er février 2023	3%
1er août 2022	2%
1er février 2022	1%

Le montant des intérêts de Livret A à verser au 1<sup>er</sup> janvier 2022 était de 2 855 546 € ; la Collectivité de Corse a payé 2 868 008 €, soit un coût de +32 461,92 €.

Le montant des intérêts du livret A à verser en 2023 (à stock d'emprunt identique) serait de 3 770 543 €, soit un coût de +501 154,06 €.



L'impact de la hausse du livret A sur le budget de la Collectivité de Corse se fera ressentir en 2024 et 2025 ; l'intégralité de nos contrats ont les taux préfixés en début de période. C'est « avantageux » en cas de hausse des taux.

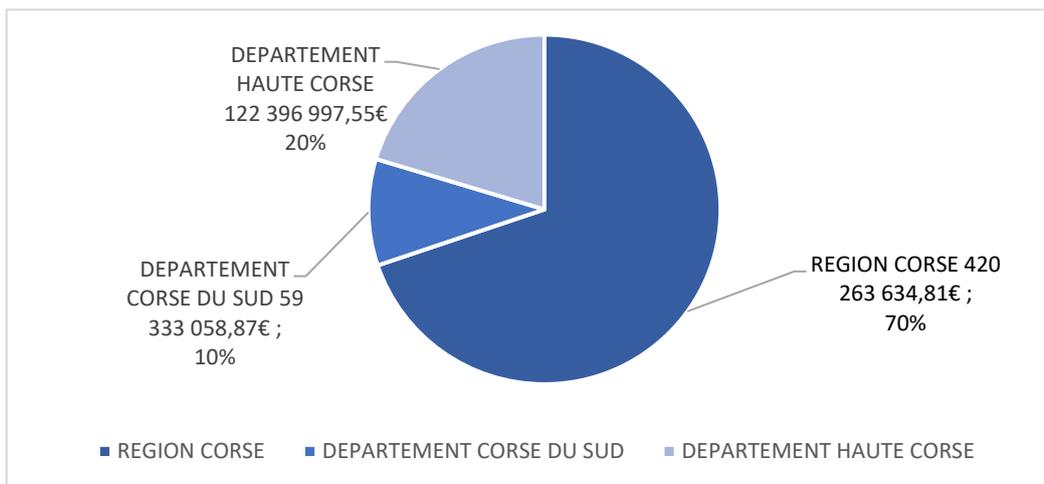
Voici une projection de l'évolution du montant des intérêts à payer sur les emprunts indexés sur le taux du livret A au 11 avril 2023 :

	CRD début d'exercice	Intérêts
2023	193 188 465,97 €	3 770 543,45 €
2024	185 677 746,70 €	6 661 193,86 €
2025	178 104 118,82 €	8 031 457,63 €
2026	170 460 903,70 €	6 502 450,60 €

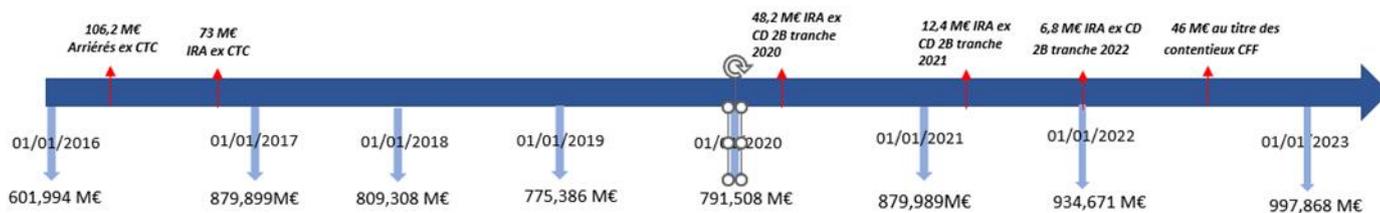
## 5. L'évolution de la dette de la collectivité depuis 2016

Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, la dette des trois collectivités de Corse était de 601 994 691 € répartie comme suit :

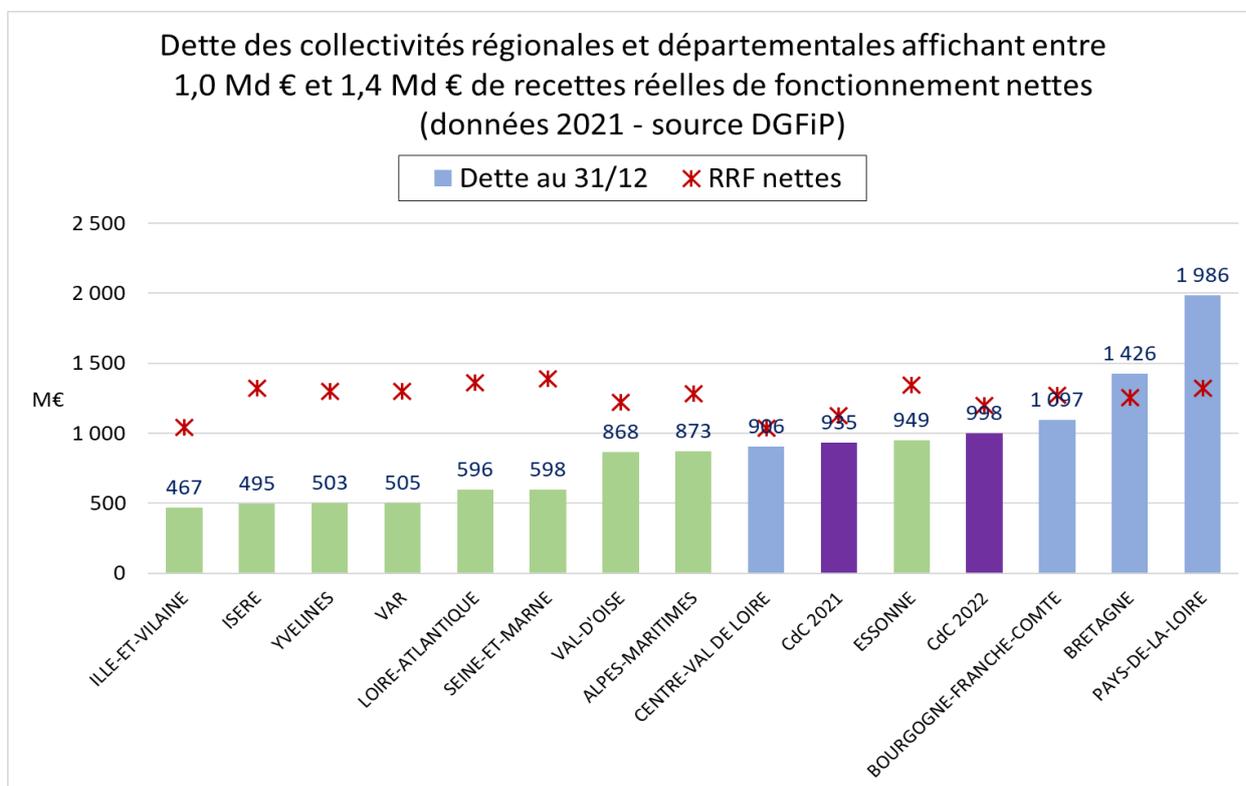
### Dette des trois collectivités au 1<sup>er</sup> janvier 2016



L'évolution sur la période 2016-2022 peut se représenter de la manière suivante :



- **Sur la période 2016-2017** (avant la fusion) : la dette des trois collectivités a évolué de +207,314M€ représentant un montant de dette de 809 307 622 € au 1<sup>er</sup> janvier 2018, date de la création de la Collectivité de Corse.
- Il est à noter que durant cette période le stock de dette a été incrémenté par :
  - 106,2 M€ d'arriérés (ex CTC) ;
  - 73 M€ de renégociation des emprunts toxiques (ex-CTC) ;
  - 30,305 M€ d'emprunts d'équilibre (ex-CTC) ;
  - 35 M€ d'emprunt d'équilibre (ex-CD 2A).
 (L'ex-département 2B n'a pas effectué d'emprunt sur cette période.)
- Sur la période 2018-2022 : le montant total emprunté par la Collectivité de Corse s'élève à 421,922€ dont 67,4 M€ au titre de la renégociation des emprunts toxiques et 46 M€ au titre du litige avec la CFF. Retraitée de ce montant, l'augmentation de dette sur la période est de 308,522M€, soit 61,704 M€ par an (en moyenne) qui ont contribué au financement de 1 471 M€ de dépenses sectorielles d'investissement (21,19 % de dépenses réelles).



Le financement de l'investissement a peu fait appel à la dette depuis la fusion.

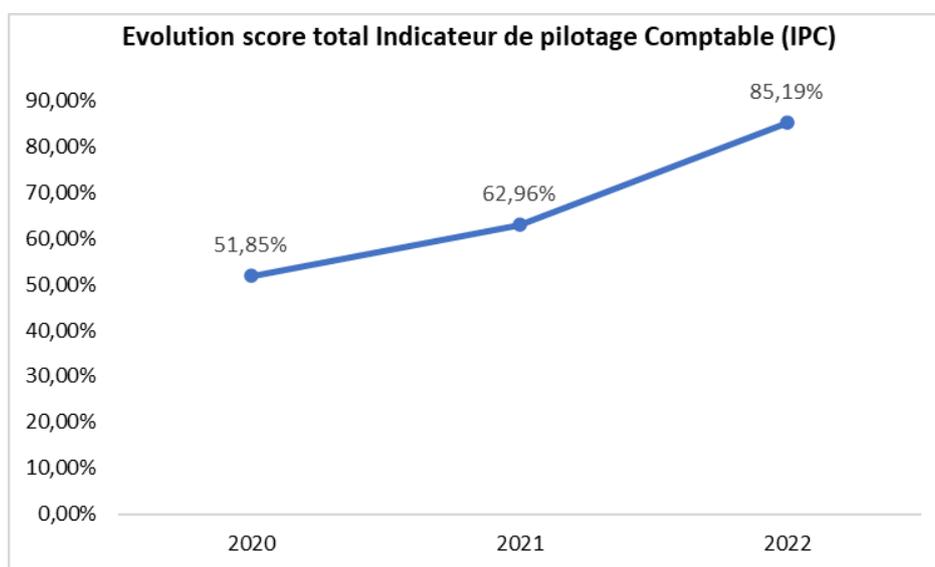
## PARTIE 6 : PRESENTATION SYNTHETIQUE DU BILAN COMPTABLE

Le bilan comptable présente la situation patrimoniale d'une collectivité à la clôture d'un exercice comptable. Il est composé de deux parties, l'actif qui est constitué des biens et valeurs appartenant à la Collectivité, et le passif qui est constitué des moyens dont la Collectivité dispose pour financer ses emplois.

L'Indicateur de Pilotage Comptable (IPC) de la Collectivité de Corse est de 85,19 pour 2022 contre 62,96% en 2021.

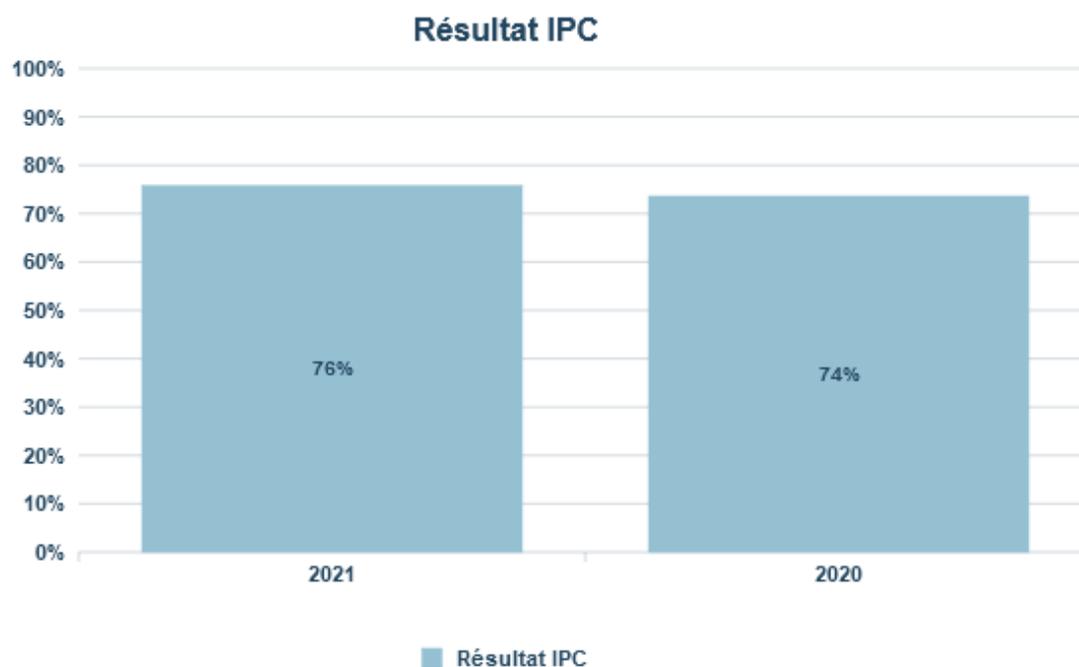
L'IPC est un indicateur produit par la DGFIP à partir de l'indice de qualité des comptes locaux (IQCL) ; ce dernier est inscrit dans le Programme Annuel de Performance (PAP) du programme 156 de l'État "Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local".

Appréhendé comme un outil partagé entre le comptable et l'ordonnateur, cet IPC permet de cibler des actions en vue d'améliorer la qualité comptable et la lisibilité des documents comptables tels que le bilan ou le compte de résultat.

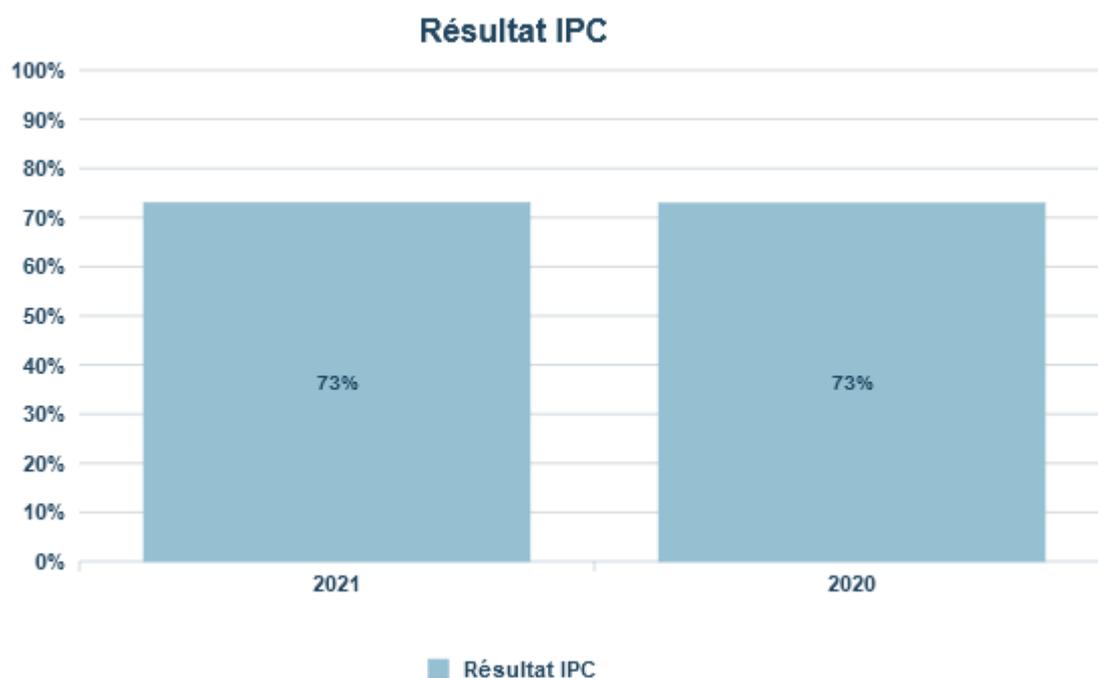


Bien que nous ne disposions pas encore des moyennes 2022 des départements et des régions (seulement début août), les graphiques ci-dessous illustrent la progression de la collectivité de Corse en 2022.

## Régions



## Départements



L'indicateur du tableau de bord financier permet de constater que la collectivité de Corse a validé en 2022 23 items sur 27 dans le cadre de l'indicateur de performance comptable et progressé de plus de 22 points entre 2021 et 2022 et de plus de 33 points entre 2022 et 2020.

Nombre d'item(s) validé(s)	23/27	17/27	14/27
Score total de la collectivité	85,19 %	62,96 %	51,85 %

Cela traduit le bon partenariat entretenu entre la direction des Finances et les services de la Paierie régionale ainsi que l'investissement des services.

Au 31/12/2022, le bilan synthétique de la Collectivité de Corse est le suivant :

ACTIF				PASSIF			
ACTIF NET	VNC 2021	VNC 2022	EVOL N-1		VNC 2021	VNC 2022	EVOL N-1
Immobilisations incorporelles	1 231 015,64	1 269 092,97	3,09%	APPORTS NON RATTACHES A UN ACTIF DETERMINE	1 086 268,68	1 114 126,03	2,56%
Immobilisations corporelles	3 727 159,14	3 854 864,42	3,43%	Dotations	284 656,86	284 656,86	0,00%
Terrains	50 958,26	51 405,67	0,88%	Fonds globalisés	801 611,82	829 469,17	3,48%
Constructions	449 229,86	452 773,81	0,79%	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	1 008 321,96	1 072 193,76	6,33%
Réseaux et installations de voirie	1 641 500,63	1 697 707,41	3,42%	Rattachées à un actif amortissable	385 576,85	409077,96	6,10%
Réseaux divers	161 147,98	161 586,23	0,27%	Rattachées à un actif non amortissable	622 745,11	663115,8	6,48%
Installations techniques	36 024,24	36 052,06	0,08%	NEUTRALISATIONS ET REGULARISATIONS	-1 011 825,17	-1112687,42	9,97%
Immobilisations mises en concessions ou affermées	718,94	718,94	0,00%	RESERVES	2 950 587,53	3109431,64	5,38%
Autres immobilisations corporelles	138 414,51	137 778,94	-0,46%	REPORT A NOUVEAU	30 077,10	17222,01	-42,74%
Autres immobilisations corporelles en cours	1 240 545,96	1 308 222,60	5,46%	RESULTAT DE L'EXERCICE	145 989,13	122439,5	-16,13%
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	8 618,76	8 618,76	0,00%	DROIT DU CONCEDANT ET DE L'AFFERMANT			
Immobilisations financières dettes	108 035,43	123 455,42	14,27%	DROIT DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT	3 488,15	3488,15	0,00%
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>5 066 210,21</b>	<b>5 247 412,81</b>	<b>3,58%</b>	<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>4 212 907,38</b>	<b>4 326 213,67</b>	<b>2,69%</b>
Stocks				Provisions pour risques et charges	35 400,54	11 629,02	-67,15%
Créances	122 278,59	112 298,68	-8,16%	Provisions pour risques	35 396,95	11 625,43	-67,16%
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT(hors trésorerie)</b>	<b>122 278,59</b>	<b>112 298,68</b>	<b>-8,16%</b>	Provisions pour charges	3,59	3,59	0,00%
Valeurs mobilières de placement				Dettes financières	944 542,50	1 007 753,84	6,69%
Disponibilités	86 044,00	80 776,22	-6,12%	Emprunts obligataires			
Autres actifs circulants				Emprunts souscrits auprès des étbssts de crédits	941 949,50	1 005 330,84	6,73%
<b>TOTAL TRESORERIE</b>	<b>86 044,00</b>	<b>80 776,22</b>	<b>-6,12%</b>	Dettes financières et autres emprunts	2 593,00	2 423,00	-6,56%
				Dettes non financières	107 969,48	109 292,13	1,23%
				Fournisseurs et comptes associés	19 808,38	7 339,09	-62,95%
				Autres dettes à court terme	32 194,79	53 981,87	67,67%
				Produits constatés d'avance	55 966,31	47 971,17	-14,29%
				TRESORERIE	40 000,00	40 000,00	0,00%
Compte de régularisation	66 466,26	54 851,89	-17,47%	Compte de régularisation	179,16	450,94	151,70%
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>5 340 999,06</b>	<b>5 495 339,60</b>	<b>2,89%</b>	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>5 340 999,06</b>	<b>5 495 339,60</b>	<b>2,89%</b>

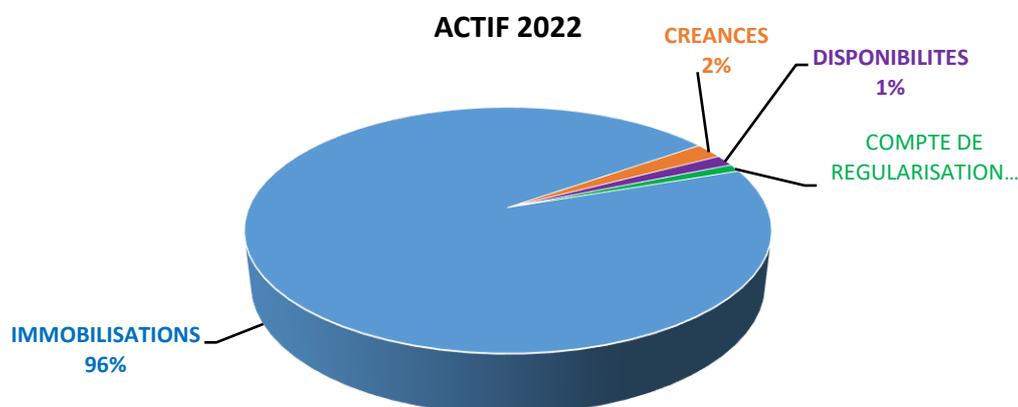
Données en k€

VNC : Valeur Nette Comptable (amortissements et provisions déduits)

Le total du bilan est de 5,49 Mds€. Il est en hausse par rapport à 2021 de +154,340 M€.

## 1. Descriptif de l'Actif

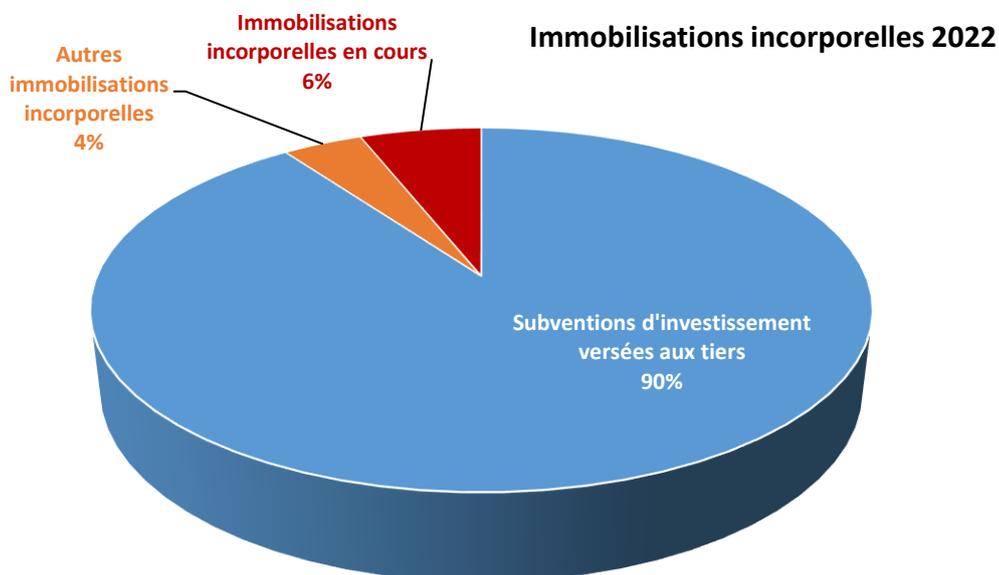
L'actif, en hausse de +2,89 %, se décompose comme suit :



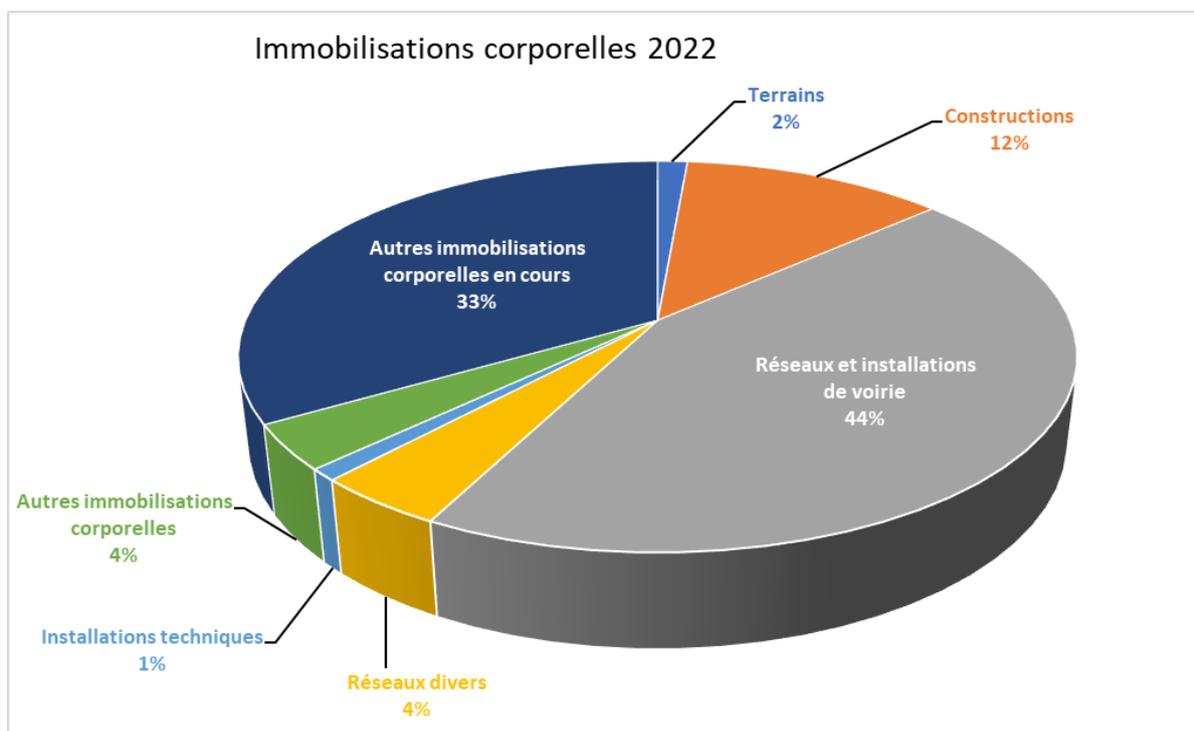
## 1.1 Actif immobilisé

Il est en augmentation par rapport à 2021 de +181,202 M€ (+3,58 %).

Les immobilisations incorporelles sont composées des subventions d'investissement versées aux tiers (1,068 Md€), des autres immobilisations incorporelles (57,51 M€) et des immobilisations incorporelles en cours (142 M€). Elles sont en hausse de +3,09 %.



Les immobilisations corporelles connaissent une hausse de +127,705 M€ (+3,43 %). Pour rappel, les hausses des années précédentes étaient de +146,6 M€ en 2021, de +85,3 M€ en 2020 et de +115,26 M€ en 2019.



En 2022, la part des immobilisations corporelles en cours représente 33 % des immobilisations corporelles totales (33 % en 2021, 41,1 % en 2020 et 39,66 % en 2019). Le travail de la Collectivité pour rendre son bilan comptable fidèle au patrimoine de la Collectivité se poursuit et reste un objectif important et primordial.

Les dotations aux amortissements, qui permettent de constater dans le bilan les valeurs nettes des immobilisations obtenues à partir des valeurs brutes, en comptabilisant les dépréciations des immobilisations s'élèvent à 148,016 M€. Elles pointaient à 151,728 M€ en 2021 et à 158,547 M€ en 2020.

Les immobilisations financières sont en hausse de près de +14 % par rapport à 2021.

## *1.2 Actif circulant*

Le montant des créances de la Collectivité est de 112,298 M€, soit une baisse de -8,16 % par rapport à 2021 (122,978 M€). Pour rappel, en 2020 ce montant s'établissait à 137,944 M€ en 2020 et à 174,442 M€ en 2019.

Les créances résultant de l'activité courante de la CdC sont de 0,534 M€. Quant aux créances sur les entités publiques, les organismes internationaux et la Commission européenne, elles s'élèvent à 80,632 M€.

Le compte 451 présente un solde débiteur de 4,024 M€ correspondant aux opérations de trésorerie liées à l'exécution des budgets annexes, ainsi que les prestations réciproques entre le budget principal et les budgets annexes.

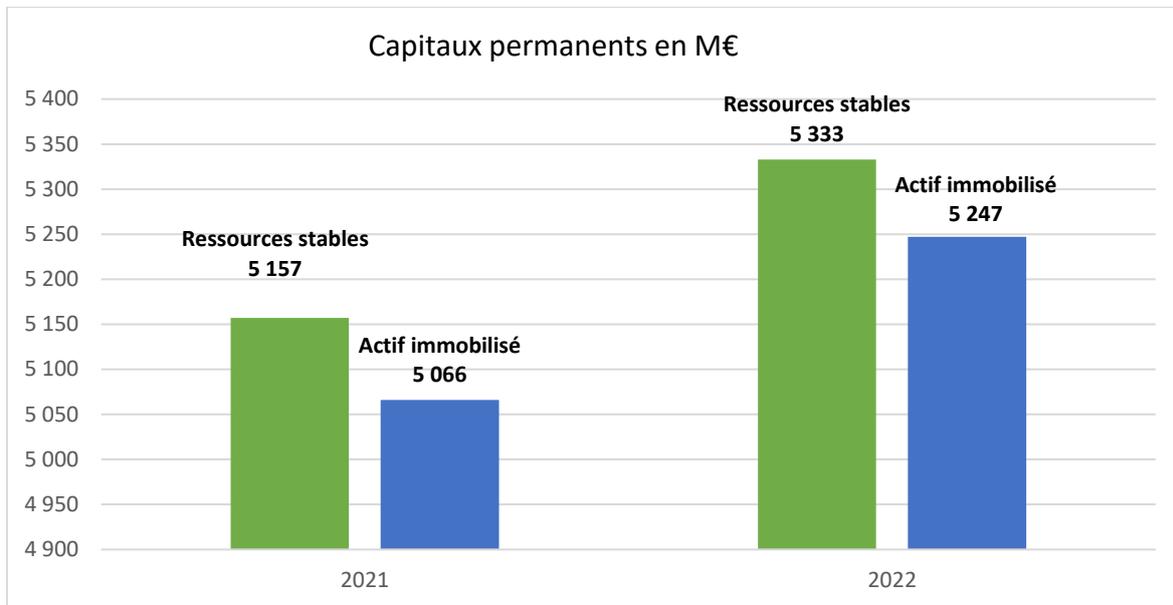
Les disponibilités sont d'un montant de 80,776 M€. Pour rappel, elles étaient de 86,044 M€ au 31/12/2021, de 34,359 M€ au 31/12/2020 et de 59,291 M€ au 31/12/2019. Ce montant correspond à la trésorerie de la CdC à la fin de l'exercice budgétaire.

## 2. Description du Passif

La structure du passif est en hausse de +2,89 % (+154,340 M€).

### *2.1 Capitaux permanents*

Le montant s'élève à 5,333 Mds (+63,211 M€). Il était de 5,157 Mds€ en 2021. Ils se composent des capitaux propres et des dettes financières à long terme. Ils représentent 97,06 % du passif total de la Collectivité de Corse.



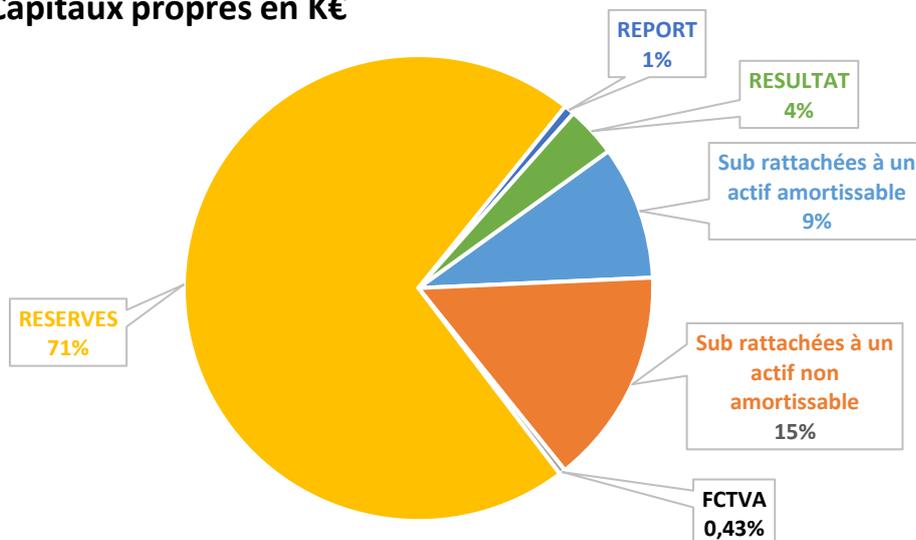
La règle du financement des emplois stables par des ressources stables est respectée. En effet, l'actif immobilisé (5,247 Mds€) est entièrement financé par les capitaux propres et les dettes financières.

**Les capitaux propres de la CDC** sont les ressources non empruntées :

- FCTVA (27,857 M€) ;
- Le cumul des résultats annuels de fonctionnement affectés à la section d'investissement ;
- Les reports à nouveau, soit une fraction du résultat de fonctionnement cumulé de l'exercice 2021, ont été reportés en section de fonctionnement pour un total de 17,222 M€ ;
- Le résultat de l'exercice (122,439 M€) ;
- Les subventions transférables (409,077 M€) et non transférables (663,115 M€).

Les capitaux propres représentent 80,93 % des capitaux permanents de la CDC.

### Capitaux propres en K€



**Les dettes à long terme** s'élèvent à 1,007 Md€. Elles étaient de 944,542 M€ en 2021.

Elles se composent notamment des emprunts souscrits auprès des établissements de crédit (1,005 Md€).

## *2.2 Provisions*

Le montant des provisions au 31/12/2022 est de 11,629 M€. Au 31/12/2021, il était de 35,4 M€. En 2022, le montant des reprises de provisions de l'exercice s'est élevé à 28,037 M€ dont 25 M€ de reprises correspondent aux litiges CFF1 (20 M€) et CFF2 (5 M€).

L'IPC est de 100% sur ce domaine.

## *2.3 Dettes non financières*

Les dettes non financières s'élèvent à 109,291 M€ (+ 1,22 %). Elles s'élevaient à 107,969 M€ en 2021 et à 94,446 M€ en 2020.

On y retrouve :

- Les dettes à court terme correspondent aux mandats ordonnancés par la Collectivité mais qui n'ont pas fait l'objet de paiement au 31/12/2022 ;
- Les dettes fournisseurs liées à l'acquisition de biens et services (retenues de garanties, rattachements de charges) ;
- Les produits constatés d'avance.

## *2.4 Ligne de trésorerie*

Le montant de la ligne de trésorerie mobilisée et restant due au 31/12 est de 40 M€. Le remboursement a été effectué en février 2023.

## CONCLUSION

Après une année 2022 encore marquée des effets de la crise sanitaire, le compte Administratif 2022 de la Collectivité de Corse traduit une situation financière légèrement dégradée par rapport à l'exercice précédent.

Outre la hausse de 5,2 % du taux d'inflation sur l'ensemble de l'année 2022, la confirmation de la condamnation judiciaire de la CDC à verser de lourdes indemnités à la Société Corsica Ferries France reste le fait majeur de cette année qui à l'analyse comptable pèse lourdement sur les ratios budgétaires, la capacité de désendettement ainsi que sur le taux d'épargne, réduisant d'autant les possibilités d'investissement. Cela étant après neutralisation, ces deux principaux ratios situent la CdC dans la moyenne des régions et départements, reconnus comme en excellente santé en 2021-2022.

Il vous est demandé de bien vouloir :

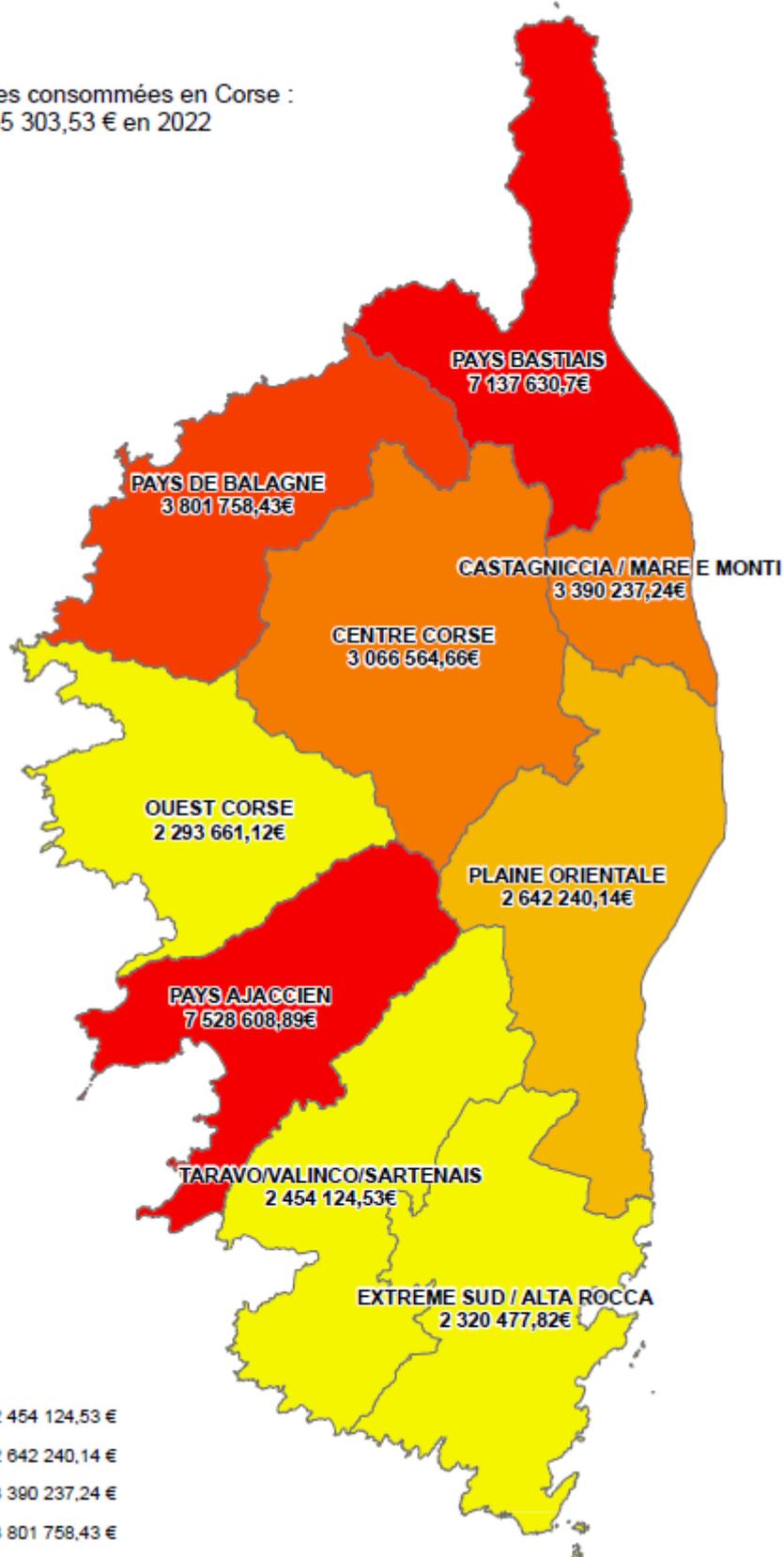
- **Arrêter** le compte de gestion établi par le Payeur de Corse ;
- **Adopter** le compte administratif de l'exercice 2022 de la collectivité dont les résultats sont conformes au compte de gestion établi par le Payeur de Corse ;
- **Arrêter** le résultat de la section de fonctionnement à **139 661 513,69 €** et le solde d'exécution de la section d'investissement à **-118 829 259,77 €**
- **Acter** le résultat des comptes à hauteur de **20 832 253,92 €**.

## ANNEXES

# Total des aides aux communes par territoire en 2022



Total des aides consommées en Corse :  
34 635 303,53 € en 2022



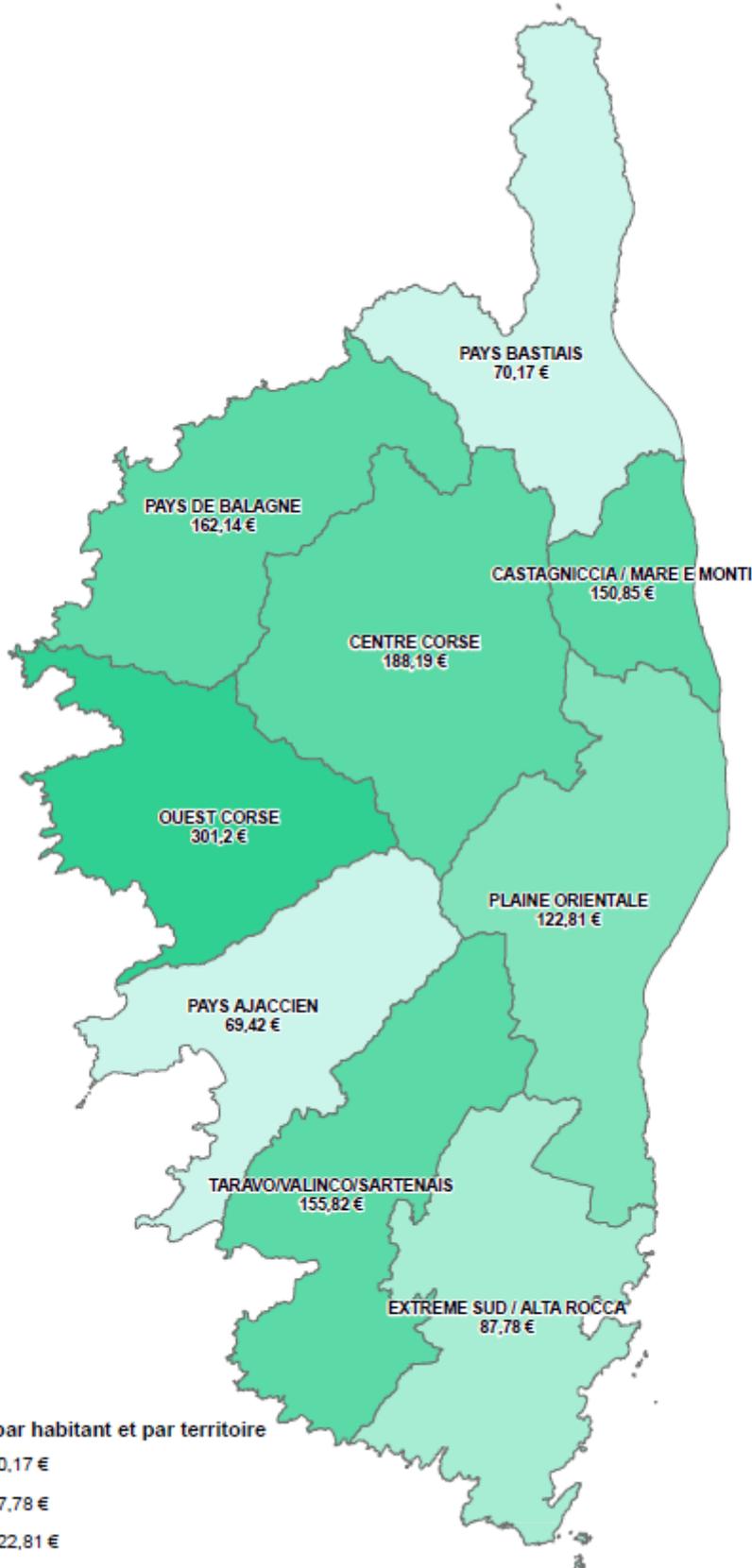
Sources: INS/EE/CDC - Données: Population totale 2018/Territoires de projet CDC - Cartographie: Service SIG Territorial/DTAN/CDC

## TOTAL

	2 293 661,12 € - 2 454 124,53 €
	2 454 124,54 € - 2 642 240,14 €
	2 642 240,15 € - 3 390 237,24 €
	3 390 237,25 € - 3 801 758,43 €
	3 801 758,44 € - 7 528 608,89 €

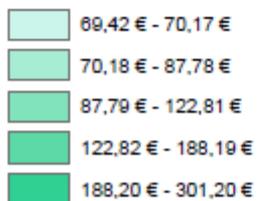
Date: 11/05/2023

# Total des aides 2022 par habitant



Sources: INSEE/CDC - Données: Population totale 2018/Territoires de projet CDC - Cartographie: Service SIG Territorial/DTAM/CDC

## Montant global par habitant et par territoire

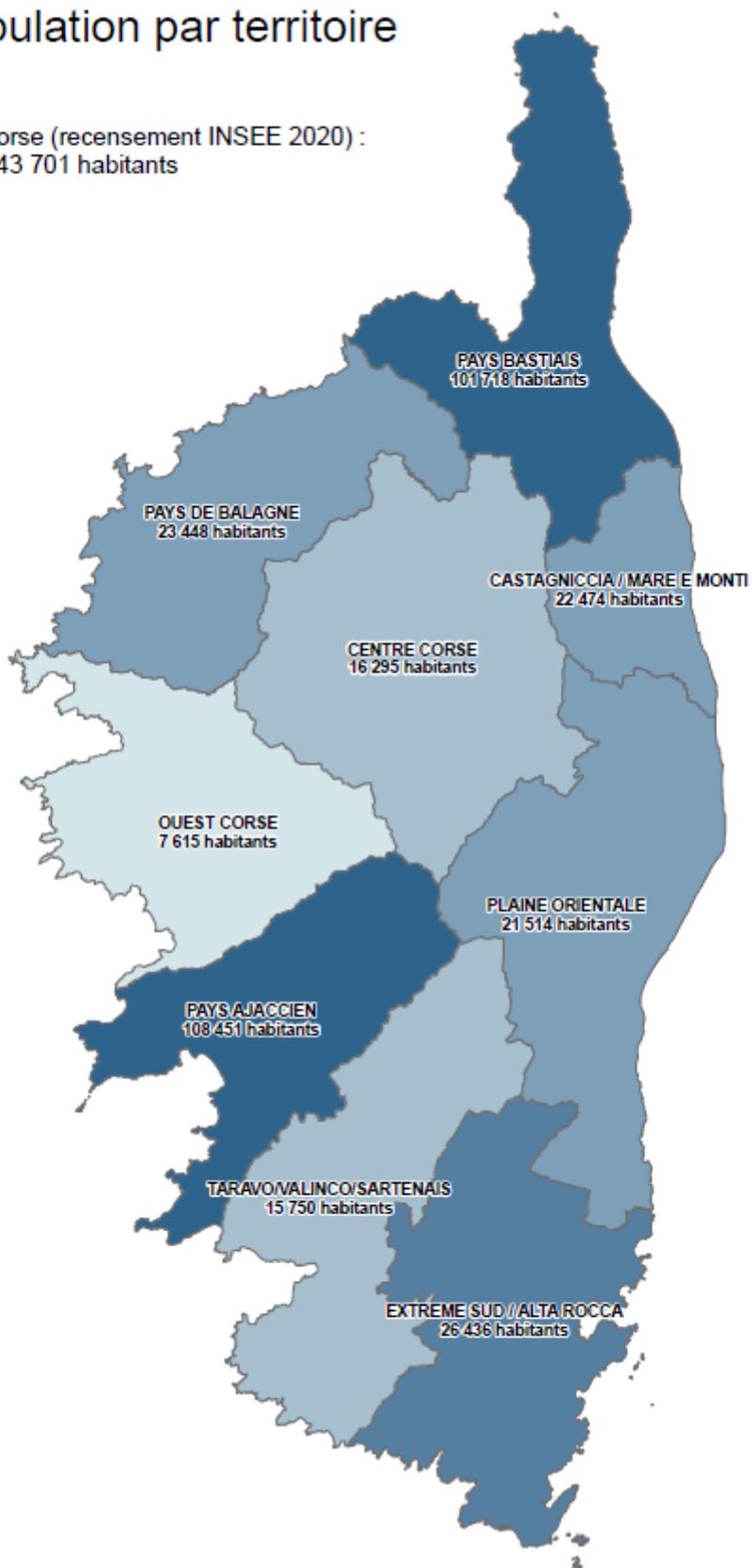


Date: 16/05/2023

# Population par territoire

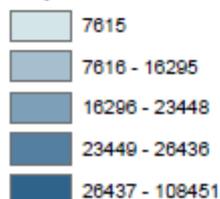


Population de la Corse (recensement INSEE 2020) :  
343 701 habitants



Sources: INSEE/CDC - Données: Population totale 2018/Territoires de projet CDC - Cartographie: Service SIG Territorial/DTAN/CDC

## Population

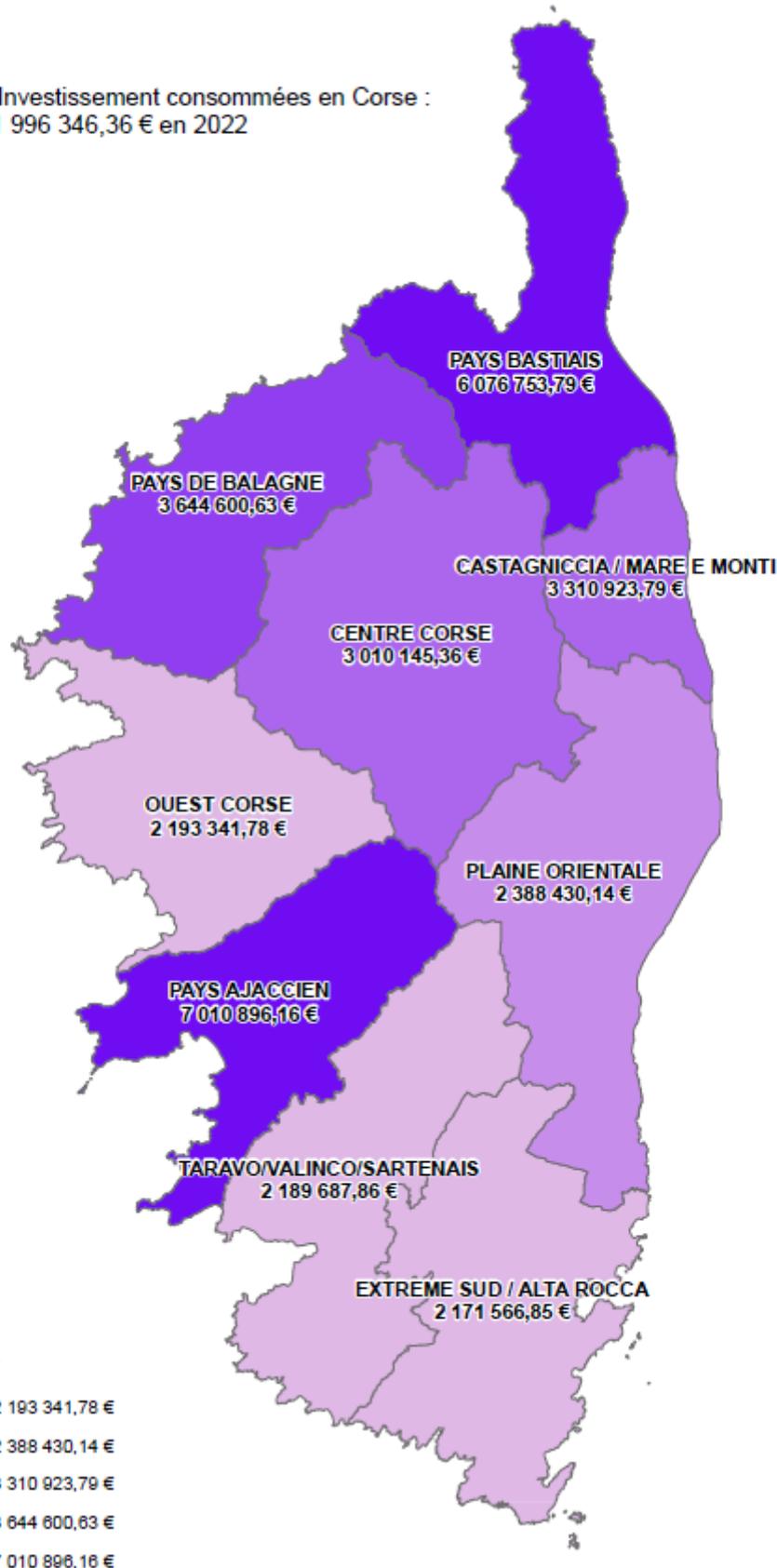


Date: 11/05/2023

# Total des aides en investissement aux communes par territoire en 2022



Total des aides en Investissement consommées en Corse :  
31 996 346,36 € en 2022



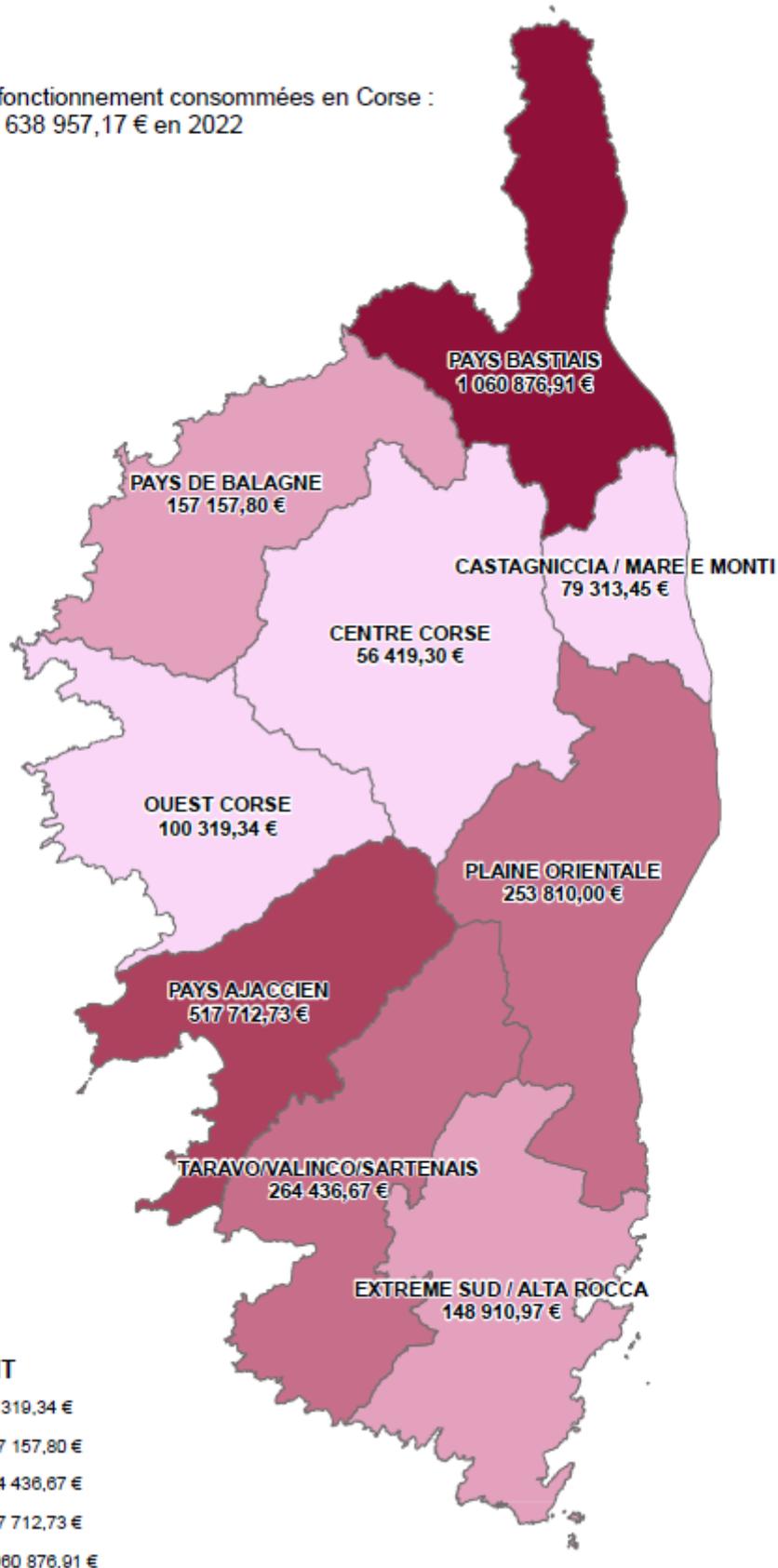
Sources: INSEE/CDC - Données: Population totale 2018/Territoires de projet CDC - Cartographie: Service SIG Territorial/DTA/CCDC

Date: 11/05/2023

# Total des aides en fonctionnement aux communes par territoire en 2022



Total des aides en fonctionnement consommées en Corse :  
2 638 957,17 € en 2022



Sources: INSEE/CDC - Données: Population totale 2018/Territoires de projet CDC - Cartographie: Service SIG Territorial/DTAN/CDC

Date: 11/05/2023